

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE
DES
ORDRES DU ROI AU XVIII^e SIÈCLE
D'APRÈS LES REGISTRES
DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA MAISON DU ROI
(1741-1775)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le 28 Mai 1938, à 13 h. 30,

PAR

Henri DEBORD

Licencié ès lettres.

Diplômé d'études supérieures d'histoire et de géographie.

Président : M. OLIVIER-MARTIN, *professeur.*
Suffragants { MM. PETOT, *professeur.*
 GRANDCLAUDE, *professeur.*

PARIS

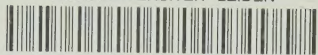
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^{ie}

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1938

RIJKSUNIVERSITEIT LEIDEN



0535 5198

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE
DES ORDRES DU ROI AU XVIII^e SIÈCLE
D'APRÈS LES REGISTRES DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT
A LA MAISON DU ROI (1741-1775)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE
DES
ORDRES DU ROI AU XVIII^e SIÈCLE
D'APRÈS LES REGISTRES
DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA MAISON DU ROI
(1741-1775)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 28 Mai 1938, à 13 heures 30,

PAR

Henri DEBORD

Licencié ès lettres.

Diplômé d'études supérieures d'histoire et de géographie.

Président : M. OLIVIER-MARTIN, professeur.

Suffragants { MM. PETOT, professeur.
GRANDCLAUDE, professeur.

PARIS

LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C^e

158-160, RUE SAINT-JACQUES

1938



« Il ne faut pas imaginer qu'il n'y ait d'hommes sages qu'au temps où l'on vit et que l'intérêt public ait été moins cher à nos prédécesseurs qu'à nous. Séduits par des idées systématiques nous attaquons leur conduite et nous sommes d'autant moins disposés à reconnaître leur prudence que l'inconvénient auquel ils ont remédié par leur police ne nous frappe plus. »

DIDEROT. *Œuvres* XVIII, 16.
Ed. Assezat et Tourneux.

CONTRIBUTION A L'HISTOIRE
DES
ORDRES DU ROI AU XVIII^e SIÈCLE

D'APRÈS LES REGISTRES DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT
A LA MAISON DU ROI (1741-1775)

INTRODUCTION

L'étude que nous avons entreprise, sur les directives de M. le Professeur Olivier-Martin, a pour origine un vœu que formulait A. Cans dans une communication faite à la Société d'Histoire Moderne en 1902¹. L'auteur signalait l'intérêt des renseignements contenus dans les Registres d'expéditions du Secrétariat d'État à la Maison du Roi et déplorait le peu d'empressement des historiens à en tirer parti. Cans envisageait une publication méthodique de ces documents. L'objet du travail que nous présentons est plus modeste. Il consiste seulement à établir, d'après cinq registres conservés aux Archives Nationales, catalogués 0¹190 à 193 et 0¹246, une classification des Lettres de cachet au sens large du terme.

Avant tout, il est nécessaire de bien délimiter l'importance des conclusions que nous pourrions tirer de cette étude.

1. Publiée dans la *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, t. IV, 1902-1903, p. 257-261.

D'abord il s'agit des ordres du Roi expédiés par le Secrétariat à la Maison du Roi, dont on désirait garder la trace dans les archives de ce service. Aussi les registres ne contiennent-ils que l'essentiel, le squelette en quelque sorte de chaque affaire, transcrit par un scribe selon un ordre alphabétique, et pour chaque lettre de l'alphabet, très généralement, dans l'ordre chronologique.

Presque toujours ils se présentent sous la forme suivante « Guillemain, Procureur syndic de la ville de Louhans, 3 décembre 1767. Ordre qui le destitue de sa place et lui fait défense de se mêler des affaires de la communauté. Pour avoir tenu des propos insolents aux officiers municipaux. De l'avis de M. l'Intendant de Bourgogne ¹ » ou bien « Thion, 26 août 1741. Ordre de sortir de l'abbaye de la Couture du Mans et de se retirer dans celle de Saint-Mathieu de fin de terre. Sur la demande de son général. Pour cause de Jansénisme ² », ou bien encore « Chaussy, Curé de Saint-Andéol, 24 août 1771. Permission d'aller partout où bon lui semblera, à l'exception du diocèse de Viviers ».

Ainsi nous ne possédons aucun détail sur la forme des plaintes, leur bien-fondé éventuel, la procédure d'enquête, le régime de la détention. Nous connaissons par contre, en général très brièvement, l'essentiel c'est-à-dire le nom et la qualité du requérant et de la victime, la nature des ordres, leur motif, le lieu de la détention, et assez souvent sa durée ³. Cependant, il manque parfois telle ou telle de ces mentions :

1. *Arch. Nationales* 0¹191. Les Registres n'étant pas paginés, sauf 0¹ 246, il faut se reporter à la date de l'ordre. Dans les citations nous avons restitué l'orthographe moderne.

2. *Ibid.*, 0¹ 190.

3. *Ibid.*, 0¹ 192.

4. Les relevés des registres d'expédition nous renseignent ainsi bien mieux que les originaux qui ne contenaient aucune mention sur la cause et la durée de la détention, ni sur la qualité du demandeur.

ainsi la plupart du temps les ordres de mainlevée n'indiquent ni l'auteur de la demande, ni sa cause. Mais il est facile de suppléer à cette lacune par comparaison avec les ordres complets, ou même grâce au simple bon sens.

Cette masse d'ordres royaux qui forment la substance des cinq registres des Archives est bien loin de constituer la totalité des lettres de cachet expédiées de 1741 à 1775. Cela pour plusieurs motifs.

D'abord parce qu'avant l'inventaire des Archives il avait été perdu un des volumes qui intéresse cette période : le registre 0¹190 contient les pièces expédiées de 1741 à 1750. Le suivant, 0¹191, correspond aux années 1762-1768. Il y a donc dans nos documents une lacune de plus de dix ans.

D'autre part, pour le laps de temps entre 1741 et 1745 nous possédons non pas un, mais deux recueils qui ne font pas double emploi. Le premier, 0¹190, comme les suivants immédiats, ne comporte guère que le relevé des ordres concernant les ecclésiastiques ou des affaires municipales. Le registre 0¹246 au contraire est constitué seulement par des lettres de cachet de familles et des mesures concernant l'éducation d'enfants de Religionnaires, expédiés en Auvergne, Bretagne et Languedoc.

En troisième lieu, les livres qui nous occupent sont ceux tenus au Secrétariat à la Maison du Roi. Or la compétence territoriale du ministre de ce département a varié au cours du XVIII^e siècle. En gros, elle a évolué dans le sens d'une extension progressive ¹. Mais un certain nombre de circonscriptions ne dépendirent jamais de lui, telles certaines provinces frontalières. Quant à la ville de Paris, bien qu'elle lui ait été attribuée à certaines époques, elle dépendit toujours,

1. Pour le détail, cf. *Almanach Royal* et DE LUÇAY. *Les Secrétaires d'Etat depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV*, pp. 611-618.

pour les lettres de cachet, directement du lieutenant général de Police.

En définitive, l'ensemble des ordres du Roi que nous allons analyser dans ce travail se limite à certaines catégories de personnes, à certaines provinces et à certaines années. Par contre, leur total dépasse de beaucoup le nombre des lettres de cachet, au sens étroit que l'on donne ordinairement à cette expression, c'est-à-dire des décisions royales privatives ou limitatives de liberté : C'est par ordre du Roi qu'étaient libérés les détenus, ou que mainlevée était ordonnée des défenses qui leur étaient faites. Et par le même procédé le pouvoir royal intervenait fréquemment dans les affaires municipales ¹.

Pour mesurer l'importance relative des divers facteurs caractéristiques apparaissant dans les ordres du Roi que nous étudions, nous avons été amenés à proposer des classifications à base numérique. On ne saurait trop insister sur le caractère nécessairement arbitraire qui préside à l'établissement de pareilles statistiques. Elles ne peuvent guère que suggérer un ordre de grandeur entre divers rapports.

Ces réserves sont rendues indispensables par suite de la manière dont sont rédigées les rubriques de chaque registre. Parfois un paragraphe réunit sous le nom d'un même individu plusieurs ordres successifs ² : d'interne-

1. Cf. FUNCK-BRENTANO. *Les Lettres de cachet*, p. 49.

2. *Arch. Nationales* 0¹ 192 : « Pourchel, curé de Domart. I), 19 mai 1771. Ordre de le conduire au Séminaire d'Arras et ordre au Lieutenant de la Maréchaussée de perquisitionner à son presbytère et d'y saisir ses papiers. Auteur de libelles. II), 27 juillet 1771. Permission de sortir du Séminaire d'Arras. III) 28 septembre 1771. Permission de se retirer partout où bon lui semblera, sauf sa paroisse. IV), 7 décembre 1771. Permission d'aller six mois dans sa paroisse. V), 18 mai 1774. Mainlevée, liberté entière.

ment, de transfert, de libération relative, puis complète, par exemple. Inversement, il n'est pas rare que deux, ou un nombre indéterminé de personnes, soient visées par une même décision ¹. Il est évident que, dans la réalité, chaque décision faisait l'objet d'un ordre, mais une seule notification était seulement adressée aux communautés et autres personnes morales.

Compte tenu de ces diverses remarques, notre étude a porté approximativement sur 2.600 ordres compris dans un total de 1.850 cotes ou paragraphes, se répartissant ainsi :

0¹190 : 1741-1750 : environ 900 ordres pour 600 cotes.

0¹191 : 1762-1767 : 425 ordres, 350 paragraphes.

0¹192 : 1768-1773 : 800 lettres de cachet correspondant à 540 rubriques.

0¹193 : 1774 et 1775 : respectivement 105 et 90.

Enfin 0¹246 pour les cinq années qui suivent 1740 réunit un ensemble de 370 décisions insérées dans 270 paragraphes

Pour tirer parti d'une masse si considérable de documents secs et très brefs, il était nécessaire de classer en un certain nombre de catégories les renseignements qu'ils fournissent. Cela permet de marquer avec assez de précision l'importance relative des motifs justifiant les demandes d'ordres du Roi, la qualité des requérants et des victimes, la variété des lieux de détention, la prédilection des demandeurs (c'étaient eux qui les désignaient) pour certaines maisons de force, enfin, dans nombre de cas, le prix de la pension, la durée, si variable, de la peine et l'existence de diverses mesures de faveur.

C'est le plan que nous suivrons dans cette analyse,

1. Par exemple toutes les défenses faites à des communautés religieuses de recevoir des novices.

tout en séparant l'étude des affaires ecclésiastiques de celles des affaires civiles, qui comportera elle-même deux chapitres comprenant l'un les lettres de cachet de famille, l'autre les affaires municipales.

Toutefois il ne pouvait être question de condenser les résultats de notre enquête en quelques tableaux statistiques. Aussi avons-nous été amené à retracer, dans un chapitre préliminaire, d'après des documents manuscrits des archives nationales ou départementales, les particularités de la procédure d'expédition des lettres de cachet. Elle a bien des fois été décrite par de savants historiens. Nous n'insisterons donc que sur certains aspects qui, à la lecture des pièces de correspondance nous ont particulièrement frappé.

Avant de dresser la liste des ouvrages manuscrits et, imprimés que nous avons utilisés en vue de ce travail-nous tenons à exprimer notre gratitude à M. le Professeur Olivier-Martin, pour les précieux conseils qu'il n'a cessé de nous prodiguer, à M. le Directeur des Archives de France qui a bien voulu autoriser l'envoi à Paris de nombreux documents conservés dans les archives provinciales, et à MM. Raoul Busquet et Robert Gandilhon, archivistes départementaux des Bouches-du-Rhône et d'Ille-et-Vilaine qui ont si aimablement mis à notre disposition divers papiers confiés à leur garde.

BIBLIOGRAPHIE

a) MANUSCRITS

La base, et, pour ainsi dire, la matière première de notre travail sont contenues dans cinq registres des Archives Nationales qui portent le titre général de :

Répertoire alphabétique des Ordres du Roi, envoyés par le Secrétaire d'Etat à la Maison du Roi, in-4°. Arch. Nationales, cote : 0¹ 190 : 1741-1750. — 0¹ 191 : 1762-1767. — 0¹ 192 : 1768-1773. — 0¹ 193 : 1774 et 1775.

Etat des Ordres du Roi donnés dans le Languedoc, l'Auvergne et la Bretagne, 1741-1745, in-4°. Arch. Nationales, cote 0¹ 246.

Ce registre est tenu par année, et, à la différence des précédents, non dans l'ordre alphabétique mais chronologiquement ; il contient au début une table des noms, et il est paginé de 1 à 95.

Lettres du Ministre de la Maison du Roi aux autres Secrétaires d'Etat, aux Cours, aux Intendants, etc., transcription avec table des noms, in-4°. Arch. Nationales cote 0¹ 386-417 (années 1741-1775) autre série : 0¹ 437 à 471, minutes reliées avec tables.

Répertoires alphabétiques des lettres reçues des Provinces par nom de signataires, 1735-1775, in-4°. Arch. Nationales, cote : 0¹ 526-554.

Ces deux séries de recueils nous ont été de peu d'utilité, car il y est peu question de lettres de cachet, mais de commissions, de lettres de rémission, surséances, de brevets etc., et d'affaires très diverses.

Affaires Ecclésiastiques, Affaires Générales, Correspondance épiscopale, Paris-Province, Ordres religieux d'hommes. Ordres, de femmes. XVIII^e S. Arch. Nationales carton, cote : 0¹ 604.

Archives départementales d'Ille-et-Vilaine. Série C : Administration provinciale. Papiers de l'Intendance, cote : C. 158 à 231. Ordres du Roi. Lettres de Cachet.

Archives départementales des Bouches-du-Rhône. Série C : Administration provinciale. Papiers de la Généralité d'Aix, côte : C. 4.117 à 4.167, ordres du Roi.

Ces documents sont précieux car c'est grâce à eux que l'on peut suivre en détail la procédure d'expédition des lettres de cachet. Ils contiennent la correspondance entre le Ministre, qui, pour la période 1741-1775 fut presque constamment Saint-Florentin, avec l'Intendant, et celle de celui-ci avec ses subdélégués et les directeurs des maisons de détention. Par contre il est rare que l'on y trouve l'original des placets de particuliers : Il faut se contenter du résumé que la correspondance officielle donne de leurs requêtes.

b) IMPRIMÉS

Pour avoir une vue générale de l'histoire de cette période il suffit de consulter :

LAVISSE (Ernest). — *Histoire de France des origines jusqu'à la Révolution*, tome VIII² (Louis XV, 1715-1774) par A. REBELLIAU, *passim*, notamment pp. 111-117 et 237-244, s. d. [1926], in-8°. Paris, Hachette.

Sur les lettres de Cachet existe un assez grand nombre de publications ; nous avons particulièrement utilisé :

FUNCK-BRENTANO (Frantz). — *Les Lettres de Cachet*, collection de Bibliothèque d'Histoire. Paris, Hachette, in-16, 254 p. s. d. [1926]. B. N. : cote : 8° L f²³ 154.

CHASSAIGNE (André). — *Des Lettres de Cachet sous l'Ancien Régime*. Thèse Faculté de Droit de Paris, Paris, A. Rousseau, in-8°. VIII + 337 p. 1903. B. N. : cote : 8° F 15 252.

Ce sont là les deux ouvrages fondamentaux, traitant la question dans son ensemble. D'autres étudient des points particuliers, tels :

NEGRIN (Philippe). — *La Réforme de la Lettre de Cachet au XVIII^e siècle*. Thèse Faculté de Droit de Paris, Paris, E. Larose, in-8°, 105 p. 1906 B. N. : cote : 8° F. 17 319.

FUNCK-BRENTANO (Frantz). — *Les Lettres de Cachet en blanc*, extrait du *Compte-rendu des Séances et travaux de l'Académie des Sciences Morales et Politiques*, 55^e année (1895), in-8°-16 p. B. N. : 8° Lf²³ 145.

JOLY (Aristide). — *Du sort des aliénés dans la Basse Normandie avant 1789* d'après des documents inédits, Paris Imp. Impériale, in-8°, 29 p. 1866, B. N. : cote : 8° Ld⁴⁷⁵ 114.

ou l'administration des lettres de Cachet dans différentes circonscriptions ainsi :

FUNCK-BRENTANO (Frantz). — *Les Lettres de Cachet à Paris, Etude suivie d'une liste des prisonniers de la Bastille (1659-1789)*. Collection Histoire Générale de Paris, Paris, Imp. Nationale Gr. in-4°, LIII + 482 p. 1903, B. N. : cote : Fol. LK⁷ 12 596.

— *Les Lettres de Cachet en Province (Flandre et Artois) d'après des documents inédits des Archives du Pas-de-Calais, dans la Revue*

Politique et Littéraire (Revue Bleue, 4^e série, tome XII, 36^e année (1899) 2^e sem., 136-144 B. N : cote : 4° R. 16 et I-97.

JOLY (Aristide). — *Les lettres de Cachet en province dans la Généralité de Caen au XVIII^e siècle, d'après des documents inédits*. Extrait des *Mémoires lus en Sorbonne* (Histoire), Paris. Imp. Nationale in-8°. 62 p. 1864, B. N : cote : 8° LK⁷ 11 039.

VAN DER HAEGEN (Philippe). — *Mémoire sur la lettre de Cachet dans le Languedoc sous Louis XV et Louis XVI*, Paris A. Derenne, in-8°, 85 p. 1883, B. N : cote : 8° LK² 7 219.

PUIS (Auguste). — *Les Lettres de Cachet à Toulouse au XVIII^e siècle, d'après des documents conservés aux Archives départementales*. Paris, Ed. Champion. Toulouse, Ed. Privat, in-8°, 333 p. + 2fa c. sim et 10 planches, 1914, B. N. : cote : 8° LK⁷ 40 289.

LATUNE (Charles). — *Les Lettres de Cachet de famille en Provence*. Discours prononcé le 20 février 1905 à la séance de rentrée de la Conférence des Avocats de Marseille. Marseille, Barlatier, in-8°, 87 p. 1906, B. N. : cote : 8° Lf¹²³ 216.

DUVERNOY (Émile). — *Les Lettres de Cachet en Lorraine au XVIII^e siècle*. Extrait de la *Revue des Etudes Historiques*, sept.-déc., 1907, p. 469-482.

Il serait intéressant de connaître par le détail l'organisation des maison de détention, et la vie qu'y menaient les victimes d'ordres du Roi. On trouve, çà et là, des renseignements dans les ouvrages cités ci-dessus, particulièrement dans le livre de A. PUIS un chapitre important est consacré à la description d'un certain nombre de citadelles, comme le Fort de Brescou, ou de châteaux tels ceux de Ferrières, Foix, Lourdes (p. 101-132). Mais, en dehors des copieuses et pittoresques études de F. BOURNON, sur la Bastille et de Funck-Brentano sur le For l'Évêque, rares sont les ouvrages susceptibles de satisfaire pleinement notre curiosité ; parmi ceux-ci toutefois on doit citer les importants travaux de :

DUPONT (Étienne). — *Les Prisons du Mont Saint-Michel, 1425-1864, d'après des documents originaux inédits*, Paris, Perrin et Cie, in-16, X + 355 p. 1913, B. N. : cote : 8° LK⁷ 37947.

— *La Bastille des Mers. Les Exilés de l'Ordre du Roi au Mont Saint-Michel, 1685-1789*, Paris, Perrin, in-16, XL + 260 p. 2^e éd. 1920, B. N : cote : 8° LK⁷ 40 867.

MOUNET (Louis-Richard). — *Le Château du Taureau*, extrait de *L'Illustration* du 7 août 1937, n° 4927 p. 447-452, B. N : cote : Fol Lc² 1549 et I-43.

Assez souvent des recherches dans les Archives départementales, soit dans la série C (administrations provinciales) à la rubrique « Prisons » ou à celle des « Ordres du Roi », soit dans la série G (affaires Ecclésiastiques) des Archives Nationales ou départementales pourrait permettre de réunir des documents précieux. Encore est-il aujourd'hui parfois trop tard : Funck-Brentano

signalait¹ une masse de papiers conservés aux Archives du Pas-de-Calais, sous les cotes C 709 à C. 718, concernant la maison des Bons fils de Saint-Venant un des lieux principaux d'incarcération d'ecclésiastiques détenus d'ordre du Roi. Mais ces liasses, comme la plupart des pièces constituant le fonds de l'Intendance, ont été anéanties au cours de l'incendie consécutif au bombardement d'Arras le 5 juillet 1915.

L'Étude des Registres d'expédition d'Ordre du Roi dont l'analyse est la base de ce travail révèle l'importance des problèmes d'ordre religieux, et singulièrement d'un de ceux qui passionnèrent le plus les contemporains : Le mouvement Janséniste. Nous possédons sur ce sujet nombre d'ouvrages : deux sont particulièrement connus :

GAZIER (Augustin). — *Histoire Générale du Mouvement Janséniste depuis ses origines jusqu'à nos jours*, Paris, Ed. Champion, 2 vol. in-16, tome I : 1x + 342 p. 1923, tome II 376 p. et table, 1924, B. N : cote : 8° Ld³ 576, Favorable au Jansénisme.

PRÉCLIN (Edmond). — *Les Jansénistes au XVIII^e siècle et la constitution civile du Clergé. Le Développement du Richerisme. Sa propagation dans le bas clergé (1713-1791)*. Thèse de la Faculté des Lettres de Paris, Paris, J. Gamber, in-8°, xxxi + 578 p. 1928, B. N. : cote : 4° Ld³ 611.

Nous avons, par ailleurs une source extrêmement précieuse sur les persécutions endurées au cours du xviii^e siècle par les prêtres et les congrégations hostiles à la bulle *Unigenitus* ; ce sont les *Nouvelles Ecclésiastiques ou Mémoires pour servir à l'histoire de la Constitution Unigenitus*. Sans nom d'auteur ni d'éditeur, in-4° un volume par an 1728-1798, 71 volumes, B. N : cote : 4° Lc³ 2, avec plusieurs tables alphabétiques raisonnées, très détaillées, notamment celle attribuée à l'abbé BONNEMARE embrassant la période 1728-1760, 2 vol. in-4° tome I : xxvi-896 p. tome II : 1046 p. 1767, B. N : Salle Publique, Casier J. 143 ter.

Les nouvelles, sous la forme d'un Journal hebdomadaire relatent les événements saillants de l'histoire ecclésiastique, au xviii^e siècle avec une virulente partialité en faveur du Jansénisme ; La réplique, pendant quelques années, leur fut donnée par l'*ultramontain* : *Supplément aux Nouvelles Ecclésiastiques*. Publié à Paris par PATROUILLET, 15 vol. in-4° (1733-1748), B. N : cote : 4° Lc³ 5.

Les tables des Nouvelles sont tenues dans l'ordre alphabétique. Comme les lettres de cachet dont nous nous occupons ont été souvent demandées par des évêques dont les registres indiquent seulement le Diocèse, il faut, pour les identifier se reporter à l'ouvrage qui donne, chronologiquement les noms des titulaires :

1. *Les lettres de cachet*, p. 168.

GAMS (Puis Bonifacius). — *Series Episcoporum Ecclesiae Catholicae quotquot annotuerunt a Beato Petro Apostolo, a multis adjutus* Ratisbonae, G. J. Manz in-4°, xxiv, 963 p. 1873, B. N : cote : Salle Publique, Casier A. 101.

Pour ce qui est des laïcs, s'agissant en général de hauts personnages, on peut assez souvent être renseigné sur leurs qualités et titres au moyen de :

L'Almanach Royal. — Présenté à Sa Majesté pour le 1^{re} fois en 1699, Paris. Le Breton Imp. Annuel, in-12. Arch. Nationales. Salle de Travail. Casier B 3-4 collection complète (sauf 1745 et 1748).

Ce document se présente de la façon un peu sèche des annuaires. On peut en trouver un commentaire, pour ce qui touche aux Secrétaires d'État, dans les livres de :

DE LUCAY (Héliou). — *Des origines du pouvoir ministériel en France. Les Secrétaires d'Etat depuis leur institution jusqu'à la mort de Louis XV*, Paris, Tardieu, in-8°, viii + 647, p. 1881, B. N : cote : 8° Lf²⁰ 4.

VIOLLET (Paul). — *Le Roi et ses ministres pendant les trois derniers siècles de la monarchie*. Paris, A Colin et Recueil Sirey, in-8°, x + 615 p. 1912, B. N : cote : 8° Lf¹⁹ 8.

L'Identification des noms de lieux est facilitée par :

EXPILLY (Abbé). — *Dictionnaire géographique historique et politique des Gaules et de la France*, Paris, in-4°, 1762-1768, 6 volumes, B. N : cote : Fol. L¹⁶⁵.

Sur l'organisation municipale nous nous sommes servi de :

BABEAU (Albert). — *Le Village sous l'Ancien Régime*, Paris. Lib. Acad. Didier et Cie, in-16, 393 p. 2^e édit. 1879, B. N : cote : Lf⁹⁵ 44 A.

— *La Ville sous l'Ancien Régime*, Paris, Didier et Cie, in-16, 2 vol. tome I 376 p. tome II 374 p. 2^e édit. 1884, B. N : cote : Lf³⁶ 46 A.

DUPUY (Antoine). — *L'Administration municipale au XVIII^e siècle dans la Nouvelle Revue Historique de Droit français*, 1894 p. 128, B. N : cote : 8° F. 232.

Sur les mesures prises à l'égard de certaines communautés religieuses :

GERIN (Charles). — *Les Monastères franciscains et la Commission des Réguliers*, (1766-1789). dans *la Revue des Questions historiques* 1875, tome XVIII, p. 76-135, B. N : cote : 8° G. 162 et xiv-62.

CHAPITRE PREMIER

PROCÉDURE D'EXPÉDITION

On a proposé bien des définitions de la lettre de cachet. On peut adopter celle que donne GUYOT dans son *Répertoire de jurisprudence*¹ : « une lettre écrite par ordre du Roi contresignée par un Secrétaire d'État, et cachetée du cachet du Roi ». Il faut seulement ajouter, avec Malesherbes, « que la signature du Roi n'est pas réellement de sa main, elle est présumée être conforme à sa volonté et cela est certifié par la signature du secrétaire d'État². »

Elle est utilisée pour toutes les notifications individuelles, et ne contient que les ordres adressés à ceux qui la reçoivent, par opposition aux lettres patentes « faites pour devenir lois du royaume, et qui acquièrent ce caractère par l'enregistrement³. »

Nous sommes portés, aujourd'hui, et nous y avons quelque excuse, car, c'était déjà l'opinion des contemporains⁴, à considérer que toute lettre de cachet contenait un ordre d'exil ou de détention. C'est restreindre à tort le sens véritable de l'expression. Il est certain qu'un grand

1. T. X, Paris, 1785, cité par FUNCK-BRENTANO. *Lettres de Cachet à Paris*, p. x. Pour l'historique et les détails voir toute l'Introduction.

2. *Mémoire manuscrit et inédit sur les Lettres de Cachet*, cité par FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. IX-X.

3. MALESHERBES, cité par FUNCK-BRENTANO, *ibid.*

4. FUNCK-BRENTANO, *ibid.*, p. XVII.

nombre d'entre elles n'ont pas eu d'autre objet, mais il suffit de se reporter aux textes officiels pour se rendre immédiatement compte de l'erreur qui procède d'une généralisation inspirée par la trop grande notoriété d'une catégorie décriée d'ordres du Roi.

FUNCK-BRENTANO a relevé dans un formulaire les différentes espèces de lettres de cachet ¹. Sur 28 rubriques, vingt et une ont trait à des mesures concernant la liberté des particuliers et, sur ce nombre, cinq constituent des ordres de mainlevée ou de libération.

La même impression de diversité se dégage de l'étude des registres que nous avons analysés. C'est ainsi que le registre 01190 donne, pour un total d'environ 900 ordres, délivrés de 1741 à 1750, approximativement 350 internements, et un peu plus de 200 ordres limitatifs de liberté ². Il faudrait y joindre peut-être la moitié de la centaine des ordres que leur caractère spécial n'a pas permis de classer dans une catégorie déterminée. Mais il est juste de signaler, à côté de ces six cents manifestations de la sévérité royale, environ deux cents mises en liberté et une trentaine de faveurs diverses.

Nous verrons plus loin quelles personnes étaient qualifiées pour demander à l'administration de refréner les ardeurs excessives de sujets turbulents, et nous passerons alors en revue les motifs susceptibles de faire prendre de telles requêtes en considération. Pour l'instant nous voulons seulement exposer, après bien d'autres, le déroulement des phases de la procédure.

1. *Ibid.*, p. xiii. *Arch. Nationales* 01 274, f. 1-4. (1722 environ).

2. Nous avons groupé sous cette rubrique diverses injonctions : Transferts, ordres de sortir de tel lieu. Défenses d'assister à certaines assemblées, permission d'aller partout sauf dans une localité déterminée, etc.

Tel qui s'estimait en droit de réclamer la protection royale pour faire cesser une activité préjudiciable à une famille, à un particulier, ou à l'ordre public ¹ adressait un placet directement, en général, au Secrétaire d'État compétent ². Dans certains cas le demandeur qui avait des relations soumettait sa requête, pour la faire apostiller, à l'Intendant, au Gouverneur de la province ou à un personnage bien en cour ³.

Le Ministre, après en avoir pris connaissance, transmettait la supplique à l'Intendant. Il y joignait une demande de renseignements et d'avis. L'Intendant à son tour communiquait le placet à son subdélégué général, si le demandeur habitait le chef-lieu de la généralité, au subdélégué compétent territorialement dans les autres cas ⁴.

Ce fonctionnaire se livrait alors à une enquête. Il semble bien, à parcourir la correspondance administrative, qu'elle était menée avec soin, clairvoyance et impartialité ⁵, au

1. Cf. FUNCK-BRENTANO. *Les Lettres de Cachet*, p. 213-215.

2. Cf. Ch. LATUNE, *op. cit.*, p. 27. Son assertion est confirmée par les documents d'Archives : *Archives d'Ille-et-Vilaine C. 193. Dossier Gaumerais*. Lettre du 21 septembre 1768 expédiée par Saint-Florentin, Ministre de la Maison du Roi, à l'Intendant de Bretagne, d'Agay, pour lui communiquer le placet de la famille du sieur Gaumerais demandant un ordre pour Saint-Meen. *Ibid.*, C. 203. *Dossier Goron, recteur de Lanrelas, ibid.*, C. 174. *Aff. Frain, aff. Mazéas*.

3. Cf. A. JOLY. *Les Lettres de Cachet dans la Généralité de Caen*, p. 17.

4. Cf. Ch. LATUNE, *op. cit.*, p. 27-28.

5. C'est l'opinion générale de ceux qui ont écrit sur ce sujet : cf. FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. 63, elle est confirmée par la lecture des rapports des Subdélégués et de la correspondance officielle ; cf. notamment : *Arch. d'Ille-et-Vilaine C. 166. Aff. Guehennec*. Rapport du 30 juillet 1739 du Subdélégué de Redon « On dit que ce bon ecclésiastique n'est point ennemi de Venus ni de ses faveurs, qu'il a même eu la satisfaction d'avoir des preuves parlantes de sa puissance, mais c'est un on-dit, quoique je ne sois pas fort éloigné de croire le fait possible. » C. 169 *Aff. Desjardins*, apostat et accusé de débaucher des jeunes gens : Rapports très favorables de Subdélégué de Nantes, du Rocher, à l'Intendant

moyen d'interrogatoires de témoins. Sa religion éclairée, le subdélégué rédigeait un rapport à l'adresse de l'Intendant, dans lequel il exposait le détail et les résultats de ses investigations et formulait son opinion sur l'opportunité d'une intervention royale. Elle était le plus souvent entérinée par l'Intendant qui transmettait au Secrétaire d'État les renseignements qu'il possédait. Le Ministre prenait alors une décision, ou prescrivait de nouvelles enquêtes jusqu'à ce que sa conviction fût faite.

On est frappé du soin apparent avec lequel l'administration suit la procédure, quelle que soit la situation sociale des intéressés. Saint-Florentin dans une lettre du 8 juillet 1750 ¹, adressée à Poncarré de Viarmes, Inten-

Poncarré de Viarmes : 17 mai 1742 ; 22 mai 1742. « On ne lui reproche rien d'autre que son apostasie. Il a réussi plusieurs cures d'importance. [Dans une lettre précédente nous apprenons qu'il exerçait la médecine et la chirurgie]. Il en avait actuellement une pour un cancer qui était fort avancé et qu'il comptait guérir. On n'a rien appris de lui qui ait rapport à la débauche sinon qu'il était au fait des maux vénériens qu'il guérissait parfaitement. Voilà tout ce que je sais quant à présent, et, à vous dire vrai, ce pauvre homme me fait pitié et je souhaiterais qu'on pût recommander aux capucins d'user de modération dans leurs corrections qu'il paraît fort appréhender. » Desjardins arrêté est conduit au couvent des Capucins d'Angers. La sollicitude de Du Rocher l'y accompagne : Rapport à l'Intendant, 27 mai 1742 : « Il a été reçu au mieux, et, à la prison près, qu'il ne saurait éviter jusqu'à ce que son apostasie soit expiée et qu'il soit réconcilié selon la constitution de l'ordre, il y sera traité avec toute la douceur qu'on peut désirer ; cela me fait d'autant plus de plaisir qu'il paraissait appréhender des châtimens plus rigoureux. » C. 180. Aff. de Kersauson, recteur de Ploaré près Douarnenez, rapport du Subdélégué de Pont-Croix, daté du 29 juin 1757, et reproduit dans une lettre de l'Intendant à Saint-Florentin en date du 8 juillet. C. 193 Aff. Gaumerais. Relation très détaillée du Subdélégué de Vitré, 18 février 1772.

1. Arch. d'Ille-et-Vilaine, C. 174, Aff. Frain. « Il paraît, Monsieur, que c'est par une tendresse mal entendue que la dame Frain demande la liberté de son fils. Mais il n'y a pas lieu de la lui refuser puisqu'il n'est enfermé que sur sa demande, je vous prie seulement de la faire avertir que si son fils retombe dans le désordre elle recourrait inutilement à moi pour le faire enfermer, et qu'elle ne pourra imputer qu'à elle-même les suites fâcheuses que la mauvaise conduite de ce jeune homme pourra avoir. »

dant de Rennes, semble menacer la veuve Frain de la laisser responsable des sottises de son fils, ce qui n'empêche pas que le 10 août 1752 il transmettait à l'Intendant une requête nouvelle de la pauvre femme, tendant à faire enfermer une seconde fois le mauvais sujet que sa « tendresse mal entendue » avait très imprudemment libéré.

Si le Ministre estimait que le cas n'était pas assez grave pour justifier un ordre du Roi ou si, d'un supplément d'enquête, il résultait des discordances dans les témoignages, il informait l'Intendant « qu'après en avoir rendu compte au Roi, Sa Majesté n'a pas jugé qu'il y eût lieu d'interposer son autorité ¹ » et le chargeait d'en informer la famille et parfois de réprimander le personnage contre lequel l'ordre avait été demandé, ainsi, le cas échéant, que les auteurs de demandes établies à la légèrè ². Le Sieur Aubergy, négociant à Marseille avait sollicité une lettre de cachet contre ses filles qui lui manquaient de respect. Le duc de la Vrillière la refusa « Les faits qu'il articule... ne m'ont pas paru assez graves pour mériter une pareille punition. Cependant comme les demoiselles Aubergy sont toujours très blâmables d'en user avec leur père avec aussi peu d'égards et de ménagements, je vous prie de leur en faire faire une réprimande convenable et même de les faire menacer que, si elles continuent à donner lieu aux plaintes de ce vieillard, elles en seront punies plus sévèrement ³. »

1. Ch. LATUNE, *op. cit.*, p. 29.

2. Un Secrétaire d'État, Bertin, écrivait en 1764 : « Même après avoir signé les mémoires qui portent la demande des ordres du Roi, les parents, ou quelques-uns d'entre eux vont en solliciter d'autres plus proches, quand il y en a pour signer des mémoires contraires désavouant quelquefois leur propre signature », cité apr A. JOLY, *op. cit.*, p. 18.

3. Lettre du Duc de La Vrillière à l'intendant d'Aix, 5 mars 1771, *Arch. des Bouches-du-Rhône*, C. 4120, pièce 69.

Les demoiselles Aubergy récompensèrent mal la clémence ministérielle. L'Intendant, dans le compte rendu qu'il adressait à la Vrillière de sa semonce, écrit « elles ont témoigné qu'elles iraient volontiers dans un couvent pourvu que ce fût à portée de Marseille ¹. » Une lettre de cachet n'aurait pas eu d'autre effet.

Il en est de même pour le Sieur Aubert, âgé de vingt-trois ans pour lequel le père réclamait une intervention administrative. L'Intendant sur le rapport favorable du subdélégué, concluait au rejet, et il est intéressant de voir pourquoi : « il (le sieur Aubert fils) se procure de l'argent par toutes sortes de stratagèmes en en prenant parfois à son père, et en s'en faisant donner par les gens qui lui en doivent. Son défaut est d'être facile ; il se laisse entraîner au jeu par ses camarades dont il est souvent la dupe, mais sans jamais se livrer à aucun excès ². »

Le Secrétaire d'État ne se préoccupait pas seulement de protéger la liberté des seuls laïcs. L'intervention administrative, pour se manifester sous une forme parfois différente en matière religieuse, n'en était pas moins circonspecte et scrupuleuse. L'exemple suivant en est une preuve. Le Provincial des Récollets ayant sujet de se plaindre d'un de ses religieux, le Père André Viart, l'avait, par mesure disciplinaire, transféré de la maison de Châlons-sur-Marne d'abord, dans celle de Saint-Denis, puis à Paris. Le Secrétaire d'État à la maison du Roi demanda au provincial un rapport sur cette affaire ³. Ainsi fut fait.

1. Compte rendu de l'Intendant au Ministre, s. d., *ibid.*, pièce 70.

2. Lettre de l'Intendant au Ministre, 7 mars 1760, *ibid.*, pièce 77.

3. *Arch. Nationales*, 0¹ 411, p. 261 « Vous voudrez bien me marquer de de quoi on l'accuse afin que je puisse faire vérifier les faits, et ne prendre cependant aucun parti contre lui sans me prévenir. » Lettre du 10 avril 1769.

Il en résultait que le Père Viart semblait effectivement mériter un châtiment sévère. Un ordre du Roi fut accordé qui laissait le supérieur libre d'imposer à ce religieux telle résidence qu'il lui plairait de lui assigner. Mais Saint-Florentin en même temps priait le provincial de vouloir bien l'informer du lieu de détention choisi ¹. Ainsi fixé, il fit effectuer par l'Intendant de Champagne, Rouillé d'Orfeuil, une enquête. Celui-ci ayant pris « les plus sérieuses informations » fit savoir au Ministre que l'on avait agi un peu légèrement sur le sort de ce religieux. « La cabale a plus de part », écrit Saint-Florentin en reprenant les termes dont s'était servi Rouillé d'Orfeuil, « à la peine qui lui a été infligée que les faits qu'on lui reproche. » Aussi, ajoutait le Ministre dans sa lettre au provincial des Récollets « Vous voudrez bien, après avoir lu toutes ces pièces, me les renvoyer et je crois que vous penserez en même temps à adoucir la captivité du Père Viart qui ne me paraît pas mériter une punition plus longue ²... »

En général les demandes étaient fondées. Le Secrétaire d'État en informait le Roi, et sollicitait l'ordre. Malgré les formulres employées ³, au XVIII^e siècle le Roi s'en rapporte au Ministre et se borne à signer ⁴ la

1. *Ibid.*, p. 294. Lettre du 25 avril 1769.

2. *Ibid.*, p. 431. Lettre du 17 juin 1769.

3. « Sur le compte, Monsieur, que j'ai fourni au Roi, des éclaircissements que vous avez pris la peine de m'envoyer... Sa Majesté a bien voulu donner les ordres que vous trouverez ci-joint ». Lettre du Comte de Saint-Florentin à l'Intendant d'Aix, 7 novembre 1766, *Aff. d'Antoine. Arch. des Bouches-du-Rhône*, C. 4120 pièce 19.

4. Ou même à faire signer : cf. FUNCK-BRENTANO, *Les Lettres de Cachet à Paris* p. x. Il existait un personnage à la cour qui imitait officiellement la signature du monarque. Au demeurant nous ignorons comment les choses se passaient en réalité. Le Ministre, et peut-être le Roi lui-même, procédaient sans doute par sondages. Ils n'auraient pas eu le temps d'étudier, ni même de parcourir toutes les affaires.

lettre préparée que contresigne le Ministre. Il y avait deux ordres simultanés :

Le premier enjoignait à un brigadier de la Maréchaussée, dont le nom, laissé en blanc, était postérieurement inscrit par l'Intendant ou le subdélégué compétent, de s'assurer de la personne désignée par l'ordre et de la conduire au lieu fixé¹.

Le second, rédigé sous forme de lettre, était adressé au directeur ou gardien de la maison, ou au gouverneur du château choisis comme lieu d'internement par le demandeur². Il était plié en quatre, cacheté et portait au verso le nom du destinataire. Il était fermé par une bande de papier scellée avec le cachet du Roi³. Il ne portait jamais le motif de l'ordre.

1. En voici un exemple, pris dans les *Archives d'Ille-et-Vilaine*, C. 174, Dossier Mazéas, prêtre, 24 juillet 1750. Nous avons respecté dans cette citation et dans la suivante l'orthographe, notamment celle, si variable, des noms propres.

DE PAR LE ROY

IL EST ORDONNÉ au sieur *Boisson*, cavalier de la maréchaussée au département de *Morlaix* de s'assurer de la Personne du sieur Sébastien Mazéas Prestre en la Paroisse de Saint-Ouardon, et de le conduire dans le Couvent des Récollets de Lisle Verte au Diocèse de Tréguier en Basse-Bretagne. De ce faire SA MAJESTÉ donne pouvoir en commission audit *Boisson* par le présent ordre.

Fait à Versailles, le vingt-quatre juillet 1750.

LOUIS

PHÉLIPPEAUX

2. Voici la copie d'un ordre concernant un sieur Lafosse, l'envoyant chez les cordeliers de Montjean, (18 octobre 1763). *Arch. Nationales* 0¹ 191. Il est adressé « A notre cher et bien amé le gardien des Cordeliers de Montjean. »

Cher et Bien Amé, Estimant à propos de faire conduire le sieur Lafosse, diacre du Diocèse d'Angers dans votre maison où sa pension et son entretien vous seront payés par la Chambre Ecclésiastique de Son Diocèse, Nous vous faisons cette lettre pour vous dire de l'y recevoir et garder jusqu'à nouvel ordre de notre part. S'y n'y faites faute car tel est notre plaisir.

Donné à Fontainebleau le 18 octobre 1763.

LOUIS

PHÉLYPEAUX

3. Ch. LATUNE, *op. cit.*, p. 33.

Une fois en possession de ces documents l'Intendant se bornait à les faire transmettre, par l'intermédiaire du subdélégué, au demandeur. C'était à celui-ci d'assurer l'exécution de l'ordre en négociant avec l'inspecteur de police à Paris, avec le brigadier de la maréchaussée en province¹, les frais d'arrestation et de conduite. Il en était de même en cas de libération : l'auteur de la requête devait supporter tous les frais de retour du détenu, et informer l'Intendant des mesures prises à ce sujet².

Une fois l'entente réalisée sur ce point, on choisissait d'un commun accord la date favorable. Celle-ci, d'ailleurs, dépendait souvent de la possibilité de trouver une résidence au coupable. Cela n'était pas toujours facile, soit par manque de place dans les maisons de force³, soit par suite de la répugnance marquée par certains supérieurs de communautés, surtout dans les couvents de femmes, à accepter la garde des détenus⁴, soit enfin par manque d'accord entre la famille du demandeur et les administrateurs du lieu de détention sur le montant de la pension⁵.

1. FUNCK-BRENTANO., *Les Lettres de Cachet à Paris*, p. xxxv.

2. *Arch. Ille-et-Vilaine. C. 193. Aff. Hervé de Penchoat.* Lettre de l'Intendant de Bretagne au Subdélégué de Saint-Pol-de-Léon qui réclamait la libération de son frère détenu à Saint-Méen sur sa demande depuis 1768 « Je vous préviens, Monsieur, que j'ai actuellement l'ordre du Roi pour faire mettre en liberté M. votre frère. Je ne le ferai exécuter qu'après que vous m'aurez marqué avoir pris les mesures pour faciliter son retour à Saint-Pol-de-Léon » (22 sept. 1770).

3. *Arch. d'Ille-et-Vilaine. C. 193. Affaire Gaumerais.* Lettre du 19-1-1769, adressée par le Subdélégué de Vitré à l'Intendant de Bretagne pour l'informer de la réception des ordres concernant le sieur Gaumerais. Mais par manque de place à Saint-Méen la famille a dû chercher ailleurs, et il lui a accordé un délai de dix jours à cette fin.

4. FUNCK-BRENTANO., *op. cit.*, p. xxxvi. A. JOLY, *op. cit.*, p. 5.

5. *Arch. d'Ille-et-Vilaine. C. 174. aff. Frain* : Une lettre du Subdélégué de Vitré du 8 mars 1750 nous apprend que « la veuve Frain n'étant pas très à l'aise n'avait pu conclure arrangement avec Pontorson [il s'agit

Ces retards, une fois l'ordre expédié ne laissaient pas d'être fâcheux. Une lettre de cachet ne pouvait pas rester en souffrance. Passé un certain temps elle n'était plus valable ¹. C'est ce qui détermina le Ministre à prescrire des mesures de précaution pour éviter l'envoi prématuré d'ordres inexécutables ².

Il apparaît qu'on n'hésitait guère à réclamer sans mesure de l'administration les lettres de cachet. Pour un retard dans leur emploi, nous l'avons vu, par suite du choix d'une prison différente, souvent pour leur commodité, les familles ne se faisaient aucun scrupule de mettre en branle tout l'appareil administratif qui, en fin de compte aboutissait au Roi lui-même. Pour les contemporains l'octroi d'un ordre du Roi était un droit absolu, une des fonctions du Gouvernement, et chacun exposait avec une énergique opiniâtreté ses malheurs domestiques au Ministre compétent. Cela explique assez le caractère patriarcal de ce mode de répression. On en arriva cependant à prendre

de la maison des Frères de la Charité établis en ce lieu], mais bien avec les Ignorantins d'Angers qui lui avaient sans doute fait des conditions plus acceptables. »

1. La famille du sieur Gaumerais à l'expiration du délai de dix jours n'avait toujours pas réussi à s'entendre avec une autre maison que Saint-Meen qui manquait de place. Le 25 janvier l'Intendant réclamait au Subdélégué les ordres expédiés, ceux-ci n'étant plus valables. La famille devait en demander d'autres. Après de nouvelles supplications, l'Intendant se laisse fléchir. « Je garderai encore quelque temps les ordres du Roi..., mais si l'on n'en fait pas usage avant trois semaines ou un mois, la date en deviendra trop ancienne, et je serai obligé de les renvoyer à M. de Saint-Florentin qui, peut-être, n'en expédiera pas facilement de nouveaux. » 24-2-1769.

2. *Arch. d'Ille-et-Vilaine, C. 174. Aff. Daveloze*, enfermé pour folie chez les Cordeliers de Montjean. Lettre de Saint-Florentin à l'Intendant de Rennes, 12 février 1750 : « Le sieur Daveloze [Frère du détenu, demandeur des ordres] doit commencer par avoir du Commandant du château du Taureau un consentement de recevoir son frère et convenir avec lui du paiement de la pension. Lorsqu'il se sera mis en règle sur ces deux articles, je proposerai volontiers au Roi de donner ses ordres. »

trop de liberté dans l'usage des lettres de cachet : des particuliers n'en réclamaient que dans l'intention d'intimider une progéniture écervelée, et de s'en servir seulement comme d'une menace permanente à leur égard. Le pouvoir royal protesta : « Le Roi n'est pas dans l'usage d'accorder des ordres pour que l'exécution en demeure incertaine ou suspendue. Sa Majesté n'en donne que dans le cas où ils peuvent être exécutés sur le champ ¹. »

Lorsque tout était réglé, l'arrestation du coupable était opérée sans esclandre, et, rapidement, mais avec les égards dus à son rang, le prisonnier était conduit vers sa nouvelle résidence. Une fois arrivé, le brigadier le remettait entre les mains du Supérieur, s'il s'agissait d'une maison religieuse, du commandant s'il s'agissait d'un château ou d'une citadelle, et recevait en échange une décharge signée ².

Sa mission accomplie le brigadier en rendait compte au subdélégué. Et par la voie hiérarchique le Ministre était averti de l'exécution de l'ordre ³.

Lorsque la lettre de cachet ne portait pas une condamnation à une peine d'emprisonnement ou de détention la procédure était simplifiée. Le brigadier présentait

1. Ch. LATUNE, *op. cit.*, p. 34, d'après les *Papiers de l'Intendance de Provence. Ordres du Roi. Dossier de Jonquières*.

2. « Je soussigné gardien des cordeliers de Montjean, certifie que les sieurs Mussault et Guyard, cavaliers de la maréchaussée d'Angers m'ont cejourd'huy remis l'ordre du Roy dont copie est cy dessus [cf. p. 22] et la personne du sieur La fosse.

A Montjean, ce 1^{er} novembre 1763.

F. F. BARON. Gardien des religieux Cordeliers de Montjean. *tiré d'une feuille insérée dans le registre 0¹ 191 des Arch. Nationales*.

3. Toute cette correspondance était rapidement expédiée. Il fallait quatre jours pour qu'une lettre de Versailles parvint à Rennes. On donnait suite immédiate aux directives du Ministre (cf. pièces 16 et 17 de C. 193. *Arch. d'Ille-et-Vilaine*), et, autant que possible les bureaux répondaient par retour du courrier (*ibid.*; pièces 13, 14, 15).

l'ordre au destinataire qui en signalait un récépissé portant soumission de s'y conformer ¹.

Les formalités de libération étaient les mêmes, à cette différence près qu'il n'était pas question de reconduire le bénéficiaire là où il désirait se retirer ². A vrai dire un problème important se posait souvent lorsqu'un détenu

1. Ch. LATUNE, *op. cit.*, p. 35.

2. *Arch. d'Ille-et-Vilaine. C. 193. Aff. Gaumerais*. Le dossier de libération comprend :

1^o Une lettre de La Vrillière, Secrétaire d'État, à l'Intendant de Rennes, Dupleix de Bacquencourt, du 19 janvier 1772, l'informant de la demande de libération à lui adressée par Gaumerais, et prescrivant de prendre les renseignements sur la conduite du détenu depuis son incarcération, « pour le mettre à portée de juger du mérite de cette demande » (la lettre parvient le 28 à l'Intendance).

2^o Le 29, Dupleix transmet le placet de Gaumerais au Subdélégué de Vitré et ajoute « Je vous prie de vous informer de la situation actuelle de ce particulier..., et de me marquer si vous pensez que l'on puisse sans inconvénient lui rendre la liberté dont il est privé depuis le commencement de l'année 1769 ».

3^o Réponse très nuancée du Subdélégué le 18 février 1772 : Il est peu impressionné par les déclamations du détenu, attache peu de foi aux faits énoncés dans son mémoire « qui sont capables d'en imposer » n'en ajoute guère plus à ses protestations de vertu. « Il serait à désirer que l'auteur du placet pût être garant de la conduite et des sentiments qu'il attribue au sieur Gaumerais. Sa famille et la Société civile y gagneraient beaucoup », toutefois il convient que, puisque les propres membres de sa famille ne sont pas hostiles à sa libération, confiants dans les bons effets de trois années de détention, puisque d'autre part sa mère, auteur de la punition « souhaiterait demander sa liberté si elle était sûre du repentir et de la bonne conduite de son fils », il ne reste plus qu'à questionner le supérieur de l'hôpital de Saint-Méen pour savoir s'il ne s'y oppose pas.

4^o Ce dernier répond à son tour le 24 février « Je ne suis pas absolument mécontent de la conduite du sieur Gaumerais pour ce qui me concerne. Il a bien été très chicanier mais... il faut passer bien des choses à un détenu qui prend tous les moyens qu'on lui propose pour recouvrer sa liberté. » S'il passe sur l'attitude de son pensionnaire, c'est qu'il a des réserves plus importantes à faire sur la pension. « Il [Gaumerais] fit condamner sa mère, par arrêt du mois de septembre 1770 à lui payer ici sa pension qui est de 330 livres quoiqu'il m'ait dit plusieurs fois qu'elle n'avait que 210 livres de rente, et comme elle est actuellement paralytique elle n'a point payé l'année courante. Je vous prie, Monsieur, de faire en sorte qu'en cas de révocation [des ordres] il soit dit qu'il ne

s'apprêtait à quitter ses hôtes forcés : le règlement des frais de pension. Dans le système des lettres de cachet, le pouvoir royal se bornait seulement à accorder l'autorisation légale d'enfermer telle personne. C'était en quelque sorte le plus haut degré, le plus puissant des moyens de répression privée, sanctionné par l'acquiescement de l'administration. La charge de l'entretien du prisonnier ne lui incombait donc pas. Logiquement, elle devait être supportée par le responsable de la dépense, c'est-à-dire par le coupable, et, à son défaut par le demandeur. Les maisons de détention sur ce chapitre étaient strictes. Au moindre retard, elles

puisse sortir qu'au préalable sa pension ne soit payée, soit par lui, soit par sa mère. »

5^o et 6^o Lettres du Subdélégué Varin du Coulombier (24 février 1772) à Duplex, et de celui-ci (25 février) à La Vrillière, transmettant, avec le dossier, les plaintes, reproduites in extenso, du Supérieur de Saint-Méen. Ils concluent à une mise en liberté subordonnée au règlement de la pension.

7^o Le Ministre envoie de Versailles le 3 mars l'ordre du Roi pour faire mettre le sieur Gaumerais en liberté « après que l'on aura entièrement payé à Saint-Méen ce qui est dû de la pension de ce prisonnier ».

8^o et 9^o Duplex expose la solution de La Vrillière, à son Subdélégué pour Rennes (Varin) et à celui de Vitré ; (10 mars).

10^o Le 12 Varin répond que le procureur du sieur Gaumerais n'a pas de fonds disponibles pour payer la pension.

11^o Le 15 le Subdélégué de Vitré transmet une réponse analogue émanant de la famille.

12^o Le Subdélégué de Rennes insiste auprès du procureur, qui finalement demande au Parlement l'autorisation pour son client de vendre ses meubles ou d'emprunter pour être en mesure de régler le reliquat de la pension puisqu'il est titulaire d'un ordre d'élargissement.

Enquête du Parlement pour vérifier l'exactitude des faits.

13^o Lettre de l'Intendant à son Subdélégué de Rennes, Varin, le 30 mars pour lui transmettre l'ordre d'élargissement, Saint-Méen ayant été désintéressé entre temps.

14^o Le 31 mars 1772 Varin rend compte à l'Intendant de l'exécution de l'ordre et joint à son rapport le reçu signé du Prêtre Barbier, gardien de Saint-Méen. Je déclare avoir été saisi des ordres du Roi qui m'ordonnent de mettre en liberté le sieur Gaumerais. En vertu desquels je l'ai élargi ».

15^o Du même jour lettre de l'Intendant à La Vrillière pour lui notifier l'exécution de l'ordre.

s'adressaient à l'Intendant, parfois au Ministre, et loin de s'impatienter de leurs plaintes continuelles, l'administration y faisait droit le plus souvent. On comprend d'ailleurs qu'elle n'ait pas négligé de satisfaire un rouage aussi essentiel pour le maintien de l'ordre public. Si les couvents n'avaient plus été assurés de toucher les frais de pension des personnes dont ils se chargeaient d'assurer la garde, ils n'auraient plus accepté de prisonniers. Et l'État eût risqué fort d'être obligé d'en supporter la charge. La correspondance officielle révèle bien l'importance qu'y attachait le Gouvernement. Un moyen de pression classique pour forcer les responsables à acquitter les frais consistait à subordonner la libération du détenu au paiement intégral et préalable des termes échus. (Voir entre autres exemples *Aff. Frain. C.* 174, 29 juillet 1750.) Le refus de payer pension, qui pouvait prolonger de quelques semaines ou de quelques mois la détention d'un prisonnier pouvait parfois produire le résultat contraire et entraîner sa libération, comme le prouve une lettre du baron de Breteuil du 5 mars 1788, à l'Intendant de Rennes, pour lui déclarer que si les parents du sieur Goron ne payaient pas très incessamment sa pension, il demanderait au Roi des ordres pour sa liberté (*Arch. Ile-et-Vilaine, C.* 203).

Nous avons insisté sur l'importance du payement régulier des frais de pension parce que, vraiment, il semble bien que ce soit un aspect capital du problème des lettres de cachet. On se rend compte en parcourant les lettres officielles, de la place qu'occupait cette question assez terre à terre. Sur les trente-trois pièces qui constituent le dossier de l'affaire Gaumerais, la moitié y est consacrée. Partout on la retrouve ¹.

1. *Arch. d'Ile-et-Vilaine, C.* 203, *aff. Goron*. Lettres du 21-5-1788,

Que faut-il penser de toute cette procédure ? Il est bien certain que les enquêtes, même minutieuses, n'ont pas empêché des arrestations prématurées et des incarcérations injustes¹. Les témoignages humains sont nécessairement fragiles et partiels. Il est infiniment probable que les plaintes émanées de hauts personnages avaient de fortes chances d'être écoutées. Et cependant l'administration déployait réellement du zèle et de la conscience dans cette branche de ses attributions. Les requêtes des plaignants, les mémoires des victimes paraissent avoir été lus, contrôlés avec un esprit de justice et de modération qu'il faut signaler. Sans doute les affaires ne passaient-elles pas toutes sous les yeux du Roi, ni même probablement sous ceux du Ministre. Mais les bureaux faisaient consciencieusement, et, chose appréciable en la matière, rapidement leur devoir. Le sieur Goron, détenu à Saint-Yon, ne cessait de se plaindre

de l'Intendant de Bretagne au Ministre, et réponse de celui-ci (le Baron de Breteuil), du 30 mai 1788. — *Arch. Nationales* 0¹ 411., p. 123 : Lettre du Secrétaire d'État au Père Provincial des Capucins de la Province de Paris « J'ai reçu M [on] R [évérénd P [ère] une lettre du P [ère] Gardien des Capucins de Dunkerque qui me fait des représentations qui me paraissent bien fondées sur le P [ère] Fidel, Religieux de votre ordre qui est relégué dans cette maison par ordre du Roi : Il me paraît juste que vous entriez pour quelque chose dans la dépense qu'il occasionne pour sa nourriture et son entretien et que vous vous arrangiez avec le Gardien de Dunkerque qui ne paraît pas porter ses prétentions fort haut. »

1. Lorsqu'il y avait erreur dûment constatée, on s'empressait de libérer la victime : cf *Raucourt*. « Lettre du Roi au Gardien des Capucins de Tours pour qu'il ait à le rendre à sa famille, lui ayant donné abri sans preuve » 0¹ 190,4 octobre 1750. L'ordre de libération s'accompagnait parfois d'appréciations sévères pour les responsables. Cf : *Dame Audouard* « La Dame Audouard, Monsieur, n'étant point aussi coupable qu'on l'avait d'abord fait entendre et ayant plus qu'expié les indiscretions où elle peut être tombée, je vous prie de lui faire au plustôt rendre la liberté en vertu de l'ordre ci-joint. Je vous prie aussi de recommander à votre subdélégué de Marseille d'être plus attentif à s'assurer des faits que vous le chargez de vérifier. » Lettre de Saint-Florentin à de La Tour. Intendant d'Aix. *Arch. des Bouches-du-Rhône*. C. 4120, 23 mai 1768, pièce 88.

de l'injustice de son sort. Sa bonne conduite en prison, et l'apparente sincérité de ses lamentations et de ses justifications émurent Saint-Florentin et l'amènèrent à vouloir « reconsidérer » cette affaire. Il demande une nouvelle enquête, montre l'attitude suspecte d'un ecclésiastique et d'un gentilhomme, M. de la Bretonnière que Goron accuse d'être les chefs d'une cabale montée contre lui.

Si donc, dans l'Administration, à tous les degrés, on sent un réel désir de bien faire, il ne faut cependant pas se dissimuler les erreurs du système. Les dossiers s'égarèrent parfois, et comme les lettres ne comportaient pas mention du motif de l'ordre il arrivait que l'on conservait dans les maisons de force des individus dont on ignorait la faute, surtout lorsque la détention avait duré assez longtemps.

Quelquefois, ce qui était plus grave, on arrivait à ne plus savoir la date d'incarcération.

Surtout, il y avait une catégorie importante de détenus dont la situation était odieuse : c'était les aliénés. M. Aristide JOLY a montré avec quelle légèreté souvent l'Administration accordait les ordres pour interner de pauvres malheureux qui gênaient leur famille ou lui déplaisaient. Les témoignages, si nombreux fussent-ils, ne prouvaient guère, car point n'était besoin d'un certificat du médecin.

C'est ce que nous aurons l'occasion de voir plus en détail dans les pages suivantes où nous étudierons les principaux motifs d'envoi de lettres de cachet.

CHAPITRE II

LES VICTIMES DES LETTRES DE CACHET

Il eût été intéressant dans une étude qui s'appuie sur une source de renseignements aussi sèche, mais aussi précise que des relevés d'ordres du Roi, de pouvoir établir un chiffre, sinon rigoureusement exact, tout au moins d'une approximation suffisante, des lettres de cachet expédiées au cours d'une période de temps déterminée, par le Secrétariat à la Maison du Roi. Comme il est assez facile de classer les prescriptions qu'elles comportaient, et, par là, de montrer l'importance des mesures de rigueur par rapport au total des ordres envoyés, on aurait eu la possibilité de confirmer ou de rectifier ainsi la conception que l'on s'est faite et le jugement que l'on porte sur cette pratique de police administrative.

Or, le dépouillement des cinq registres où furent transcrits les relevés d'expédition de lettres de cachet, ne permet pas de déduire, des renseignements qu'ils fournissent, des conclusions qui, dans ce sens, puissent avoir un caractère scientifique.

Cette difficulté à extraire des principes généraux de la confrontation des textes que nous avons étudiés se retrouve quel que soit l'angle sous lequel on envisage ces documents.

Les renseignements que donnent les registres d'expédition du Secrétariat conservés aux Archives Nationales sont,

nous l'avons dit, très fragmentaires, et, pour la seule période de trente-cinq ans qui nous intéresse, ne constituent qu'une très faible partie des ordres du Roi délivrés pour le Royaume à cette époque.

Il semble qu'il y ait une division fondamentale entre laïcs et ecclésiastiques en matière de lettres de cachet. Pourtant, première exception, les registres qui s'occupent de ces derniers, portent également le relevé des ordres intéressant les affaires municipales. Quoi qu'il en soit, il manque le relevé de 1751 à 1761. Si l'on en juge par les autres, ce sont à peu près 900 ordres qui nous font ainsi défaut.

D'après l'*Almanach Royal*, le département du Secrétaire d'État à la maison du Roi comprenait un nombre de provinces, qui a souvent varié, mais dont l'évolution a été dans le sens d'un accroissement continu. C'est ainsi qu'en 1761, le comte de Saint-Florentin, dirigeait : « Le Languedoc, Haut et Bas, la Généralité de Montauban, la Provence, la Bourgogne, la Bresse, le Bugey, le Valromey et Gex, la Bretagne, le Comté de Foix, la Picardie et le Boulonnais, la Généralité de Tours, la Généralité de Riom, la Généralité de Moulins, qui comprend le Bourbonnais, le Nivernais et la Haute-Marche, la Généralité de Limoges qui comprend l'Angoumois et la Basse-Marche, la Navarre, le Béarn, La Bigorre et le Nébouzan » auxquelles il faut ajouter celles qui avaient relevé du comte de Maurepas, lorsqu'il était Secrétaire d'État ¹. « Paris, ville et généralité,

1. Il y a là quelque chose d'assez complexe : La Maison du Roi et la Marine formèrent jusqu'à avril 1749 un même ministère, auquel étaient rattachées la ville et la Généralité de Paris, sous la direction du comte de Maurepas. Louis Phélypeaux comte de Saint-Florentin, alors Secrétaire des Affaires de la R. P. R. des Économats et de la feuille des Bénéfices, s'occupait des provinces que nous venons d'énumérer. En 1751, il succéda à Maurepas comme Secrétaire de la Maison du Roi. Il joignit donc à son ancien département les provinces du ressort de son prédécesseur, sauf

Soissons, Orléans avec la partie du Perche qui en dépend ; Poitou, La Rochelle, qui comprend l'Aunis et la Saintonge ainsi que Brouage, les îles de Ré et d'Oléron » et celles du Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères : « Guyenne, Haute et Basse (Généralités d'Auch et de Bordeaux), Normandie (Généralités de Rouen, Caen et Alençon), Champagne, Généralité de Châlons et partie de la Brie qui en dépendait, Berry, Ville et Généralité de Lyon.

Cet ensemble de provinces pourrait laisser supposer que nos registres donnent le relevé des lettres de cachet adressées à des clercs de la plupart des diocèses de France. Or, il n'en est rien. Si l'on se réfère à la liste des évêques qui réclamèrent des ordres du Roi contre leurs clercs, on constate que, pour une même circonscription administrative, la Généralité par exemple, il n'y a, pour vingt-cinq ans (1741-1750, 1762-1775), aucune lettre expédiée. La Normandie, nous l'avons vu, relevait de la Maison du Roi. Or, on ne compte pas un seul ordre émanant d'un des sept évêques des trois Généralités de Rouen, Caen et Alençon. De même pour la Généralité d'Auch, celle de Poitiers, celle de Châlons-sur-Marne, celle de Paris. C'est d'autant plus étrange que dans le Languedoc, la Bretagne, la Touranie, la

la ville (mais non la Généralité) de Paris qui tomba dans le lot du Secrétaire d'État à la Guerre, d'Argenson lequel paraissait, en sa qualité d'ancien lieutenant-général de Poïce, particulièrement qualifié pour administrer Paris. Ce régime dura seulement de 1749 à 1757. A cette date la capitale dépendit à nouveau de la Maison du Roi.

Entre temps, le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Amelot de Chaillou, était destitué ; en 1747 les provinces de son ressort furent également attribuées à Saint-Florentin, à une exception près : Sedan fut rattaché au département de la Guerre, qui normalement avait compétence sur les villes et provinces de la frontière du Nord-Est. Cf. *L'Almanach Royal* de chaque année, et DE LUÇAY *Les Secrétaires d'Etat...*, p. 611-618. Ajoutons d'ailleurs qu'en 1770 les anciennes provinces du département des Affaires étrangères furent enlevées à Saint-Florentin et attribuées à Bertin.

Provence, le Limousin, chaque évêché avait requis plusieurs lettres pour punir des ecclésiastiques. Il serait bien extraordinaire que dans certaines provinces aucun prélat n'ait sévi, et que, dans d'autres, chacun ait eu à se plaindre de ses clercs. On en arrive donc à penser que, dans les registres d'expédition de Lettres de cachet, il ne nous reste plus que quatre exemplaires d'un ensemble qui, pour une même période, comportait deux volumes, peut-être davantage, si nous admettons que Paris ait pu en exiger un spécial à lui seul. Autant qu'on peut en juger d'après la liste des évêchés, ce qui aujourd'hui nous manque, c'est le relevé des ordres adressés aux diocèses compris dans les provinces et généralités qui, ultérieurement, furent adjointes au département de Saint-Florentin. En voici quelques exemples : la Bretagne, le Languedoc, le Limousin, étaient de la compétence primitive de ce Ministre ; l'Aunis, la Saintonge, Brouage, ne lui furent adjoints qu'en 1751. Le Poitou également. Ces dernières provinces avaient toujours fait partie du Secrétariat de la Maison du Roi, alors que les premières n'eurent le même sort que lorsque Saint-Florentin passa à la tête de ce département. Or, sur les registres que nous avons dépouillés et que les répertoires qualifient de registres d'expédition du Secrétariat de la Maison du Roi, ce sont uniquement les provinces de Saint-Florentin, Secrétaire des Affaires de R. P. R. que nous trouvons représentées, comme le prouve nettement le tableau suivant :

Années correspondant aux Registres 0¹191-193 : 1762-1775.

Bretagne : Evêchés de Rennes : 6 cas ; Dol : 6 cas ; Saint-Malo : 3 cas ; Saint-Brieuc : 2 cas ; Tréguier : 5 cas ; Léon : 7 cas ; Vannes : 2 cas ; Quimper : 4 cas ; Nantes : 9 cas. — Total : 44 cas.

Poitou, Aunis, Saintonge : Evêchés de : Poitiers : néant ; La Rochelle : néant ; Luçon : néant ; Saintes : néant. — Total : néant.

Il est d'autant moins probable que les affaires ecclésiastiques dans certaines provinces n'aient pas donné lieu à des lettres de cachet que, pour la Saintonge et l'Aunis, il y avait une cause permanente de rigueurs possibles : la présence de communautés protestantes.

Ainsi nous venons d'apercevoir une deuxième raison de déplorer la pénurie de documents précis au sujet des relevés d'ordres du Roi. Il y en a une troisième, plus facile à déceler : c'est la disparition quasi totale des registres concernant les lettres adressées à des laïcs : 0¹246, reste le seul survivant d'une série considérable : on peut évaluer que pour chaque période de cinq années, on tenait à jour une demi-douzaine peut-être de registres analogues à celui qui conserve pour nous les ordres du Roi pour la Bretagne, l'Auvergne et le Languedoc : si chacun recélait un nombre d'ordres équivalent à celui de 0¹246 (environ 425) cela fait, pour toute la période que nous avons à étudier dix-sept à dix-huit milliers de lettres de cachet, contre des laïcs, pour toute la France, de 1741 à 1775.

Pour les clercs, un calcul établi sur les mêmes bases donnerait un total de 6 000 ordres environ ¹. Tout cela d'ailleurs constitue un échafaudage de suppositions vraisemblables mais évidemment assez arbitraires ².

1. En effet, nous possédons, par 0¹ 190 et suivants le relevé de 2 200 ordres environ, auxquels il faudrait ajouter les 900 lettres que nous supposons avoir été délivrées de 1751 à 1761. Si, pour le total des provinces du Secrétariat à la Maison du Roi, il était tenu deux registres par période, on arrive à une somme un peu supérieure à 6 000 ordres.

2. Cette pénurie de documents est due à la destruction de la majeure partie du fonds du Secrétariat de la Maison du Roi pendant la Révolution, cf. *L'Inventaire sommaire et table méthodique des fonds conservés aux Archives Nationales, première partie. Papiers antérieurs à 1789. Ministère de la Maison du Roi*, p. 97-98.

Plus intéressante et plus utile peut se révéler l'étude des diverses catégories de personnes à l'égard desquelles étaient délivrées des lettres de cachet.

Nous venons de le voir, la tenue des registres d'expédition fait ressortir une première division, fondamentale, entre ecclésiastiques et laïcs.

Qui des deux semble avoir été le plus éprouvé ? On peut, sans trop s'avancer, répondre que les laïcs ont fait l'objet d'un nombre au moins trois fois plus considérable de mesures de rigueurs que les clercs. Point n'est besoin ici de se livrer à des hypothèses fragiles : il n'est que de comparer les relevés fournis par 0¹190 et 0²246. Le premier de ces registres donne, pour une période de dix ans, un total de 900 ordres pour ecclésiastiques desquels il faut soustraire une cinquantaine de cas douteux par suite du silence des textes sur la qualité des victimes, ou au contraire, ne concernant manifestement que des laïcs impliqués dans des affaires municipales.

0²246 ne comporte que des relevés de lettres contre des laïcs. On en compte un peu plus de 400 pour cinq ans. Si l'on double ce chiffre et si l'on y ajoute les quelque cinquante cas réservés dont nous parlions plus haut, on obtient, pour une même période de temps un nombre égal d'ordres, seulement le registre des laïcs ne s'applique qu'à trois provinces : Auvergne, Bretagne et Languedoc. Si l'on tient compte du fait que, parmi les autres provinces dont se composa, pendant toute la période que nous envisageons, le département propre du comte de Saint-Florentin, il y avait en outre le Limousin, la Généralité de Moulins, la Provence, l'Artois et la Picardie, la Bourgogne, et diverses généralités et pays de moindre importance, on est légitimement fondé à conclure que les lettres de cachet pour laïcs devaient

atteindre au moins un nombre triple de celui des lettres concernant des membres du Clergé.

A l'intérieur de cette première classification on peut diviser les intéressés en trois groupes principaux : les hommes, les femmes et les personnes morales. Les statistiques, malgré la double réserve nécessitée par le caractère souvent erroné des résultats auxquels elles conduisent quand elles sont rétablies scientifiquement, et la difficulté à leur donner des bases précises dans une matière comme celle-ci, nous permettent cependant de faire la constatation indiscutable. Il y a une énorme majorité d'ordres adressés à des hommes. Voici quelques précisions à cet égard empruntées à 0¹190, 0¹193 et 0¹246 ¹. Pour 0¹190 nous avons adopté comme période de temps les années 1742, 1743 et 1744. Pour 0¹246 nous avons pris pour exemple les années 1741 et 1742. Pour 0¹193, les deux années embrassées par ce registre. Nous avons ainsi obtenu le tableau suivant :

REGISTRES	ANNÉES	NOMBRE total d'ordres.	HOMMES		FEMMES		PERSONNES morales.	
0 ¹ 246	1741	114	73	66 ⁰ / ₀	41	34 ⁰ / ₀	»	»
—	1742	91	52	57 ⁰ / ₀	39	43 ⁰ / ₀	»	»
0 ¹ 190	1742	61	50	82 ⁰ / ₀	7	11,5 ⁰ / ₀	4	6,5 ⁰ / ₀
—	1743	104	84	80 ⁰ / ₀	8	7,5 ⁰ / ₀	11	10,5 ⁰ / ₀
—	1744	122	91	74,5 ⁰ / ₀	26	9 ⁰ / ₀	9	7,5 ⁰ / ₀
0 ¹ 193	1774	68	53	78 ⁰ / ₀	7	10 1/2 ⁰ / ₀	8	11,5 ⁰ / ₀
—	1775	52	39	75 ⁰ / ₀	11	21 ⁰ / ₀	2	4 ⁰ / ₀

1. Nous avons procédé dans tous les cas de la même manière et la valeur des résultats est à peu près identique partout, 0¹ 193 donne une liste des ordres adressés en 1774 et 1775 à des ecclésiastiques, et, très exceptionnellement à six laïques, pour folie ; enfin il s'y trouve le contingent habituel de laïcs mêlés à des affaires municipales. 0¹190 est établi de la même façon à cette différence près que toutes les femmes sont ici des religieuses. 0¹ 246 ne comporte que des ordres adressés à des laïcs,

La constatation la plus frappante est la forte proportion des femmes dans le registre 0¹246. Cela tient à ce fait que pour les laïques il y a vait des cas d'envoi de lettres de cachet plus variés que pour les religieuses : ces dernières nous le verrons, étaient fournies pour intrigues, insubordination, quelquefois pour mauvaise vie, mais moins souvent que les clercs ; les laïques, au contraire, faisaient l'objet d'ordres du Roi pour deux motifs très fréquents : mésentente conjugale ou activité extra-conjugale, et instruction religieuse nécessaire aux nouvelles converties.

Ce que nous avons classé dans les lettres adressées aux personnes morales a trait à des défenses, ou révocations de défense, de recevoir des novices, adressées à tels ou tels monastères ¹, à la nomination par le Roi des officiers municipaux d'une municipalité ².

Ce classement, nécessaire et d'ailleurs facile en grandes catégories, en appelle un autre plus intéressant, qui permettrait de répartir les intéressés d'après leur situation sociale. A vrai dire il y a de gros obstacles à un pareil travail par suite de l'absence à peu près complète de renseignements

et jamais à des personnes morales. Par cette expression nous entendons les municipalités et les communautés d'habitants, ou les ordres monastiques. Pour serrer de plus près la vérité nous avons décompté les ordres de la façon suivante : Une lettre qui, sur le relevé est expédiée contre deux ou plusieurs personnes compte pour deux ou plusieurs ordres. Plusieurs lettres concernant la même personne forment chacune un ordre.

1. Ainsi à la date du 20 juin 1743 nous rencontrons « 6 ordres du Roi portant défense à des communautés religieuses de recevoir des novices : Religieuses de la Trinité de Douai, Clarisses d'Ollioules, Visitandines de Sainte-Marie de Nevers, Religieuses du Mont-Cassin établies à Josselin, Ursulines d'Espalion, Clarisses de Villefranche » et « 4 levées de défenses pour d'autres communautés afin qu'elles puissent recevoir des novices » Clarisses de (?) [illisible], Cordelières de La Flèche, Clarisses du Mur de Barrez, Ursulines de Saint-Pierre-le-Moutier. » *Arch. Nationales* 0² 190. *Communautés*, à la date.

2. Cf. *Arch. Nationales* 0¹ 193. *Consuls de Saint-Rémy*. 27 octobre 1774. *Ville de Lorges*, 20 novembre 1774.

sur la profession des personnes visées dans le registre 0¹246. C'est ainsi que sur cent-cinquante personnages différents, nous ne sommes renseignés que sur la profession de sept d'entre eux, et encore de façon indirecte, parce que le fait reproché a trait à l'exercice de leur métier. Ce sont : 1^o un conseiller au présidial de Rennes ¹ dont la destitution avait été demandée par le Chancelier. Deux autres lettres ont le même objet. Mais tandis que nous ignorons si le sieur Lavabre, notaire à Castres ², a vu cette décision, prise sur réquisition de l'évêque du lieu, rapportée ultérieurement, nous apprenons que le sieur Cros, huissier au présidial de Montpellier, destitué sur les plaintes de M. de Bernage, intendant de Languedoc, pour prévarications le 11 décembre 1740, fut réintégré sur la demande de ce dernier, dans ses droits et prérogatives le 5 mars 1741 ³. Tout aussi exceptionnellement nous connaissons la situation de deux exilés : un nommé Imbert reçoit le 9 avril 1741 l'ordre de quitter la capitale du Languedoc. Nous ignorons l'auteur de la plainte, mais non ses motifs : « C'est un médecin de Montpellier très dangereux. Il a surpris (*sic*) ses grades à Avignon. Il ne remplit aucun devoir de catholique et n'avertit qu'à l'extrémité de l'état de ses malades ⁴. Pareille mésaventure arrive au sieur Pousset, le 3 janvier 1742. « Cet homme était commis dans les bureaux de M. de Bernage. On a découvert qu'il était en commerce avec des Protestants et qu'il [leur] donnait avis de ce qui se passait ⁵. »

Quant aux deux derniers personnages sur lesquels nous

1. *Arch. Nationales* 0¹ 246, p. 1, 29 avril 1740, 20 janvier 41.

2. *Arch. Nationales* 0¹ 246, p. 13.

3. *Ibid.*, p. 7.

4. *Ibid.*, p. 11.

5. *Ibid.*, p. 29.

possédons des informations précises, leur sort fut encore plus fâcheux : l'un d'eux, banquier nous ne savons où, fut l'objet d'un ordre d'arrestation et d'incarcération dans les prisons de Toulouse, le 23 septembre 1742 sur les plaintes de l'évêque de Mirepoix ¹. L'autre vit les prisons de Nantes mettre un terme à ses exploits. « C'est, nous confie le registre des relevés, un libertin, chassé d'un régiment de la Compagnie des Indes, évadé des Iles, et dont on craint une fin funeste ². »

A défaut de renseignements précis sur la profession exercée par les particuliers qui ont leur place dans les listes de proscription, nous pouvons nous faire une idée de l'importance des questions religieuses dans l'octroi des lettres de cachet. En 1741 seulement on constate le nombre considérable de Protestants avérés ou honteux ³ sur lesquels s'appesantit la sollicitude royale : une quinzaine environ sur près de 80 personnes visées par les ordres du Roi.

Quand on parcourt l'ensemble des cas relevés dans 0¹246, on a l'impression, à certains indices, et surtout aux motifs, brièvement résumés par les employés qui tenaient les livres à jour, souvent révélateurs et parfois savoureux, nous le verrons par la suite, que les sujets de sa Majesté appartenaient aux classes les plus variées de la nation. Il semble, sans qu'on puisse l'affirmer nettement que la

1. *Ibid.*, p. 42. *Germain Cousin*.

2. *Ibid.*, p. 29. *de Lorme*, 3 janvier 1742.

3. « Huit des personnes atteintes sont des nouvelles converties enfermées dans des couvents pour être instruites dans la Religion catholique, deux autres sont l'objet d'une décision analogue pour « être arrachées des bras des Protestants ». Trois hommes sont punis : « pour cause de religion », parce que « Religionnaire » et « pour Protestantisme et tentation de captation d'héritage », un dernier enfin « pour avoir été se marier au pèche de Tournay ». Cf. *Arch. Nationales* 0¹ 246, année 1741. *Passim*.

noblesse, moins représentée que la bourgeoisie et le peuple, sollicitait surtout par les lettres de cachet, des mesures de protection contre l'imprudence de ses enfants : entraînements irréfléchis de jeunes filles romanesques, passionnées pour des roturiers, amusements douteux de grands seigneurs, façons trop cavalières de jeunes patriciens à l'égard des « demoiselles du bel air » ce qui ne tirait guère à conséquence que pour eux, à l'égard aussi, parfois, de fort honorables personnes dont la vertu outragée criait et obtenait vengeance ¹. Enfin, nobles et dignes bourgeois étaient parfois affligés par des scandales auxquels ils espéraient mettre une fin discrète par l'envoi d'un ordre royal susceptible d'éviter au coupable l'infamie des poursuites judiciaires et d'une condamnation publique. M. Ph. VAN DER HAEGEN, dans son étude sur *Les Lettres de cachet en Languedoc* a insisté à diverses reprises sur ce caractère des mesures de détention administrative. Nous en avons rencontré plus d'un exemple. Tel le cas du sieur Mourèze, au sujet duquel nous savons seulement, qu'accusé du crime de faux, une lettre de cachet du 6 mai 1742 l'envoya faire retraite au Fort de Brescou « pour prévenir les condamnations qu'on pourrait prononcer contre lui ² ».

Dans le peuple et chez les bourgeois c'est un sentiment

1. Il en fut ainsi pour la demoiselle Kerally, violée par trois gentilhommes Bretons, les sieurs de La Gachery, de Cheffontaines et de Francheville. Cette affaire ayant fait scandale, trois ordres d'exil envoyèrent ces galants personnages l'un à Quimper, l'autre à Nantes, le troisième à Dol ; ultérieurement la rigueur de leur peine fut adoucie par de nouveaux ordres qui leur assignèrent comme lieu de détention, l'un ses terres, l'autre la demeure paternelle. La demoiselle Kerally alla, sur sa demande, cacher sa honte au couvent des Dames de la Retraite à Rennes, cf. *Arch. Nationales* 0¹ 246, p. 22.

2. *Ibid.*, p. 35, et, pour un ecclésiastique : *Aff. de Touchemoreau*, 0¹ 193, 19 avril 1775.

parfois exagéré de l'honneur familial¹ (on s'en moquait d'ailleurs en haut lieu, comme d'une manière de penser propre aux petites gens) qui faisait réclamer une détention apte à tempérer la pétulance de la jeunesse. Dans toutes les classes de la société c'est elle qui supportait principalement le poids des lettres de cachet. Ce ne sont que pères, que mères, que familles, curés, personnages haut placés, — on les imagine graves et chenus, — courroucés contre moult jouvenceaux d'humeur vagabonde et de sang un peu vif. Évidemment ce que nous rapportent sèchement les relevés d'expédition, justifie un peu leur inquiétude. La famille du sieur des Cazaux s'est liguée contre cet aimable jeune homme « furieux, suborneur, sans religion, qui maltraite tout le monde » ; elle le fait envoyer au château du Taureau, de là on le transfère dans celui d'Angoulême, puis de Niort. Mais il était sans doute aimé des dieux, car en décembre 1743 il obtenait sa liberté « pour recueillir une succession considérable de sa tante, et parce que ses Parents ne se sont pas plaints de lui² ».

Toutefois, dans les classes modestes de la société, on rencontrait d'autres catégories de coupables dont nous avons cité plus haut quelques exemples : banquiers véreux, fonctionnaires indéliçats. Surtout bourgeois et petites gens, à la différence de l'aristocratie, n'hésitaient guère à réclamer du pouvoir royal le règlement de leur mésentente conjugale : huit sur quatre-vingts en 1741, cinq sur soixante en 1742. Parfois enfin — juste retour des choses d'ici-bas — c'étaient un père ou une mère qui devaient à leurs propres

1. *Circulaire de M. de Breteuil, mars 1784, aux Intendants du Royaume...*, « Les familles, et même les pères et mères..., s'exagèrent quelquefois les torts des sujets dont ils ont sollicité la détention ».

2. *Arch. Nationales*, 01 246, p. 33.

enfants l'envoi dans une maison de force¹. Les cas de ce genre, il est juste d'en convenir, sont d'ailleurs très rares, et toujours motivés par le dérangement d'esprit avéré de ceux qui en font l'objet.

Il est enfin une dernière catégorie de laïcs visés par des lettres en cachet : celle qui constituent ce que nous pouvons appeler les politiciens de clocher. A une époque où les passions étaient vives, où les affaires religieuses suscitaient des enthousiasmes inouis et des haines vigilantes, les intrigues étaient nombreuses au sein des communautés d'habitants, et dans les conseils de ville. Avant de clore cette étude nous jeterons un coup d'œil sur les interventions du pouvoir royal en ces matières. Mais déjà nous devons insister sur l'importance numérique des ordres ayant trait au règlement des affaires municipales. Ils sont transcrits avec les relevés d'ordres concernant les clercs, dans la série 0190 à 193. Mais on ne nous indique pas toujours la profession du destinataire, à l'encontre des ecclésiastiques. Pour une soixantaine d'entre eux, nous savons qu'ils étaient Capitouls en la bonne ville de Toulouse ; nous supposerons que c'était là toute leur activité, car cette fonction semble avoir été assez absorbante², comme le montre la nature des interventions royales à leur sujet. Elles constituent toutes des autorisations de s'absenter pendant un temps variable, et leur renouvellement, d'ailleurs fréquent, s'obtenait de la même façon. Mais ce que nous apprenons, çà et là en feuilletant les registres d'expédition, confirme ce que nous savons par les ouvrages des historiens : ce sont,

1. *Ibid.* *Femme Thire*, p. 10, envoyée dans la communauté de Vannes et *Durand*, p. 18, interné dans la maison des frères de la Charité de Pontorson, tous les deux pour cause de folie.

2. Cf. AL. BABEAU. *La ville sous l'Ancien Régime*, t. I, p. 157.

pour la plupart, des bourgeois qui remplissaient des fonctions municipales : médecins ¹, avocats, huissiers, procureurs, plus rarement des artisans : tel le sieur Lafont, tailleur, à Montpellier, dont un ordre du Roi casse l'élection à la place de sixième consul de cette communauté ², ou de hauts fonctionnaires ³, ceux-ci assez souvent nommés d'autorité consuls, maires, échevins ou officiers municipaux.

Dans le clergé, on peut opérer un classement plus précis ; la qualité des victimes de lettres de cachet est le plus souvent spécifiée sur les relevés dont nous avons opéré le dépouillement. Si nous prenons comme base la période de temps embrassée par un registre, 0¹192 par exemple, voici de quelle manière peuvent se répartir les intéressés, pendant les années 1768 à 1773 inclusivement :

Nombre total d'ordres concernant des clercs ⁴ : environ : 450.

Nombre d'ordres concernant le clergé séculier : environ : 300

dont : Divers et inconnus : 70 ; Chapitres : 40 ; Chanoines : 65 ; recteurs et Curés : 90 ; Prêtres et vicaires : 55 ; Diacres et sous-diacres : 10 ;

Nombre d'ordres concernant le clergé régulier : environ : 150

dont : Hommes : 90 (Bénédictins : 15 ; Capucins : 12 ; Carmes : 12 ; Cordeliers : 10 ; Augustins réformés : 9 ; Dominicains : 6 ; Récollets : 5 ; Observantins : 4 ; Franciscains : 3 ; Prémontrés : 3 ; Trinitaires : 2 ; Communautés diverses : 3 ; religieux divers : 6) ;

et Femmes : 60 (Ursulines : 18 ; Urbanistes du Donjon : 4 ; Bénédictines : 3 ; Clarisses : 3 ; Visitandines : 2 ; Hospitalières de Vannes : 2 ; Annonciades : 2 ; Ordre de Fontevrault : 2 ; Communautés diverses : 12 ; religieuses diverses : 12).

1. Ex : *Sainthon*, nommé maire de Saint-Pourçain, *Arch. Nationales*, 0¹192, 14 décembre 1768.

2. *Ibid.*, à la date du 3 avril 1769.

3. *Caminet*. Lieutenant particulier en la Sénéchaussée de Montauban. *Ibid.*, 8 décembre 1768. *Guérin de Beaumont*. Ancien Procureur au Siège Présidial de la Police et maréchaussée de Nantes. *Ibid.*, 14 janvier 1769.

4. Il s'agit d'ordres de toute espèce : Incarcération, transferts, mainlevées, faveurs, etc.

Tous les chiffres donnés sont approximatifs.

Cette prédominance des hommes s'explique par l'apport considérable fourni par le clergé séculier, et l'importance de la proportion des membres de celui-ci dans le chiffre total des ecclésiastiques se justifie aisément. Les tentations étaient plus grandes, pour les prêtres, curés, chanoines et autres clercs, vivant au milieu des laïcs, que pour les moines retirés dans leurs couvents, soumis à une règle stricte, à des exercices continuels, épuisants ¹.

Il est regrettable que nous ne possédions à peu près aucun renseignement sur l'âge des clercs punis par lettre de cachet : comme pour les laïcs on a l'impression, malheureusement vague, que beaucoup de coupables sont jeunes. Nous allons voir, dans le chapitre suivant, que les principaux motifs d'ordres du Roi contre les ecclésiastiques, étaient le concubinage, les mauvaises mœurs, l'ivrognerie, les violences de tempérament, les intrigues. Ce sont là souvent des défauts de jeunesse, à part l'ivrognerie et surtout l'esprit d'intrigues, qui semblent être davantage le lot des gens d'âge mûr, aux passions amorties, à l'esprit rassis.

Si nous essayons maintenant de résumer les informations que nous avons recueillies sur ce premier aspect des lettres de cachet, de la très grande variété des personnages qui faisaient l'objet d'ordres du Roi, nous devons retenir que c'est à des hommes surtout qu'ils s'appliquaient, et, parmi ceux-ci, davantage aux laïcs qu'aux ecclésiastiques. Nous avons esquissé une énumération des causes susceptibles d'expliquer cet état de choses. Il peut aujourd'hui nous paraître un peu surprenant cependant, qu'une part

1. Beaucoup, parmi les moines objets de sanctions, sont des personnages de caractère difficile, ou des sujets évadés de leur maison, vagabondant, et par ce fait, livrés au libertinage. Cf. dans le même sens CHASSAIGNE. *Les Lettres de Cachet au XVIII^e siècle*, p. 150, et sur les religieuses, p. 155.

assez large ait été faite ainsi au clergé dans ces relevés qui sont tout le contraire d'un tableau d'honneur. On pourrait arguer en sa faveur que les affaires religieuses de tout le Royaume relevaient du Secrétariat d'État à la Maison du Roi ¹, mais, malgré la confirmation de ce fait par Viollet ² nous pouvons affirmer nettement que les registres d'expéditions 0¹190 à 0¹193 ne s'occupent que des clercs de certaines provinces seulement. Il serait curieux de rechercher si les papiers analogues des autres départements, comme la Guerre par exemple, ne contiennent pas des résumés de lettres concernant les ecclésiastiques de ces provinces.

En réalité, nous devons admettre que cela tient aux circonstances du temps : d'abord, comme on l'a écrit très justement, « n'entraient pas dans les ordres volontairement ceux qui y étaient attirés par leur vocation, mais les cadets de famille qui étaient contraints par les usages traditionnels à embrasser la carrière de prêtre ou de soldat, et qui apportaient dans la profession ecclésiastique un caractère et des appétits ne lui convenant nullement ». Or « l'opinion publique n'était pas tendre pour le clergé, le surveillait très étroitement, et dès qu'elle trouvait quelque chose à redire, se plaignait à l'évêque ». Encore doit-on noter que l'autorité civile n'intervenait qu'en cas de scandale notoire, soit directement, soit sur réquisition des supérieurs ou évêques.

En effet, la procédure normale devant les officialités, qui eussent été logiquement compétentes pour connaître de la

1. Cf. DE LUÇAY. *Les Secrétaires d'Etat...*, p. 611.

2. *Le Roi et ses Ministres*, p. 291. Le Secrétaire d'État à la Maison du Roi « s'occupe très souvent des affaires du clergé, fait surveiller les doctrines et la conduite de certains ecclésiastiques, intervient dans les élections d'abbés ou de supérieurs d'ordres, travaille à l'avance la composition de chaque assemblée du clergé en vue d'écarter les caractères trop indépendants... »

3. CHASSAIGNE. *Les Lettres de Cachet au XVIII^e siècle*, p. 149-150.

répression des fautes ecclésiastiques commises par les clercs, était paralysée par les appels comme d'abus, devenus une pratique habituelle au XVIII^e siècle. C'est pourquoi, très souvent, l'évêque mécontent de la conduite d'un clerc de son diocèse n'hésitait pas à réclamer directement l'appui du bras séculier, sous la forme de l'envoi d'un ordre du Roi au coupable. Le prestige très vif de l'épiscopat aux yeux de l'administration, et le désir de lui être agréable, peuvent très bien avoir engendré des abus et permis la délivrance de lettres de cachet injustifiées ; cette crainte est d'autant moins chimérique, qu'au XVIII^e siècle les passions religieuses furent avivées par les querelles entre acceptants et appelants, au sujet de la bulle *Unigenitus*, et plus généralement au sujet du jansénisme ¹. Ces luttes furent particulièrement funestes aux congrégations de femmes dont beaucoup alors reçurent par la voie des lettres de cachet, défense de recevoir des novices ¹.

Enfin il est nécessaire, pour se faire une idée plus juste de la mesure dans laquelle le clergé a eu à souffrir des mesures dues à la répression par voie administrative, de corriger dans une certaine proportion les chiffres que nous avons publiés précédemment.

Dans chacune de nos statistiques nous avons totalisé tous les ordres, quelle que soit leur nature, à l'adresse de chaque catégorie d'intéressés. Mais les injonctions contenues dans les lettres de cachet ne sont pas toutes de même nature. Il serait très inexact de n'y voir que des mesures répressives. Il suffit pour s'en rendre compte de les examiner de près.

« On peut généralement répartir, écrit FUNCK-BREN-

1. Cf. A. GAZIER. *Histoire du Jansénisme...*, t. I, p. 333, sqq. et les *Nouvelles Ecclésiastiques* ; *passim*.

TANO¹, la plupart des circonstances dans lesquelles les lettres de cachet étaient délivrées, en trois catégories :

« Le Gouvernement enjoint à des corps politiques de s'assembler, ou leur enjoint de délibérer sur certaines matières ;

« Le Roi se sert d'une lettre de cachet pour faire mettre un de ses sujets en possession d'une charge ou d'un office ;

« Enfin, la lettre de cachet sert à faire emprisonner une personne, ou bien, au contraire, à la faire mettre en liberté ou bien, à l'exiler d'un lieu donné, ou à faire révoquer l'ordre d'exil. »

Les registres d'expédition du Secrétariat d'État à la Maison du Roi lorsqu'on les parcourt, confirment l'exactitude de cette classification.

Pour donner une idée un peu précise de la répartition des lettres de cachet, et pour montrer la part relative qui revient aux diverses mesures qu'elles prescrivaient, nous avons tenté de dresser une statistique, très approximative, des diverses catégories de prescriptions formulées par elles. En vue de simplifier leurs rapports entre eux nous avons arrondi les chiffres que donnait le dépouillement de nos registres. (Voir tableau p. 49.)

Il ressort des chiffres ci-dessus un certain nombre de constatations curieuses.

D'abord, ils permettent de saisir pleinement l'importance des ordres privatifs de liberté. Si l'on groupe dans cette rubrique les incarcérations, les transferts, les ordres d'exil, on obtient approximativement une proportion, pour chaque période embrassée par un registre, respectivement de 60 p. 100, pour le premier, 58 p. 100 pour le deuxième,

1. *Les Lettres de Cachet*, p. 42.

CLASSEMENT des Catégories d'Ordres.	0 ¹ 190 1741-1750		0 ¹ 191 1762-1767		0 ¹ 192 1768-1773		0 ¹ 193 1774 et 1775		0 ¹ 246 1741-1745	
		°/o		°/o		°/o		°/o		°/o
1) Incarcérations . . .	350	40	190	44	205	26	23	22	150	34
2) Mainlevées . . .	200	22	60	13	145	18 ¹ / ₂	22	21 ¹ / ₂	160	35
3) Transferts . . .	110	12 ¹ / ₂	35	7 ¹ / ₂	70	9	6	5 ¹ / ₂	65	14
4) Faveurs . . .	30		5		50		4		16	
5) Ordres d'exil . . .	65	7	30	7	75	9 ¹ / ₂	8	7 ¹ / ₂	18	24
6) Défense de recevoir des novices et Révocations de ces défenses . . .	20		15		20		—		—	
7) Défense d'assister à des assemblées et Destitutions . . .	30		30		40		13		10	
8) Nominations d'au- torité et confir- mations . . .	—	3 ¹ / ₂	5	13	60	18	6	26	—	2,3
9) Congés en faveur de capitouls . . .	—		20		40		8		—	
10) Ordres divers . . .	95		40		40		14		7	
Total environ. . .	900		425		785		104		425	

45 p. 100 pour le troisième, 35 p. 100 pour le quatrième, 72 p. 100 pour le cinquième. Si l'on remarque que ce dernier correspond à 1741-1745, on constate la régression très nette de cette catégorie de mesures plus on s'approche de la Révolution. Il est d'autant plus regrettable que nous ne possédions plus les documents qui devraient logiquement suivre 0¹246, car l'évolution des ordres pour ecclésiastiques n'a peut-être pas suivi la même courbe que celle des ordres pour laïcs.

Inversement le nombre des lettres de cachet pour régler des affaires municipales est allé grandissant, au cours de la période que nous envisageons. Presque tous les ordres, classés sous les rubriques : Destitutions, défenses d'assister à des assemblées de communauté et de se mêler des affaires qui les concernent, nominations d'autorité d'officiers muni-

cipaux. Ordres ou défenses de procéder à des élections, ordonnances de confirmations, dans leurs fonctions d'officiers municipaux, congés en faveur de capitouls, ne se rencontrent qu'à partir de 1762, et leur proportion, dans le total des lettres expédiées atteint jusqu'à plus du quart en 1774-1775. Ici encore on doit souligner la corrélation, malheureusement trop fragmentaire pour qu'on puisse en tirer une conclusion, entre 0¹190 et 0¹246.

Cette difficulté à extraire des principes généraux de la confrontation des textes que nous avons collationnés se retrouve malheureusement quel que soit l'objet des recherches. Mais elle ne constitue pas toujours un obstacle à des conclusions vraisemblables. L'étude que nous allons entreprendre maintenant des motifs d'envoi d'ordres du Roi, et des requérants va en être l'illustration.

CHAPITRE III

DEMANDEURS ET MOTIFS D'ORDRES DU ROI

Les historiens ont souvent pris à partie le système des lettres de cachet pour deux raisons contradictoires. Aux uns, il est apparu comme un moyen brutal, arbitraire et injuste de sanction contre des personnages mal vus par leur famille ou par les puissants du jour. A d'autres, il a semblé que son seul objet était de soustraire, parfois, un vrai coupable au châtimement public, donc ignominieux, que ses actes eussent mérité.

Les moyens d'investigations que nous possédons ne nous permettent pas toujours de vérifier le bien-fondé de ces accusations. Nous pouvons parfois douter de la véracité du motif indiqué sur le registre d'expédition, comme justification de la demande d'un ordre du Roi, mais il est assez rare que l'on ait la possibilité de prouver qu'il s'agit d'un prétexte et non d'une cause réelle de punition.

D'ailleurs, — ce qui est plus fâcheux, — pour beaucoup de lettres, les relevés du Secrétariat de la Maison du Roi n'ont pas indiqué de motif. Omission volontaire ? Sans doute ; mais si elle s'explique fort bien pour toute une catégorie de cas, elle reste mystérieuse pour la majorité d'entre eux. Au demeurant, nous avons pu dresser ici encore un tableau montrant l'importance des principales causes d'intervention administrative.

MOTIFS	0 ¹ 190	0 ¹ 191	0 ¹ 192	0 ¹ 193	0 ¹ 246
Mauvaises mœurs	100	45	50	5	90
Folie	25	25	40	»	20
Troubles et intrigues	35	35	30	5	5
Scandale.	45	35	35	5	15
Ivrognerie	20	15	15	2	20
Injures, insultes, impolitesse.	10	5	30	»	5
Désobéissance, rébellion	15	15	20	2	»
Irréligion	5	5	5	»	10
Protestantisme	»	»	»	»	35
Jansénisme.	10	2	»	»	5
Violences	10	15	15	2	25
Divers.	100	75	70	20	40
Motifs inconnus.	525	150	475	63	150
Total.	900	422	785	104	420

On voit combien sont nombreux les ordres dont nous ne savons pas le motif ! En réalité, ils ne forment pas, comme on pourrait être tenté de le croire, la majorité à eux seuls. Si la raison qui les a fait envoyer n'est pas spécifiée, nous pouvons l'imaginer avec vraisemblance pour un certain nombre d'entre eux, d'après la nature de l'injonction qu'ils forment : Beaucoup sont des mainlevées d'ordres antérieurs, prescrivant l'élargissement des coupables. Près des deux cinquièmes pour 0¹190 ; de la moitié pour 0¹191 et 0¹192 ; plus du tiers pour 0¹193. Or, les motifs d'une libération peuvent se ramener à un seul la plupart du temps : l'amendement réel ou supposé du coupable. Cependant parfois on rencontre des raisons bien différentes, et c'est dans ces cas anormaux, généralement précisés, que se rencontrent les arguments les plus savoureux. Nous en indiquerons quelques-uns quand nous étudierons, plus loin, les régimes de détention et la durée des peines.

Il est, d'autre part, une catégorie importante de mesures dont l'absence de motifs ne cache pas de noirs desseins contre la liberté des particuliers : ce sont les lettres de cachet accordant des congés aux capitouls.

En réalité, ce qui est essentiel, et ce que nous nous proposons d'examiner dans ce chapitre, c'est l'ensemble des raisons officiellement invoquées pour obtenir l'envoi, contre un individu, d'un ordre de détention ou d'exil. C'est autour de cette notion de culpabilité que ce sont livrées toutes les batailles entre partisans et adversaires des lettres de cachet. Or, on ne discute guère, en général, la valeur du motif invoqué. On admet volontiers qu'un clerc concubinaire ait été puni, qu'un fou ait été enfermé, qu'un intrigant se soit vu exiler du lieu où il fomentait des troubles. On conteste seulement que toutes les plaintes de ce genre aient été justifiées, on affirme que souvent ces raisons furent des prétextes et cela amène à rechercher quelle foi l'administration accordait aux réclamations des requérants, ou, en d'autres termes, à quelles personnes et sur quelles preuves, le pouvoir royal reconnaissait-il le droit de demander des lettres de cachet.

On peut diviser les demandeurs en deux catégories : ceux qui avaient à se plaindre de l'activité d'un individu et ceux qui avaient autorité sur lui. Cela est important, car on était plus exigeant pour les premiers que pour les seconds. Aussi rencontre-t-on beaucoup plus de sanctions dues à ceux-ci qu'à ceux-là. Il n'est donc pas inutile de dresser également une liste des principaux demandeurs de lettres de cachet.

DIVERSES CATÉGORIES de demandeurs.	0 ¹ 190	0 ¹ 191	0 ¹ 192	0 ¹ 193	0 ¹ 246
Évêques et Archevêques. . .	420	175	375	14	60
Supérieurs d'Ordres	70	50	65	2	15
Intendants.	40	50	55	10	35
Familles.	30	20	30	1	135
Intéressés ¹	10	»	5	»	20
Divers.	40	55	50	3	90
Inconnus	290	75	205	74	70
Total.	900	425	785	104	425

1. Nous entendons par ce terme ceux à l'égard de qui l'ordre était envoyé.

Nous sommes encore une fois obligés de constater le chiffre imposant des « inconnus ». En réalité, il est facile de combler cette lacune, en supposant, ce qui n'est pas une simple hypothèse, que l'auteur d'une mesure répressive était également celui de la mesure qui mettait fin à la première. Beaucoup d'exemples justifient ce point de vue. Cependant des exceptions existent qui nous interdisent toute généralisation, et empêchent de traduire en chiffres même approximatifs, l'importance relative des diverses catégories de demandeurs supposés.

Il n'est pas légitime d'admettre que la masse des inconnus se répartit proportionnellement aux différentes rubriques que nous avons établies. Car à côté d'un nombre assez considérable d'ordres « doubles » c'est-à-dire d'ordres de détention et de libération inscrits l'un à la suite de l'autre par le scribe, pour plus de commodité et notamment pour éviter la répétition de mentions analogues (nom du demandeur lorsque celui-ci est le même pour les deux lettres de cachet), il existe une foule de décisions administratives dont les relevés, incomplets, n'indiquent pas l'origine. L'exemple le plus frappant est offert par le registre 0¹193 : sur 104 ordre différents, 30 seulement ont pour origine les plaintes ou la requête de personnages précis. Une moitié est constituée par de hauts dignitaires ecclésiastiques, l'autre, par de grands personnages laïcs. Or, attribuer une quarantaine des ordres incomplets aux premiers et le reste aux seconds serait une grave erreur. L'étude minutieuse des relevés fait ressortir 27 interventions administratives. Sur ce total huit sont des congés accordés aux Capitouls. Or, nous ne savons pas comment s'obtenaient ces faveurs, mais il est logique de penser que les intéressés étaient les auteurs de ces demandes. D'autre part, les nominations d'autorité par

le Roi, des officiers municipaux, étaient faites sur la proposition de certains fonctionnaires sans doute les Intendants, et pareillement les destitutions et les interdictions de participer aux assemblées des corps de villes ou des communautés d'habitants. On voit donc quelles précautions restent nécessaires lorsqu'on doit s'aventurer sur le domaine mouvant des hypothèses. Aussi bien ne nous y attardons-nous pas, et bornerons-nous notre commentaire aux renseignements précis donnés par les textes.

Lorsque l'on passe en revue la liste des principaux griefs adressés aux victimes de lettres de cachet, le motif principal est le scandale. En soi il ne paraît pas le plus important, mais, à bien y réfléchir, tout s'y ramène. Les mœurs déréglées, l'ivrognerie sont parmi les pratiques les plus capables de scandaliser ceux qui en ont connaissance, surtout lorsque le coupable est un clerc. Un caractère violent et emporté, un esprit tortueux, ourdissant des intrigues, refusant d'accepter les remontrances des supérieurs, paraissaient à juste titre susceptibles de compromettre le respect des fidèles pour la religion et pour le clergé dont le rôle était plus encore qu'aujourd'hui, de donner l'exemple de la vertu, de l'honneur et de la discipline. Si la conduite des ecclésiastiques devait être surveillée étroitement par les évêques et les abbés, leur orthodoxie était quelque chose de plus essentiel encore à protéger. Cette intervention du bras séculier dans des affaires purement religieuses n'apparaît pas, sur le tableau que nous avons dressé, aussi fréquente qu'elle le fut dans la réalité. C'est que l'administration agissait dans ce cas sous divers prétextes que la lecture des « Nouvelles ecclésiastiques » permet souvent de dépister.

Par qui les demandes de lettres de cachet pour cause de mauvaises mœurs étaient-elles formulées. Cela dépendait

beaucoup des circonstances et de la situation sociale des coupables.

Chez les laïcs, le père peut, à lui seul, demander un ordre contre son fils ¹ on en trouve de très nombreux exemples dans le registres 246 ², ainsi que dans les papiers des archive provinciales ³. Si le père est mort ou n'intervient pas, la mère peut se substituer à lui, mais elle doit, comme toute tierce personne, faire appuyer ses plaintes par la signature de garants : membres de la famille ou voisins. Ainsi nous voyons que c'est une véritable coalition formée des « parents et alliés » qui demande et obtient une lettre de cachet contre le sieur Gouzais de Barbazan, et ses quatre filles, auxquels on reprochait une mauvaise conduite, sauf à l'une des filles à laquelle on faisait grief d'avoir montré les sentiments les plus bas et de s'être mise servante. Pour mettre un terme au déplorable exemple que chacun des membres de cette curieuse famille était pour les autres, on sépara les coupables. Le père dut aller méditer dans un couvent de cordeliers, deux des filles furent placées dans l'hôpital de la Grave à Toulouse, une autre chez sa mère et la servante au couvent de Limoux ⁴.

Entre mari et femme, les motifs de mésentente étaient infiniment nombreux. Aussi de temps en temps, lorsque la

1. Cf. FUNCK-BRENTANO, *Les Lettres de Cachet à Paris*, p. xxvii.

2. *Sauvinet*, 8 mars 1741, p. 7 ; *La Ville-Hulin*, 13 mai 1741, p. 13 ; *Demoiselle Boishamon* : 24 février 1742, p. 31, etc.

3. Par exemple le sieur J.-B. Arnaud, demande pour son fils « âgé de dix-huit ans, auquel il a donné toute l'éducation que son état exigeait » sans profit puisque « le libertinage et la fréquentation des femmes publiques ont souvent atteint sa santé » une lettre de cachet qui l'enverra à la maison des enfants abandonnés d'Aix. *Arch. des Bouches-du-Rhône*. C. 4120, pièce 36. *Aff. Chabert*, *ibid.*, C. 4125, pièces 1 et 2.

4. *Arch. Nationales* 0¹ 246. *Gouzais de Barbazan*, 14 oct. 1741, p. 24.

patience d'un des conjoints avait été mise à une trop rude épreuve, il demandait contre l'autre un ordre qui le délivrerait d'une présence insupportable ou qui mettrait fin à une inconduite notoire. Ainsi le sieur Audouard « se plaint... des débordements de sa femme et demande qu'elle soit enfermée au refuge d'Aix¹ ». De même, le sieur Bonnanai sollicite une mesure de détention contre une épouse adonnée à l'ivrognerie². D'ailleurs, en l'occurrence, l'administration restait circonspecte et Saint-Florentin écrivait, à propos des plaintes du sieur Audouard : « Le Roi ne se porte pas facilement à écouter la demande d'un mari en pareil cas. » Aussi le Ministre prescrivait-il de prendre les informations les plus sérieuses. Souvent le mari recevait l'appui, dans ses doléances, de la famille même de sa femme. Le comte de Perrein était affligé d'une épouse qui menait une existence scandaleuse avec un employé aux fermes à tabac de Saint-Brieuc. Il supporta sa disgrâce avec une patience qui nous surprend un peu, mais sans obtenir de la pécheresse un repentir, même tardif. Le mari, auquel se joignit son beau-père, « n'ayant pu la faire revenir depuis neuf ans à une meilleure conduite » réclama un ordre contre elle pour

1. *Arch. des Bouches-du-Rhône*, C. 4120, pièce 76.

2. *Arch. Nationales*, 0¹ 246, 8 mars 1741, p. 7. cf : *Chabanet*, 0¹ 246, p. 35, 9 mai 1742. *Robert*, *ibid.*, 9 avril 1741, p. 11, etc., D'ailleurs une fois enfermée par un ordre délivré sur la demande de son conjoint, la victime voyait s'intéresser parfois à son sort d'autres personnages ; témoin la femme Teynier qu'une lettre de cachet due à son mari emprisonne en 1734 au Refuge de Toulouse, pour mettre fin à une conduite très déréglée et qui en 1745 est transférée une première fois chez les Religieuses d'Hauterive, pour réintégrer trois mois plus tard sa première retraite, sur la demande de l'Archevêque de Toulouse auquel la supérieure du couvent d'Hauterive s'était sans doute plainte de sa détenue. « C'est une femme, [écrit l'Archevêque pour justifier sa demande] qui met le trouble partout et qui est d'un caractère impraticable ». 0¹ 246. *Tegnier* à la date du 6 juillet 1745, p. 76.

le couvent de Nazareth à Vannes, et tous deux acquittèrent sa pension ¹.

Pour les ecclésiastiques, les demandes de sanctions pour inconduite émanaient de personnages très divers. Parfois de seigneurs de la terre où ils exerçaient leur ministère ², plus souvent leurs propres paroissiens ou leur famille, enfin, dans la majorité des cas, leur évêque. Le sieur Vincent Martin, curé de Saint-Étienne de Corcoué, au diocèse de Luçon, subdélégation de Machecoul, fut ainsi enfermé à la Charité de Pontorson sur la demande de ses paroissiens par ordre daté du 30 novembre 1752. On lui reprochait d'être « par ses excès au vin, par le mauvais exemple qu'il donne et par son irrégion, hors d'état de remplir les fonctions de son ministère. Ces plaintes, signées des notables du lieu, étaient confirmées par les informations que prit le Subdélégué, et, plus tard, un particulier de la paroisse, le sieur Camus Depoilieu, demandait, dans une lettre du 14 octobre 1752, « la permission de joindre ses supplications à celle des paroissiens... et à celles du public, qui demandent tous ensemble d'être délivrés d'un homme qui ne pense qu'à leur faire tout le mal qui dépend de lui ³ ». On serait tenté de croire qu'une pareille unanimité rendait certaine la

1. *Arch. Nationales* Q¹ 246, 16 novembre 1745, p. 92 ; de même : *Femme Sénégra*, *ibid.*, 12 mai 1741, p. 12. La marquise d'Auduze réclama, de concert avec son gendre, une lettre de cachet pour enfermer sa fille, laquelle vivait avec un ecclésiastique ; elle donne la raison de son intervention, et le motif en est tout différent de celui du mari, demandeur principal : « Comme mon gendre n'est plus jeune, s'il vient à manquer, voila toute une famille livrée à un homme dur et impérieux de qui je serai la première victime ». *Arch. des Bouches-du-Rhône*, C. 4120. *Dossier d'Auduze*, pièce 6.

2. C'est à ce titre que le marquis de Juigné interviendra, d'ailleurs pour le faire relâcher, dans l'affaire du sieur Vincent Martin curé de Saint-Étienne de Corcoué, diocèse de Luçon. Lettre du 29 mai 1753 à Pontcarré de Viarmes. *Arch. d'Ille-et-Vilaine* C. 176.

3. *Ibid.*, C. 176.

culpabilité et l'ignominie du sieur Vincent Martin. Cependant le marquis de Juigné intervint personnellement, il faut le reconnaître, après l'arrestation et l'incarcération du prêtre, en faveur du détenu ¹. Qui avait raison ? On ne le sait pas, mais un fait demeure certain, c'est qu'à l'annonce de l'intervention du seigneur de Corcoué, trente-deux habitants de la paroisse adressèrent, le 14 juin 1753, une supplique ² à l'Intendant de Bretagne dans laquelle ils protestaient de la façon la plus vive contre les tentatives faites pour obtenir la libération de leur pasteur. Les cas de ce genre ne sont pas rares ³. Mais c'est surtout l'évêque qui, chef de son diocèse, exerçait une surveillance stricte sur la conduite de son clergé. L'évêque de Quimper réclamait en 1757 au Secrétaire d'État à la Maison du Roi, une mesure de rigueur contre le sieur de Kersanson, recteur de Ploaré

1. Le marquis de Juigné prétendait que les paroissiens qu'on avait interrogés sur le cas de leur pasteur étaient tous des gens avec lesquels il était en différend, et, aux dires du public, le personnage chargé de l'enquête passait pour son ennemi personnel (Lettre du 29 mai 1753).

2. *Ibid.*, C. 176.

3. Tel encore celui du sieur Guehennec, recteur de Glénac, subdélégation de Redon, que ses paroissiens accusaient également de s'enivrer. Les enquêtes prescrites à son sujet, confirmèrent partiellement les plaintes formulées contre sa conduite. « J'ai appris qu'il est vrai que ce recteur aime à boire et passe pour un ivrogne ; qu'adonné à cette passion il a pu commettre plusieurs fautes contre les devoirs de son état mais qu'elles n'ont pas éclaté au point de flétrir absolument sa réputation, si ce n'est qu'on l'accuse de s'être présenté, pris de vin, pour célébrer la messe..., et d'avoir dans le même état administré les sacrements... Mais on n'a pas de preuve certaine de ces faits puisque l'évêque de Vannes a fait agir contre lui son officialité et entendre plusieurs témoins sans qu'il ait été convaincu. Cependant comme ce recteur scandalise ses paroissiens par son ivrognerie, j'estime, sous votre bon plaisir, Monsieur, qu'il serait à propos de le faire enfermer en quelque communauté... » Lettre de l'Intendant de Bretagne à M. de Saint-Florentin, 25 août 1739. *Arch. d'Ille-et-Vilaine* c. 166. — Le Subdélégué de Redon, dans son rapport du 20 août 1739 avait précédemment ajouté qu'il fallait le détenir dans une communauté « où il n'ait pas eu sa disposition les clés de la cave ». *Ibid.*, et *Arch. Nat.* 0¹190, 1^{er} mars 1747.

près Douarnenez, subdélégation de Pont-Croix ¹. Voici le rapport du subdélégué : « Le sieur de Kersanson entretient depuis cinq ans un commerce scandaleux avec la demoiselle Lamothe, fille d'un marchand de sardines de Douarnenez. Ce commerce a été plus clandestin et plus ménagé dans les premiers temps mais insensiblement il est devenu public et notoire quoique entretenu sous le voile de la Religion. Tout le monde en a gémi et a vu avec regret que les représentations de ses amis, comme les remontrances et les corrections de ses supérieurs ne servaient qu'à rendre M. de Kersanson plus indocile... Quelque scandaleuse que fût cette conduite, comme d'ailleurs il remplissait les devoirs de son état, le public, en préjugant mal des mœurs du recteur et de la fille, suspendait cependant son jugement. On voyait, en effet, cette fille se confesser au recteur et le recteur lui administrer la communion. Mais cette fille étant accouchée au presbytère de Ploaré dans la nuit du 22 au 23 avril tous les soupçons se sont réalisés... ». Le père de la demoiselle vint la chercher, elle fut arrêtée à 6 heures du matin au presbytère de Ploaré, où les huissiers vinrent la chercher pour la conduire, sur l'ordre du subdélégué à la maison des filles repenties de Guingamp. Il est intéressant de citer la suite du rapport du subdélégué de Pont-Croix ; car il montre quelle était l'attitude du pouvoir ecclésiastique en face de ces désordres. « Dans le commencement des liaisons de ce recteur avec la demoiselle Lamothe, M^r de Quimper, après avoir épuisé sans succès tous les égards qu'il devait au caractère et à la naissance de M^r de Kersanson, l'obligea à se retirer pendant trois mois. Mais cette pénitence ayant été infruc-

1. Arch. d'Ille-et-Vilaine. C. 180. Aff. de Kersanson.

tueuse, il se vit obligé de le faire poursuivre à son officialité pour raison du scandale de sa conduite avec la nommée Lamothe. L'officialité de Quimper rendit un jugement sur cette procédure en exécution duquel le recteur subit quelques mois d'interdiction. Mais ayant interjeté appel de cette procédure à la métropole de Tours, la procédure de l'officialité de Quimper y a été cassée sans doute sur quelque moyen de forme. La sentence de Tours confirma les dépens, ce qui doit faire présumer que l'accusation intentée contre le recteur n'a pas été regardée comme colomnieuse. » L'Évêque recommença une nouvelle procédure, après l'accouchement de la demoiselle Lamothe, devant son officialité. Mais cette fois, rendu prudent, et d'ailleurs conseillé par l'Intendant et le Subdélégué, qui avaient jugé que c'était le cas d'employer l'autorité du Roi (« Il semble que cette voie est plus convenable à la naissance de M^r de Kersanson et à l'honneur de sa famille ¹ ») il fit une demande de lettre de cachet « pour l'honneur du clergé, de la famille, et pour soustraire le coupable aux suites flétrissantes d'une procédure ² ». En réalité, l'Évêque était assez inquiet sur les suites de l'affaire. Il craignait des manœuvres de la part des amis de Kersanson, contre l'emploi d'une lettre de cachet, au lieu d'un jugement du tribunal ecclésiastique. « Permettez-moi, Monsieur, écrit-il à l'Intendant, de vous demander en grâce, de ne faire voir à personne, à Rennes, l'information que j'ai l'honneur de vous envoyer, le coupable y a plusieurs parents qui m'en sauraient peut-être mauvais

1. *Ibid.*, Rapport du Subdélégué de Pont-Croix du 29 juin 1757, dont les termes sont repris par l'Intendant de Rennes Le Bret dans sa lettre du 8 juillet 1757 à Saint-Florentin.

2. *Ibid.*, Lettre de M. de Quimper du 29 juin 1757 à l'Intendant.

gré ¹ », et il presse, un peu plus tard, l'administration, de sévir contre M^r de Kersanson : « Je dois partir lundi prochain pour les eaux de Lannion... Vous savez que les buveurs d'eau doivent avoir le cœur gai et content. Je ne l'aurai pas tant qu'un recteur criminel et scandaleux demeurera dans sa paroisse, et y fera ses fonctions avec une témérité dont tout le monde est indigné ². » Finalement M. de Kersanson fut envoyé par ordre du mois de juillet 1757 au couvent des Récollets de l'Île Verte. Nous avons insisté sur cette affaire parce qu'elle est caractéristique. D'abord elle est un exemple d'un cas assez fréquent d'inconduite, pour les clercs : celui de concubinage. C'est par dizaines que l'on voit, au long des registres d'expédition, des ordres d'incarcération pour un motif analogue ³. D'autre part, il prouve que l'administration surveillait également la tenue du clergé, moins peut-être pour protéger l'Église contre les fautes de ses membres, que pour protéger l'ordre public, en obligeant, sous la menace de sanctions, les clercs à se concilier l'estime et

1. *Ibid.*, même lettre.

2. *Ibid.*, Lettre de l'Évêque à l'Intendant, 6 juillet 1757.

3. Voici, pour la seule année 1744 cinq cas analogues : 1^o Pezet, prêtre du Diocèse de Rodez. : Ordre pour le Séminaire de Villefranche, sur la demande de son évêque « par rapport à son mauvais commerce avec la femme du procureur du Roi de la justice royale de cette ville. *Arch. Nationales* 0¹190, 28 février 1744 ; 2^o Chatigny, prêtre du Diocèse de Boulogne. Ordre pour le conduire au couvent des Récollets de Biez « par rapport à sa conduite déréglée et scandaleuse pour le vin et les femmes », *ibid.*, 28 mars 1754 ; 3^o Guilleminet, chantre de la Cathédrale de Montpellier. Ordre de se retirer dans le Séminaire de cette ville sur la demande de son évêque pour son commerce scandaleux avec les deux sœurs X... *ibid.*, 20 juin 1744 ; 4^o Blondel, prêtre de Carcassonne : Ordre de se rendre dans la maison de la mission « pour cause de commerce scandaleux » sur la demande de l'évêque de Carcassonne. *Ibid.*, 31 octobre 1744 ; 5^o Mayjounade, curé du Château, diocèse de Limoges. Ordre pour se rendre chez les Cordeliers de Saint-Projet, sur demande de M^{sr} l'Évêque de Limoges, « par rapport à son mauvais commerce avec sa cousine germaine ». *Ibid.*, 22 décembre 1744.

le respect de leurs paroissiens, par une conduite correcte. Les curés, partout, avaient un droit de regard sur la vie privée de leurs ouailles ¹. Il était nécessaire que ce moyen de police ne perde pas sa valeur par la faute de ceux en qui l'administration plaçait sa confiance. Si, parfois elle était trahie, son seul moyen d'intervenir était la lettre de cachet qui enlevait au coupable toute exception d'incompétence puisque il n'était pas nécessaire au pouvoir royal d'invoquer un motif à l'ordre d'exil ou de détention.

Enfin, le cas de Kersanson montre quelle inefficacité ou quelle lenteur accompagnait la procédure employée devant la juridiction ecclésiastique, surtout si l'on songe à la fréquence des appels comme d'abus interjetés auprès des Parlements par les clercs condamnés par les officialités. Parfois c'était la famille même du clerc qui intervenait de son propre chef pour réclamer une punition contre une inconduite jugée aussi déshonorante pour les parents que pour l'Église : tel le sieur d'Escrainville, envoyé au Séminaire de Noyon « sur la demande de ses parents, et principalement de l'abbé d'Uzenne, à cause de ses mauvaises mœurs ² ». Tel encore le sieur Le Marchand, diacre du diocèse de Rennes ; sur la demande son père et de l'abbé de Guersans il fut relégué chez les Frères des Écoles chrétiennes de Saint-Yon « donnant tout à craindre à cause de son libertinage ³ », tel enfin le religieux Pons de Bertons, bénédictin de l'ancienne observance qu'un ordre de détention « pour le château des Iles de Sainte-Marguerite » exila pendant deux ans sur la demande du duc de Crillon son père, et de l'archevêque de Narbonne, son oncle,

1. Cf. FUNCK-BRENTANO. *Les Lettres de Cachet à Paris*, p. xxxi.

2. *Arch. Nationales*, 0^a 190, 15 septembre 1741.

3. *Ibid.*, 2 août 1747.

« par rapport, explique le relevé de l'ordre, à la vie licencieuse qu'il mène ¹ ».

Le scandale, nous l'avons dit plus haut, pouvait se produire sous diverses formes. Par ivrognerie, et l'évêque d'Amiens, tout au cours de son long épiscopat, fit un très large usage de ce motif pour envoyer par cinquante-deux ordres contre son clergé, une trentaine de ses prêtres chez les bons fils de Saint-Venant. Ceux qui ne durent pas leur emprisonnement à l'ivresse habituelle, le durent à la folie, au « dérangement de leur teste » et autres extravagances.

En dehors de l'ivrognerie, le concubinage, l'un parfois s'ajoutant à l'autre, sévissait surtout dans le clergé séculier ; on rencontre un cas plus curieux : celui d'« incestes spirituels ² » c'est-à-dire de concubinage entre un clerc et une religieuse. On ne compte pas les rédactions de motifs savoureux : trois chanoines et deux prêtres du diocèse d'Amiens doivent par ordre du Roi, sur les plaintes de leur évêque, se retirer au séminaire d'Amiens « pour avoir été en mascarade dans les rues avec des personnes du sexe... ³ ». Un clerc prébendé de l'église d'Orthez « donnait à jouer chez lui ». Enfin, il n'était pas rare que l'autorité royale fut invoquée pour mettre fin à des affaires assez délicates, notamment des affaires de mœurs ⁴.

1. *Ibid.*, 26 octobre 1742.

2. Darcy, curé de Cleden-Capsizun, envoyé pour ce motif chez les Frères de la Charité de Pontorson sur demande de l'évêque de Quimper. *Ibid.*, 1^{er} septembre 1748.

3. Chanoines Gaillard-Hotin et Descaules de Longpré ; Maillard et Poilly, prêtres. 0¹ 190, 13 septembre 1750.

4. Cf. par exemple Devaux, minime, 8 juin 1748, *Arch. Nationales*, 0¹ 190. Rochepierre, curé du Diocèse de Bourges, 0¹ 191, 9 février 1763.

Les interventions cependant qui présentent aujourd'hui pour nous le plus d'intérêt sont celles que motivaient les affaires religieuses.

Certains clercs étaient punis pour négligence dans leur ministère. Celui-ci pour son ignorance ¹, celui-là parce qu'il est apostat : on compte d'ailleurs plusieurs cas de ce genre et ce sont le plus souvent des religieux qui en sont les coupables. Le sieur Gardannes est arrêté et conduit dans le couvent des Minimes de Marseille sur la demande de son provincial et de l'évêque de Toulon, « par rapport à son apostasie ² ». Une religieuse, la dame Du Rocher, sera pareillement conduite au Refuge de la Flèche sur la demande de l'évêque de Nantes « voulant protester contre ses vœux et scandalisant par sa conduite et ses discours » (0¹190, 23 mai 1748).

Nous avons vu que la prononciation des vœux perpétuels par des personnes dont la vocation n'était pas sincère, mais imposée par la tradition, explique de pareilles irrégularités.

Certains pasteurs, de caractère vif et entier, se brouillaient assez vite avec leurs paroissiens. C'était le cas du sieur Goron, recteur de Larelas, diocèse de Saint-Malo, que l'enquête du Subdélégué révéla être d'un « caractère violent, dur et inhumain, ennemi du repos et de la tranquillité de ses paroissiens » ... « il révélait la confession et refusait les sacrements ou les administrait à prix d'ar-

1. Renaud, prévôt de l'église de Sisteron, reçoit avec un ordre d'exil pour le Séminaire de Manosque, l'ordre d'« y faire tous les exercices des séminaristes, afin de reprendre l'esprit de son état ». *Ibid.*, 21 avril 1748.

2. *Ibid.*, 15 septembre 1743, cf : Verger, *ibid.*, 11 mai 1743.

gent¹ »; d'autres étaient qualifiés de véritables fléaux pour leur paroisse².

Parfois il s'agissait de querelles intestines entre vicaires ou entre chanoines, que l'on réglait par un ordre d'exil. Le sieur Dutier, curé du diocèse d'Angers, doit, sur la demande de son évêque, se retirer chez le curé de Saint-Jean des Mares, « à cause de ce qu'il ne veut pas laisser le Missel à son vicaire, et de ce qu'il emporte la clé du Tabernacle et les Saintes Huiles, ce qui empêche qu'on puisse donner aux paroissiens les secours spirituels dont ils ont besoin³ ». Le Père Alexis, capucin du couvent de Barjac, reçut un ordre de se retirer chez les capucins de Lavaur, sur la demande de l'ancien évêque de Mirepoix et de l'évêque de Marseille « pour avoir fait enlever de force et conduire au Saint-Esprit le Père Elzeur, qui venait prendre possession du Gardiennat de Barjac⁴.

Querelles de moines, dira-t-on. Mais au XVIII^e siècle les querelles de moines étaient alimentées par les dissensions religieuses et celles-ci jouèrent un rôle important de pourvoyeurs de motifs de sanctions administratives.

Assez rarement nous avons rencontré des ordres du Roi causés ouvertement par le jansénisme : à peine une dizaine sur 900 de 1741 à 1750⁵. Mais combien nombreux

1. *Arch. d'Ille-et-Vilaine*, C. 203. Lettre du Duc de La Vrillière à l'Intendant, datée du 25 juin 1774.

2. Pourchel : curé de Domart sur la Luce. *Arch. Nationales* 01 191, 7 janvier 1764.

3. *Arch. Nationales*, 01 190, Dutier, 14 janvier 1742.

4. *Ibid.*, Barjac (Alexis de), 1^{er} octobre 1746.

5. La Sœur Bineau, religieuse de la Fidélité de Saumur « Ordre du 13 septembre 1747 pour la conduire à la Visitation de la Flèche sur la demande de l'évêque d'Angers, pour cause de Jansénisme. *Arch. Nationales*, 01 190. Imbert, curé, « ordre pour se rendre au Séminaire de Poitiers pour avoir déclamé contre la Constitution Unigenitus en pleine conférence de curés, et avoir tenu de mauvais propos contre l'ordre de

sont ceux qui se dissimulaient sous des prétextes variés : esprit d'indépendance ¹, affaires du temps ². On en découvre un nombre considérable, plus de soixante pour les seules années citées plus haut, en recherchant aux tables des « Nouvelles Ecclésiastiques », le nom des clercs puisés pour leurs opinions religieuses. Le Père Coulet ³, pêtre du diocèse de Montpellier reçoit un ordre de sortir de ce diocèse, « à cause de son attachement au parti des Réfractaires », en réalité, si nous en croyons les « Nouvelles » « persécuté par son évêque pour avoir refusé d'accepter la bulle ⁴ ». Par un ordre analogue et de la même date, le sieur Cadillac, curé de Baillargues, était exilé du même diocèse ⁵. Même genre de sanction pour le sieur Rabuteau. « Ordre de s'éloigner de trente lieues de Nevers par rapport aux assemblées qui se tiennent chez lui ⁶ » pour le sieur Rodal de la Guarrigues, curé de Saint-Arnaud de Rodez ⁷. On pourrait continuer ainsi longtemps. Il suffit de faire observer que, si l'on peut taxer de partialité les rédacteurs des « Nouvelles », et notamment penser qu'ils ont exagéré le rôle des Jésuites, on doit convenir malgré tout, par la confrontation des textes des Archives et avec les Tables, que jamais ils n'ont essayé de faire passer pour des mar-

son évêque, rendu à l'occasion des servantes qui doivent avoir cinquante ans pour servir les dits curés ». *Ibid.*, 19 août 1743.

1. Baillet 0¹ 191, 27 juin 1765.

2. Baudemant, chanoine d'Amiens, 0¹ 190, 16 février 1747, « étant un esprit brouillon et parlant sur les affaires du temps ».

3. *Ibid.*, 2 août 1742.

4. *Nouvelles Ecclésiastiques*. Table des années 1728 à 1750, p. 286, t. I.

5. *Ibid.*, Table, p. 130-131, t. I, et année 1741, p. 141, et *Arch. Nationales* 0¹ 190, 2 août 1742.

6. *Ibid.*, Table, t. II, p. 722, et année 1741, p. 70, et *Arch. Nationales*, *Ibid.*, 19 février 1741.

7. *Ibid.*, Table, t. II, p. 765, et *Arch. Nationales*, 0¹ 190, 9 septembre 1741.

tyrs de la cause gallicane des ecclésiastiques indignes. Nulle part nous n'avons trouvé trace dans les volumes des « Annales », d'ecclésiastiques dont le nom figure, aux relevés des archives, comme clercs concubinaires, ivrognes, ou scandaleux. Il serait curieux de dresser la liste des demandeurs de ces ordres motivés par les affaires ecclésiastiques. On y verrait les noms des partisans des Jésuites, de la Bulle, de l'Ultramontisme. Mais ils sont trop. On ne peut que souligner l'importance du rôle joué par un prélat, le Théatin Boyer, ancien évêque de Mirepoix, devenu à la mort du cardinal Fleury titulaire de la feuille des Bénéfices. C'est ce personnage, qui a été le demandeur le plus acharné de lettres de cachet contre des clercs, séculiers ou réguliers, pour des motifs variés. Il dépasse de loin le chiffre des ordres qu'obtint un prélat du nord, l'évêque d'Amiens car si ce dernier en totalise près de 60, en trente ans, l'ancien évêque de Mirepoix en atteignit une cinquantaine dans un laps de temps trois fois moindre. C'est incontestablement la passion religieuse qui anima Boyer, aussi le jugement porté sur lui diffère-t-il sensiblement selon l'auteur qui le critique. On est moins à l'aise pour avoir une opinion sur l'évêque d'Amiens. On peut seulement découvrir deux motifs essentiels, aux demandes de lettres qu'il formula pendant son épiscopat : la mauvaise conduite, surtout l'ivrognerie, et la démente de membres de son clergé.

Car cette dernière cause était assez souvent invoquée pour justifier l'internement d'une personne : qu'on la qualifiât de « dérangement d'esprit », de folie, d'extravagance ou de « frénésie », nous n'avons pas les moyens de savoir si de telles requêtes étaient justifiées.

Il est peu probable qu'elles le fussent, étant donné les con-

ditions dans lesquelles étaient accordés les ordres basés sur ce motif : il n'était pas nécessaire de faire examiner la victime par un médecin ; et cette précaution élémentaire paraissait tellement en dehors des mœurs du temps que lorsque Breteuil établit dans une circulaire célèbre, en 1784 ¹, des principes sur lesquels on pût asseoir plus solidement le système des lettres de cachet, il n'en fit pas mention. « A l'égard des personnes dont on demandera la détention pour cause d'aliénation d'esprit la justice et la prudence exigent également que vous ne proposiez les ordres que quand il y aura une interdiction prononcée par jugement, à moins que les familles ne soient absolument hors d'état de faire les frais de la procédure qui doit précéder l'interdiction. Mais en ce cas il faudra que la démence soit notoire et constatée par des éclaircissements bien exacts. »

Les motifs qui déterminaient l'octroi de lettres de cachet étaient trop variés pour que nous puissions les envisager tous : notons toutefois que le vol était parfois invoqué, comme raison d'une demande ; vraisemblablement il ne s'agissait que de détournements de faible importance, ou de vols à l'encontre de personnes qui eussent répugné à poursuivre judiciairement le coupable.

Nous ne parlerons pas ici enfin des ordres si nombreux qui furent délivrés au sujet d'affaires municipales. Nous en ignorons trop souvent le détail, et, rarement ils entraînaient une privation de liberté. Ce sont là des mesures qui relevaient plus de l'administration que de la police.

On peut se rendre compte cependant par les divers

1. Citée par FUNCK-BRENTANO. *Les Lettres de Cachet à Paris*, p. XLIII-XLV.

exemples que nous avons analysés ou cités de la variété et de l'importance relative des principales raisons qui pouvaient donner lieu à l'envoi d'une personne dans un établissement de détention.

CHAPITRE IV

LES LIEUX DE DÉTENTION

Assurément ce qui a le plus contribué au renom fâcheux des lettres de cachet c'est le caractère de la détention des intéressés. Aujourd'hui certes, on ne considère plus la prise de la Bastille comme le geste héroïque qui a rendu à la liberté une foule d'innocentes et pitoyables victimes, et cependant on s'attendrit encore sur le sort des prisonniers illustres par une détention mystérieuse et prolongée, tel le fameux masque de fer, ou, comme Latude, par des évasions répétées autant qu'inutiles. M. Aristide JOLY a eu raison d'écrire jadis : « Ce qu'on connaît en général c'est la légende des lettres de cachet, une ou deux anecdotes avec des noms bien connus, quelques souvenirs plus ou moins authentiques de la Bastille ¹. »

Il est évident que l'énorme majorité des détenus d'ordre du Roi n'était point pensionnaire de la Bastille ni même des forteresses royales, mais, nous allons le voir, de couvents ou de maisons de force surveillées et administrées par le clergé. De nombreux historiens ont étudié le régime intérieur des plus connues. Il serait nécessaire, pour avoir sur la question une vue complète, de rechercher dans les Archives de province quelle vie menaient dans les innom-

1. A. JOLY. *Les Lettres de Cachet en Province dans la Généralité de Caen*, p. 2.

brables monastères et maisons de retraite les particuliers astreints à une résidence forcée, quelle était leur situation matérielle et morale, le degré de liberté qu'on leur laissait, l'impression qu'ils se faisaient de leur existence nouvelle, et la nature de leurs relations avec leurs gardiens. Tout cela est à faire.

Nos registres en cette matière sont à peu près muets sauf les renseignements, très brefs, qu'ils donnent presque toujours sur le lieu de la détention, assez souvent sur la durée de la peine, exceptionnellement sur le montant de la pension et la nature des revenus sur lesquels elle devait être imputée ¹.

En ce qui concerne la première mention, le lieu où sera purgée la peine, l'étude de nos documents fait ressortir deux constatations. Il y a une très grande variété de maisons de force. D'autre part les mêmes établissements servent pour les laïcs et les ecclésiastiques.

Voici comment ils se répartissent d'après le registre 0¹190 (Ecclésiastiques) et le registre 0¹246 (année 1741) (laïcs). (Voir tableau p. 73.)

On se rend compte par ce tableau de la prédominance des maisons religieuses sur les établissements royaux, prédominance qui subsiste, encore qu'à un bien moindre

1. La durée de la peine n'est pas indiquée directement. Les ordres du Roi ne la fixaient jamais à l'avance, si courte dût-elle être (il y a pourtant de très rares exceptions). C'est donc par rapprochement entre un ordre de détention et une mesure de faveur qu'on peut l'apprécier. D'autre part, les revenus du prisonnier étaient parfois gérés par un mandataire « ad hoc ». Mention de sa nomination était portée sur l'ordre. Il arrivait même qu'elle constituât à elle seule une lettre de cachet. *Arch. Nationales*, 0¹190 : « 28 juin 1743 : Ordre pour régir les revenus du sieur Bergié, prieur de Chagny », *Ibid.*, 4 septembre 1751. Aff. Crabère, Archiprêtre d'Ibos. « Ordre qui commet le sieur Dufour, doyen de la Sénéchaussée de Bigorre pour toucher ses revenus, et payer sa pension et son entretien (0¹190 à la date du 10 avril 1748).

ÉTABLISSEMENTS DE DÉTENTION	0 ¹ 190 1741-1750	0 ¹ 246 1741	0 ¹ 246 1745
Nombre d'ordres :	Env. 900	Env. 150	Env. 66
Libérations et ordres n'ayant pas pour objet une incarcération	— 170	— 25	— 13
Ordres n'indiquant pas le lieu de la détention.	— 65	— 20	— 8
Maisons religieuses	566	56	25
1) Séminaires	79	»	»
2) Couvents d'hommes : Cordeliers . .	67	4	»
— — Récollets . .	15	1	»
Frères de la Charité de Pontorson .	7	9	3
Bon Fils de Saint-Venant : Lille et Armentières	21	»	»
3) Couvents de femmes : Ursulines . .	17	11	»
Visitandines .	4	5	2
Carmélites . .	16	»	»
4) Divers	Env. 340	26	20
Maisons laïques	99	49	20
1) Châteaux forts, citadelles	30	35	13
2) Prisons de Paris	9	2	»
— de province	6	3	4
3) Particuliers	11	5	»
Villes	39	4	3
Circonscriptions administratives ou reli- gieuses	4	»	»

degré, en ce qui touche la répression des particuliers du registre 0¹246, et qui est écrasante dans 0¹190 où la grosse majorité des ordres visent des clercs.

Comment expliquer cet état de choses ?

On doit faire remarquer, tout d'abord, que le régime des lettres de cachet tel qu'il était conçu et tel qu'il fonctionnait eût exigé de l'État la construction et l'entretien d'un nombre assez considérable de « maisons de retraite surveillée ». C'eût été coûteux, mal adapté au but et peu en rapport avec les idées du temps ¹.

1. Notons d'ailleurs que la détention dans les maisons religieuses était

Il faut, en effet, bien se rappeler que l'extension des attributions de l'État est un phénomène ancien, mais dont l'évolution s'est précipitée seulement depuis un demi-siècle. Il est assez difficile d'admettre que le système de police par lettres de cachet se rattache au fonctionnement du service de la Justice, premier devoir de l'État. C'était quelque chose qui, par certains côtés se rapproche de ce que nous entendons aujourd'hui par police administrative, et certes, la lettre de cachet avait bien à assurer la police des aliénés, de façon très peu satisfaisante il faut le reconnaître. Mais à côté de ces aspects modernes de la compétence administrative, les ordres du Roi avaient à intervenir dans un domaine qui, de nos jours, ou bien reste en dehors de l'activité de l'État, comme la répression du concubinage des clercs, ou bien se trouve réglé par les tribunaux conformément aux lois, telle la mésentente conjugale aboutissant à la séparation de corps ou au divorce. On ne concevrait plus aujourd'hui qu'un père de famille demande au préfet l'arrestation et l'internement de son fils, parce que l'activité de celui-ci, susceptible de tomber sous le coup de la loi pénale, est de nature à déshonorer son nom. La cohésion de la famille, au XVIII^e siècle, une conception plus stricte du respect dû aux parents, et de la puissance du « paterfamilias » légitimaient des pratiques qui nous paraissent maintenant tenir bien peu compte de la liberté des individus.

Quoi qu'il en soit, le genre d'emprisonnement qu'on

une pratique traditionnelle : « Dès le XII^e siècle on voit, écrit FUNCK-BRENTANO, les monastères servir de maisons de discipline et recevoir des criminels ». *Les Lettres de Cachet*, p. 167, et *Histoire de France de Lavisse*, t. II², par A. LUCHAIRE, p. 262. Ce n'est que vers la fin de l'ancien régime que le Gouvernement songea à créer des maisons de détention spéciales pour les prisonniers par lettre de cachet. FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. 160 et A. JOLY, *op. cit.*, p. 4.

infligeait par lettre de cachet était, on le conçoit, assez différent de l'incarcération infligée aux condamnés de droit commun. Ce qu'on désirait c'était surtout isoler le coupable du milieu qui l'avait corrompu ou des fréquentations dangereuses. En outre, un repos de quelques mois, favorable à la méditation, paraissait très propre à faire impression sur l'esprit de jeunes gens plus étourdis que vicieux, facilement influençables, et ainsi à les amener au repentir et à une plus saine appréciation de la sollicitude paternelle. Pour obtenir ce résultat, l'autorité spirituelle du clergé, sa mansuétude, son onctueuse souplesse semblaient particulièrement disignées.

Une autre raison d'ordre matériel, en dehors de la dépense qu'elle eût entraînée, militait contre la construction de maisons de détention d'État. On n'aurait pas pu en créer autant qu'il y avait de maisons religieuses. Or il était important que les lieux de détention fussent peu éloignés des justiciables, car les frais de conduite, dans beaucoup de cas, eussent fait reculer les demandeurs, s'ils avaient été trop élevés ¹. On peut donc, sans paradoxe, supposer que si, les pouvoirs publics avaient imaginé pour une raison quelconque d'entreprendre la construction d'établissements publics pour détenus par ordre du Roi, cette initiative eût été considérée par bien des familles dans toutes les classes de la société, comme une véritable brimade.

Chez les ecclésiastiques, il était normal que le lieu de détention fût un établissement religieux, séminaire ou couvent. Les supérieurs ou les évêques sollicitaient une lettre de cachet pour mettre fin discrètement au scandale

1. Cf. Ch. LATUNE, *Les Lettres de Cachet en Provence au XVIII^e siècle*.
p. 38.

provoqué par le relâchement des mœurs ou de la discipline. Les monastères remplissaient parfaitement ce rôle, et ils permettaient, le cas échéant, d'adjoindre à la détention des pénalités spéciales ¹. Les clercs déplacés par mesure disciplinaire arrivaient dans une communauté qui n'ignorait pas le motif de leur punition, et risquait de leur être systématiquement hostile. En outre leurs nouveaux supérieurs pouvaient infliger aux coupables des pratiques religieuses plus ou moins pénibles, destinées, avec plus ou moins de bonne foi, à hâter leur réconciliation avec Dieu par la pénitence.

Pour les religieuses un changement de résidence était aussi excellent pour mettre fin à cet esprit de chicane générateur de troubles et d'intrigues qui florissait dans un si grand nombre de monastères.

Enfin, pour les laïques le couvent était la retraite tout indiquée. Il n'était pas rare qu'une femme, à la suite d'une union malheureuse, pour échapper aux mauvais traitements de son mari, réclamât elle-même une lettre de cachet qui lui permettrait de se retirer dans le couvent qu'elle choisissait ².

Le couvent servait encore très normalement à réprimer les élans sentimentaux désordonnés de jeunes personnes en âge de se marier, et dont la famille n'avait point encore agréé un gendre convenable ³. (Cette pratique de placer

1. Cf. AUG. PUIS. *Les Lettres de Cachet à Toulouse au XVIII^e siècle*, p. 97.

2. *Arch. Nationales*, 0¹ 246, p. 14. Une dame Pouzaire demande, et obtient par lettre de cachet de se retirer dans le Couvent des Ursulines de Pézenas en 1737 puis dans celui de Lodève le 6 juin 1741 « pour éviter les mauvais traitements de son mari ». Pour le même motif, une dame Flageat de Martinon se fait délivrer un ordre du Roi pour le couvent des Visitandines de Brioude, le 3 décembre 1741 (p. 26), et une dame de Beauveau 21 mars 1740 pour les Ursulines de Vannes (p. 51).

3. 0¹ 246, p. 5. Une demoiselle Montgros par lettre du 10 avril 1739

les filles au couvent pour mettre un terme, que les parents espéraient, parfois bien à tort, définitif, à des idylles peu acceptables, s'est perpétuée bien après la Révolution et, on peut le dire, jusqu'au relâchement des mœurs consécutif à la guerre de 1914-1918.)

Enfin, on acceptait dans les maisons religieuses les nouvelles converties, c'est-à-dire les filles de protestants qui avaient abjuré, pour parfaire leur éducation et les instruire dans la religion catholique ¹.

Il ne faudrait pas cependant, tirer de ces vues générales une conclusion trop absolue. C'est seulement la pratique qui montre l'importance des établissements religieux comme lieux de détention. Pour les ecclésiastiques objets d'une lettre de cachet, la théorie concordait avec cette pratique. Il en était tout autrement en ce qui concerne les laïcs. Il était admis par l'administration que les maisons religieuses n'étaient pas obligées de recevoir les détenus d'ordre du Roi. C'est seulement « par convention et acceptation de leur part qu'on peut y placer des prisonniers », écrit le 10 août 1759, l'Intendant de Bretagne Le Bret au comte de Saint-Florentin. Aussi le Ministre, avant de délivrer un ordre exigeait-il des précisions sur l'accord entre les geôliers et le demandeur ; comme nous l'avons vu en étudiant la procédure ² certains monastères

est mise au couvent de Langogne, « pour cause de religion et vouloir faire un mariage déshonorant » ; p. 54 : Une demoiselle Revoyale est envoyée le 20 juin 1743, sur la demande de ses parents au Petit Couvent de Vannes pour « prostitution et scandale affreux » ; p. 67 : Sur la demande de sa mère et de la comtesse de Polastron, une demoiselle Trinquart « que l'on a enlevée malgré elle (!) et que l'on veut mettre à l'abri d'une nouvelle entreprise » sera placée, par ordre du Roi du 6 juin 1744 chez les Ursulines de Pézenas.

1. Les cas de ce genre abondent : 8 sur 78 en 1741, 7 sur une soixantaine en 1745. Cf. 0¹ 246.

2. « A l'égard du couvent, le Ministre n'est pas dans l'usage d'en

refusaient absolument de recevoir des pensionnaires à quelque prix que ce fût. L'abbesse d'un couvent d'Avranches écrit en 1785 « que sa maison n'a jamais eu de ces pensionnaires, et que ces sortes de charges sont souvent aussi désagréables qu'injustes et bien contraires à sa façon de penser ¹ ».

Avant d'étudier le régime intérieur des établissements pénitentiaires, il nous faut rechercher comment ils se répartissent géographiquement.

Les historiens qui se sont occupés des lettres de cachet ont, en général, cité les principales maisons de détention, tant civiles que religieuses ². Ce que nous allons essayer de faire, c'est tout d'abord, de classer les lieux d'incarcération, par mesure disciplinaire, des ecclésiastiques. On s'est, en effet, assez peu occupé, jusqu'à présent, de cette variété de détenus, alors qu'elle constitue pour nous l'essentiel. En outre, mais seulement pour la Bretagne et le Languedoc, nous exposerons où l'on plaçait les laïcs dont la libre activité paraissait incompatible avec la tranquillité publique et l'honneur des familles. Nous utiliserons à cette double fin les seuls documents de l'époque. Pour les clercs, nous prendrons, à titre d'exemple, la période de six années à laquelle correspond 0¹191. Pour les laïcs nous n'avons pas le choix et notre unique source sera 0¹246.

faire le choix et il n'expédie même aucun ordre que lorsqu'il est informé que les religieuses veulent bien se charger de la personne. » Lettre de l'Intendant de Provence. *Dossier Davignon. Arch. des Bouches-du-Rhône.* cité par Ch. LATUNE, *op. cit.*, p. 39-40.

1. A. JOLY. *Les Lettres de Cachet dans la Généralité de Caen*, p. 5.

2. Voir principalement sur ce point FUNCK-BRENTANO. *Les Lettres de Cachet*. Chap. xv. Les Maisons de détention, pp. 160-199, c'est l'exposé le plus général.

Voici la liste des lieux de détention telle qu'elle ressort du relevé des ordres expédiés entre 1762 et 1767, par le ministère de la Maison du Roi :

Nombre total d'ordres délivrés.	environ	425
« d'ordres ne prescrivant pas une incarceration	«	130
« des relevés n'indiquant pas le lieu d'internement.	«	14
a) PRISONS D'ÉTAT : α) <i>Châteaux de Ferrières</i> : 3 ; de Lourdes : 2 ; d'Auxonne : 1 ; de Chalon : 1 ; de Foix : 1 ; de Nîmes : 1 ; de Pierre Eucize : 1 ; de la Tour du Crest : 1 ; de Ham : 1	}	42
β) <i>Fort</i> : de Brescou : 2		
γ) <i>Prisons de droit commun</i> : d'Avallon : 2 ; de Louhans : 2 ; d'Auch : 1 ; Bicêtre : 1 ; de Clermont : 1 ; de Limoges : 1 ; de Montreuil-Bellay : 1		
b) RÉSIDENCE LIMITÉE A L'INTÉRIEUR D'UNE VILLE : Argenton en Berry : 1 ; Brive : 1 ; Evaux : 1 ; Grenoble : 1 ; Mauriac : 1 ; Toulon : 1	}	6
c) MAISONS RELIGIEUSES : a) <i>Séminaires</i> : de Carcassonne : 2 ; de Domfront : 2 ; de Fréjus : 2 ; de Limoges : 2 ; de Viviers : 2 ; d'Angoulême, Aix, Auch, Amiens, Blois, Barcelonnette, Condom, Couserans, Le Mans, Montauban, Manosque, Orléans, Sens, Saint-Geniez, Saint-Sulpice-de-Toulouse, Troyes, Villefranche-de-Rouergue, chacun 1		
b) <i>Abbayes de Cordeliers</i> : de Bois Ferru : 6 ; de la Sellette : 6 ; de Saint-Pierre-de-Canon : 4 ; de Samatan : 3 ; de l'Isle Jourdain : 2 ; de Montjean : 2 ; de Tanlay : 2 ; d'Amboise, d'Anduze, des Anges, de Blangis, de Chatilloñ-sur-Seine ; du Donjon, d'Embrun, de l'Île Bouchard, Mirepoix ; Montferrand, Morlaas, Rieux, Saint-Chély, Saint-Projet, et Sellières : 1	}	40
c) <i>Abbayes de Capucins</i> : de Notre-Dame d'Orient : 4 ; d'Angers, Arles, Besançon, Clermont, Cordes, Marseille, Nevers, Saint-Antonin, Sisteron, Toulon : 1		
d) <i>Abbayes de Récollets</i> : de l'Île Verte : 4 ; de Blavet, de Guéret, de Tulle : 1	}	7
e) <i>Frères des Ecoles et de la Charité Chrétienne</i> : Saint-Yon (près Rouen) : 3 ; Pontorson : 2		

f) <i>Tiers ordre de Saint-François</i> : Maison des Bons fils : de Saint-Venant : 15 ; d'Armentières : 1	} 16
g) <i>Congrégation de Saint-Maur</i> : Mont Saint-Michel.	1
h) <i>Carmes</i> : Istres : 1 ; Perpignan : 1.	2
i) <i>Ursulines</i> : de Châlons-sur-Marne, Joinville, Largentière, Montferrand, Pezenas, P ^e -Saint-Esprit, Salon : chaque couvent : 1	} 7
j) <i>Bénédictines</i> : de Billom : 2 ; de Bagnols, de Laval, de Saint-Pé ; de Saint-Pourçain ; de Châ- tillon-sur-Seine : 1	} 7
k) <i>Bernardines</i> : de Cuers : 3 ; de Moulins, de Toulon : 1.	} 5
l) <i>Clarisses</i> : de Condom, Hauterive, Lectoure, Moulins : 1	} 4
d) HOPITAUX : a) de Saint-Meen, près Rennes : 13 ; d'Amiens : 1	} 14
e) DIVERS	environ 100

Il est intéressant de rechercher maintenant, d'après ce tableau, s'il existait des affectations d'une catégorie d'établissements à un ordre déterminé, ou si, au contraire, les coupables étaient envoyés n'importe où.

Notons tout d'abord, cela va de soi, la séparation entre hommes et femmes. Elle est absolument générale et les très rares exceptions apparentes n'infirmen en rien cette constatation. Il nous faut les chercher ailleurs que dans 0^e191. Ce sont uniquement les prisons d'État qui recevaient éventuellement des pensionnaires des deux sexes. Le registre 0^e190 en contient un seul exemple, à la date du 9 juillet 1749. Encore ne concerne-t-il qu'une affaire purement laïque, « *ratione materiae* » et « *ratione personae* ».

Les maisons de détention administrées par l'État ne paraissent pas avoir reçu beaucoup d'ecclésiastiques. A peine une vingtaine d'ordres sont enregistrés dans 0^e191, en six ans, sur les 425 délivrés pour les provinces relevant du Secrétaire d'État à la Maison du Roi pendant cette

période¹. Et il faut en déduire six qui intéressent divers laïcs impliqués dans des affaires municipales.

Les treize clercs se répartissent de la façon suivante : neuf sont détenus dans des châteaux, quatre dans des prisons municipales. Il n'y a pas de femmes. Par contre, on compte parmi eux des réguliers et des séculiers : un bénédictin de Saint-Maur, un autre moine dont l'ordre n'est pas spécifié, un curé, trois vicaires, un diacre deux sous-diacres, deux chanoines, enfin deux ecclésiastiques sur lesquels nous n'avons aucun renseignement.

Pourquoi ces divers personnages ont-ils été détenus dans des établissements royaux ? On ne peut répondre avec certitude. On rencontre ici les motifs de détention les plus fréquents chez les clercs : celui-ci, prêtre dans le diocèse de Rodez a abusé de la confiance du marquis de Bournazel pour séduire sa fille². Cet autre est enfermé à Pierre-Encise, sur demande de ses parents³ parce que « dissipateur, ayant une mauvaise conduite, étant errant et vagabond ». Deux sont accusés de vol⁴. Un curé de Clermont est placé par sa

1. Ou plus exactement les provinces dont les lettres de cachet ont été relevées dans notre registre. Il faut donc déduire de la liste, qui d'ailleurs a varié de 1762 à 1767, plusieurs provinces : Normandie, Haute Guyenne, Villes et Généralités de Lyon et Paris, Champagne.

2. *Dossier Calmelly. Arch. Nationales*, 0¹ 191, 19 décembre 1762. Il sera libéré le 24 mai 1766.

3. *Dossier Belin, ibid.*, 9 octobre 1764.

4. *Dossier Cussac, prêtre obituaire du chapitre de Conques*, 0¹ 191, 3 mars 1764 « Ordre de le conduire au château de Ferrière,... pour avoir volé un encensoir. Sujet au vol et au parjure. Sur demande de l'Évêque de Rodez et du chapitre de Conques » et *Dossier Duvernet, membre du chapitre de Brioude, ibid.*, 4 octobre 1765. « Ordre de le conduire au château de Ferrières : libertin, joueur. Sur une fausse procuration il avait escroqué 1 600 livres chez un notaire. Cette somme était destinée à un emprunt que le chapitre de Brioude voulait faire. Les 1 600 livres ont été restituées, mais le sieur Duvernet était constitué prisonnier à Clermont. Pour sauver l'honneur de son chapitre et de sa famille les ordres ont été expédiés suivant l'avis de M. de Balainvillers [Intendant de Languedoc].

famille dans la maison de force de cette ville, pour cause de folie, peut-être simplement parce que la pension y atteint seulement la très modique somme de cent livres¹. En résumé, vu le peu d'exemples que nous possédons, il est assez difficile d'avoir une opinion sur les raisons déterminant le choix d'un château ou d'une prison royale : peut-être la notoriété du demandeur, le caractère du délit², plus probablement le prix de la pension, enfin, presque toujours la proximité du lieu de détention. Cela c'est la règle générale. Les deux prêtres du diocèse de Rodez sont conduits au château de Ferrières, près Castres ; le curé de Clermont est interné sur place. Pareillement un diacre du diocèse de Nîmes, est enfermé pour conduite des plus déréglées au château de Nîmes. Celui de Lourdes accorde l'hospitalité à un diacre du diocèse d'Oléron.

En poursuivant notre enquête sur le recrutement des maisons disciplinaires pour ecclésiastiques, nous constaterons à peu près constamment son caractère régional. Par contre nous verrons qu'il y a des catégories de centres répressifs affectés à certains ordres, à certains groupes de clercs.

Chez les hommes, nous l'avons vu par le tableau ci-dessus les séminaires occupent, avec les couvents de cordeliers, la première place comme établissements de redressement.

Sur vingt-sept ordres entre 1762 et 1767 pour des séminaires, vingt-cinq concernent des séculiers, deux seulement

1. *Dossier Courbebaisse. Ibid.*, 4 avril 1767.

2. Il n'est pas rare qu'un personnage de caractère trop difficile ne puisse être gardé dans un couvent, où qu'il s'en évade. Lorsqu'on le reprend, ou lorsqu'on doit le déplacer pour satisfaire aux plaintes de ses geôliers primitifs, on le dirige vers un lieu de détention plus sûr, sinon plus sévère ; cf. *Massip, ibid.*, 27 avril 1766, transféré le 15 décembre de la même année au fort de Brescou, « pour s'être enfui du Séminaire de Carcassonne », et de *Pesteil, ibid.*, 18 août 1764, et 26 juin 1765 .

des frères de la doctrine chrétienne. Parmi les premiers, on distingue : cinq chanoines, six prêtres, quatorze curés. La plupart ne sont pas envoyés très loin. Les ecclésiastiques du diocèse de Carcassonne, au séminaire de cette ville ¹, ceux de l'évêché de Montpellier, à Viviers ², un curé des environs d'Angoulême, au siège de son diocèse ; au séminaire de Fréjus un prêtre de cette ville. Pourtant on compte quelques clercs moins favorisés. Un des deux doctrinaires, punis l'un et l'autre « pour avoir quitté leur ordre et être entrés dans le collège de Toulouse en qualité de professeurs », se voit envoyé par son supérieur au séminaire de Barcelonnette ³, lors que son compagnon d'infortune est relégué dans celui de Condom ⁴. Le curé d'Alignan, diocèse de Béziers, « en horreur auprès de ses paroissiens pour ses vices en tous genres et la dépravation de ses mœurs » ira expier ses fautes à Manosque ; il est vrai que l'auteur de la demande, son évêque, a eu soin de spécifier que les frais de pension et de conduite seront imputés sur les revenus du coupable ⁴.

Les cordeliers recevaient, semble-t-il, des pensionnaires forcés, avec plus d'éclectisme que les séminaires. Voici comment se répartissent leurs quarante détenus ⁵ : Curés : quinze ; prêtres : onze ; chanoines : quatre ; clercs prébendés : trois ; cordeliers : trois ; dominicains : deux ; carmes et bénédictins : un chacun.

1. *Dossiers : Massip*, 0¹.191, 27 avril 1766 et *Pradel, ibid.*, 13 août 1765.

2. *Dossiers : Bouveyron, ibid.*, 28 juillet 1762, et *X... curé de Mauguio ibid.*, 8 décembre 1762.

3. *Dossiers : Moulin ibid.* 2 janvier 1763, et *Devèze*, même date.

4. *Dossiers : Ciffre, ibid.*, 23 juillet 1764.

5. Il est bien entendu que, lorsque nous disons quarante détenus, il s'agit de quarante ordres différents, mais parmi lesquels certains peuvent concerner le même personnage à diverses reprises.

Ici encore nous rencontrons un recrutement régional, en voici quelques exemples : sur six ordres pour les Cordeliers de la Sellette ¹, quatre intéressent des clercs du diocèse de Limoges, un, de l'archidiocèse de Bourges, un d'origine inconnue. Le monastère de Saint-Pierre-de-Canon, en Provence, reçoit quatre détenus : un dominicain du couvent de Saint-Maximin-en-Provence, un bénédictin de cette province, un chanoine de Cuers, et un curé du diocèse de Viviers. Sur les cordeliers de Montjean, en Anjou, sont dirigés un curé et un diacre du diocèse d'Angers ; sur ceux de Samatan, diocèse de Lombez, deux clercs de Cahors et un de Pamiers.

Il est à noter que l'on rencontre relativement peu de cordeliers transférés d'un couvent à un autre dans l'intérieur de l'ordre pour la raison simple que l'on compte seulement trois lettres de cachet adressées de 1762 à 1767 à des cordeliers. En présence d'une telle pénurie de cas, il serait assez présomptueux de prétendre qu'ils n'étaient jamais déplacés en dehors de leur ordre. Les investigations auxquelles nous avons été amené à nous livrer dans les autres registres ne nous ont pas apporté beaucoup plus de certitude, faute d'un nombre suffisant d'exemples. 0¹192 et 0¹193 ne contiennent aucun ordre de détention concernant des cordeliers et, la douzaine de ceux de 0¹190 permettent, semble-t-il, de confirmer l'hypothèse que nous formulions plus haut. Nulle part nous n'avons rencontré de cordeliers détenus ailleurs que dans un couvent de leur ordre. Le père Poilly, cordelier d'un monastère qu'on ne nous désigne pas, reçoit l'ordre, le 25 décembre 1749, de se retirer au couvent des cordeliers d'Auxerre, « pour sa mauvaise conduite qui donne tout à

1. En Auvergne, Généralité de Riom, aujourd'hui dans le Puy-de-Dôme, à la limite du département de la Corrèze.

craindre ». Mécontent de sa nouvelle résidence, il accuse le gardien d'Auxerre d'avoir voulu l'empoisonner. Le 29 mai 1750 on le transfère dans une autre maison de son ordre : chez les Cordeliers de N.-D. de la Garde ¹.

Nous n'insisterons pas sur le cas des capucins. Disons seulement qu'ils présentent les mêmes caractères que les cordeliers. Ils reçoivent dans leurs monastères des séculiers ², mais surtout des religieux de leur ordre. On rencontre cependant quelques rares lettres de cachet pour une détention dans des maisons étrangères. Encore ne furent-elles pas exécutées ³.

Les maisons de détention dont le recrutement était le plus homogène, étaient situées en Artois et en Bretagne. Si l'on fait la somme des ordres du Roi pour les Bons Fils de Saint-Venant, insérés dans nos quatre registres on constate que la quasi-totalité d'entre eux émanaient de plaintes formulées par l'évêque d'Amiens ⁴, contre des membres du clergé de son diocèse accusés presque uniformément de mauvaises mœurs... d'ivrognerie ou de folie.

Nous possédons, pour les années 1762-1767 une quinzaine d'ordres pour Saint-Venant : quatorze concernent des curés ou vicaires ; un seul est à l'adresse d'un carme déchaussé, sur réquisition d'ailleurs, de l'évêque d'Amiens. Sur les quatorze prêtres, treize lui sont redevables de cette preuve de la sollicitude royale : une moitié pour folie, l'autre pour ivro-

1. *Arch. Nationales*, 0¹ 190. *Dossier Poilly*, 25 décembre 1749.

2. Par exemple Bernard, curé de Saint-Martin d'Aguzan, Diocèse d'Alais, envoyé chez les Capucins de Notre-Dame d'Orient, 0¹ 191., 21 juin 1766.

3. Cf. le cas du Père *Philibert de Toulon*. *Ibid.*, 8 juillet 1771. « Ordre de le conduire à la Tour du Crest,... l'ordre a été renvoyé sans être exécuté.

4. Louis-François-Gabriel de la Mothe d'Orléans, évêque d'Amiens de 1733 au 10 juillet 1774.

gnerie ou, exceptionnellement, pour tyrannie ¹. Enfin, pour le dernier, l'auteur était l'évêque de Boulogne-sur-Mer.

En Bretagne, il existait plusieurs maisons de détention pour hommes. Les principales étaient : l'Hôpital de Saint-Méen-du-Tertre-de-Joué, près Rennes, et l'établissement administré par les frères de la Charité de Pontorson.

Pour cette maison, nous avons six ordres, dans 0¹190, concernant trois prêtres, deux curés et un chanoine. Tous sont Bretons, sauf un clerc de Tours, chef-lieu de la province ecclésiastique qui englobait la Bretagne. 0¹191 ne relève que deux lettres de cachet pour cette prison, de 1762 à 1767. Elles visent un chanoine de la cathédrale de Dol, interné, nous ne savons pourquoi à Saint-Yon, près Rouen, et transféré par ordre du 17 juillet 1766 à Pontorson. L'autre personnage intéressé était un carme déchaussé, le père Étienne Angelerme, « apostat de son ordre, vivant en séculier ».

Pour Saint-Méen nous avons de plus nombreux pensionnaires. Ici l'homogénéité est absolue. Sur treize cas, treize sont des curés ou vicaires de diocèses bretons, sans exception : quatre de Saint-Pol-de-Léon, trois de Rennes, deux de Nantes, autant de Saint-Malo, un de Treguier et un de Quimper.

La pratique que nous venons de décrire pour les monastères d'hommes, paraît avoir été la même dans les couvents de femmes : Ursulines et Bénédictines, comme les Clarisses recevaient dans leurs maisons des religieuses de communautés diverses ; et dans la plupart des cas on n'éloigne guère la détenue de sa maison d'origine ².

1. Dossier *Pourchel*, curé de Domart sur la Luce, 0¹ 191, 7 janvier 1764.

2. En voici quelques exemples : Une sœur Euphrasie de Bonnier, ursuline de Montpellier, détenue dans le couvent de son ordre au Pont-

Avant d'en terminer avec les geôles pour ecclésiastiques nous devons bien mettre en lumière l'extrême variété de celles-ci. Il est rare qu'une même maison ait reçu plus de deux ou trois locataires par an. Les quarante détenus chez des Cordeliers se répartissent en six ans dans vingt-deux monastères. A Saint-Méen, c'est en 1766 que l'on compte le plus grand nombre de nouveaux pensionnaires : ils sont cinq. En définitive, les deux cent soixante-seize ordres du Roi imposant une détention à des clercs, dans la période qui comprend les années 1762 à 1767, répartissent ceux-ci dans cent cinquante et une maisons différentes, pour une étendue de territoire formant à peu près les deux tiers du Royaume.

Ces mêmes caractères, nous les retrouvons dans les lettres de cachet pour laïcs : soixante-dix pour cent sont des ordres de détention, moitié dans des prisons royales, moitié dans des couvents. Pour la plupart, les hommes sont conduits dans les châteaux, qui jouent pour eux le rôle des séminaires pour les clercs. Pourtant on en rencontre quelques-uns dans des couvents de Cordeliers : à Montjean par exemple ¹, à Saint-Pourçain, à Limoux, pour mauvaise conduite ou folie. Les femmes sont en énorme majorité dans des monastères : beaucoup chez des Ursulines. Les motifs sont les plus divers : souvent ils ont pour origine des situations vaudevillesques : « pour éviter les mauvais traite-

Saint-Esprit, est transférée le 18 juillet 1763 dans celui de Notre-Dame de Largentière, sur la demande de l'évêque de Montpellier puis, le 27 août 1763, elle est de nouveau déplacée, sur demande de sa famille et envoyée au couvent des Ursulines de Pézenas ; 0¹ 191, à la date. Une religieuse ursuline de Thiers est envoyée, sur demande de M. de Blair de Boisemonte, Intendant d'Alsace, chez les clarisses de Moulins, *ibid.*, *Sœur Brinon*, 9 mars 1766.

1. *Arch. Nationales* 0¹ 246, *Cornulier de Laurière*, p. 12, *Gilles*, p. 3.

ments de son mari ¹ », pour mauvaise conduite, folie ², pour éviter qu'une fille de condition ne se déshonore, mais plus fréquemment encore leur caractère est tout différent. Il s'agit de femmes ou de jeunes filles de famille protestante, converties récemment et qu'il importe d' « arracher des bras des Protestants ³ » et d'instruire dans la religion catholique ⁴.

La façon dont est tenu le registre 0¹ 246 ne permet pas de se rendre compte de la proximité ou de l'éloignement relatif du lieu de détention choisi. Il ne renferme, en effet, aucune indication sur la situation sociale et le domicile du condamné. Toutefois il semble bien ici encore que l'on n'ait pas cherché à exiler les détenus en dehors des limites de leur province.

En résumé, on peut retenir, du dépouillement d'un nombre assez considérable de lettres de cachet, que les emprisonnements ordonnés par elles, étaient exécutés dans le lieu choisi par le demandeur, et à sa discrétion ⁵. Ce dernier lorsqu'il devait acquitter les frais de conduite et de pension, ce qui constituait la règle générale pour les laïcs, était surtout sensible à la modicité des charges d'entretien,

1. *Arch. Nationales* 0¹ 246. *Femme Pouzaire*, p. 43, 1737-1741.

2. *Ibid.*, 0¹ 193, 6 femmes habitant Bray sont envoyées aux Bénédictines de Péronne pour folie : elles se disaient « possédées », 3 juin 1775.

3. *Sœurs Sans*, 0¹ 246, 30 mai 1744, p. 66.

4. *Demoiselles Hérisson*, *ibid.*, 1740 et 19 septembre 1742, p. 42 ; *Galibert*, *ibid.*, 7 mai 1743, p. 52. *Femme Sourdan*, *ibid.*, p. 8.

5. Le sieur Jean-Baptiste Arnaud, fabricant de chandelles à Marseille, choisit pour son fils la Maison des enfants abandonnés d'Aix, malgré que l'Intendant lui ait fait remarquer que ce n'était pas une maison de force car, écrit-il en maintenant sa décision « la pension lui coûtait moins que partout ailleurs,... et il était sûr que des jeunes gens de Marseille y avaient été enfermés depuis peu et très bien gardés ». *Arch. des Bouches-du-Rhône C.* 4 120, pièce 36, 21 février 1776. L'Administration s'inclina devant ces raisons.

cette considération d'ordre matériel déterminait fréquemment le choix de la maison. Ajoutons, d'autre part, que, logiquement, le but recherché par les familles, était seulement de réduire à rien, par l'emprisonnement, une activité suspecte dans sa nature, et inquiétante dans ses conséquences. Il était pleinement atteint quel que soit l'éloignement ou la proximité du lieu de détention. Ce qui importait c'était surtout d'avoir l'assurance que le détenu serait bien gardé. L'expérience montrait trop souvent que cet espoir était présomptueux. Or, en cas d'évasion, il fallait être à même de prendre, dès que possible, les mesures nécessaires pour ramener le délinquant chez ses geôliers. On conçoit qu'à une époque où les moyens de communication étaient assez rudimentaires, surtout en province, les familles n'aient eu d'autre moyen d'intervenir rapidement que d'assigner au détenu une maison de retraite point trop éloignée de leur résidence. De la sorte le drapier de Dol apprenait dans la semaine, avec un peu de chance dans les deux jours, par la voix aux cent bouches de la rumeur publique, que son coquin de fils, récemment placé par sa sollicitude chez les Bons Frères de Pontorson menait joyeuse vie, après avoir reconquis de haute lutte une liberté d'autant plus chère qu'elle semblait devoir être courte.

Chez les ecclésiastiques, parfois il pouvait en être autrement. Tout était différent. Le demandeur, — dans bien des cas l'évêque, — était un personnage riche. Le clerc frappé, n'était généralement pas sans ressources : mense capitulaire, prébendes, revenus personnels ou casuels, bénéfices, permettaient au plaignant de laisser la pension et les frais de conduite à la charge du détenu. L'obstacle financier n'existait donc ici qu'à un moindre degré, d'autre part, le prêtre déplacé était puni presque toujours pour

scandale, violences envers ses paroissiens, intrigues ou insubordination. Dans chacun de ces cas il était bon d'éloigner le coupable suffisamment pour que le bruit de ses méfaits ne l'accompagne point dans sa nouvelle résidence. C'est ce qui explique l'existence de certains ordres tels celui du sieur Xaupi, grand vicaire de l'évêque de Perpignan qui reçut le 27 juillet 1744 une lettre de cachet l'exilant, non dans une maison de force, mais dans une ville bien éloignée de son diocèse, à Issoudun en Berry, sur la demande de M. de Pontet d'Albaret, Intendant de Roussillon « à cause des dissensions et des brouilleries qu'il excitait parmi la noblesse ».

En réalité, on a tout lieu de supposer que Xaupi se livrait à Perpignan à une agitation mi-politique, mi-religieuse, très en vogue alors ; il était un farouche opposant à la Bulle *Unigenitus*, et son évêque dut pressentir l'Intendant pour que celui-ci prenne sur lui de débarrasser la région d'un zéléateur par trop suspect. Il choisit, on en conviendra une villégiature dont le manque d'agrément contribua peut-être à rendre la victime plus opiniâtre dans ses erreurs ¹.

Il faut enfin prendre garde que, parfois, toujours pour éviter des frais inutiles, le demandeur libellait dans son placet, le nom de l'établissement le moins éloigné de la résidence provisoire du coupable, ou, plus généralement, réclamait, après son arrestation, sa conduite dans les prisons les plus proches ².

1. Xaupi devait poursuivre une carrière tourmentée et devenir doyen de la Faculté de Théologie de Paris. Cf. Ed. PRECLIN : *Les Jansénistes du XVIII^e siècle...*, p. 321, sqq., et *Nouvelles Ecclésiastiques*, 1765, p. 83.

2. En voici un exemple : Un sieur Donat, avocat au Parlement de Paris, est l'objet d'un « Ordre pour l'arrêter et le conduire dans les prisons les plus voisines de l'endroit où il sera trouvé » 0¹ 190, 10 décembre 1749.

C'est un des cas où l'ordre ne précise pas le lieu de détention. Il y en a beaucoup d'autres. Les plus fréquents sont ceux qui laissent aux plaignants le soin de fixer eux-mêmes, après réception de la lettre de cachet l'établissement choisi. On rencontre beaucoup d'exemples de cette espèce dans les affaires ecclésiastiques. Les Supérieurs demandaient un ordre du Roi contre tel de leurs clercs. Il était ainsi rédigé : « X... ordre de se retirer dans le couvent qui lui sera indiqué par son provincial ¹ » ou « ... Ordres adressés en blanc à M. l'Évêque de Cahors, pour la translation de cette religieuse dans... . Pension et entretien payés par sa maison de profession ². »

Les lettres de cachet, lorsqu'on consulte les relevés conservés aux Archives Nationales, manquent de précision sur la localisation géographique de retraites cependant précises pour les intéressés. Expliquons-nous. Les ordres du Roi n'envoyaient pas toujours les coupables dans des maisons de force. Les demandeurs, quelquefois indulgents, fixaient pour lieu d'internement le périmètre d'une ville ³, mais parfois aussi le domicile d'une personne désignée : le père ⁴, ou la mère ⁵ de l'intéressé, ou tel autre membre de sa

1. *Du Taillis. Arch. Nationales*, 0¹ 191, 21 septembre 1767.

2. *Goulejac et de la Chèze, ursulines de Cahors, Arch. Nationales*, 0¹ 191, août 1765. Le quantième n'est pas indiqué.

3. *Thomas, chanoine hebdomadier de l'église de Brioude. Ordre de se retirer à Grenoble*, a cause du procès qui existe entre les chanoines et les hebdomadiers. Sur demande de M. l'Évêque d'Orléans, le sieur Thomas doit jouir de tous les fruits et revenus de son bénéfice comme s'il y était. 0¹ 191, 17 novembre 1766.

4. *Lavenant, prêtre du diocèse de Tréguier. Ordre de quitter le Collège de Tréguier et de se retirer chez son père*, pour avoir empêché la rentrée des classes du collège de cette ville son esprit étant égaré. Sur demande de l'Évêque de Tréguier, 19 octobre 1745, 0¹ 190.

5. *Demoiselle de Vignes. Permission de se retirer chez sa mère pour se guérir d'un mal d'yeux*, 0¹ 246, p. 25.

famille ¹, et même des tiers ². Ou bien il arrivait que provisoirement un détenu malade fut autorisé, par ordre royal, à passer un temps variable, mais toujours spécifié, dans une ville d'eaux, ou à la campagne pour se soigner ou se reposer. La prolongation ou le renouvellement de pareilles faveurs faisait toujours l'objet d'une lettre de cachet ³ :

Enfin on pouvait se voir assigner des lieux de détention si vastes ou si peu rigoureux que la peine prenait alors plutôt le caractère d'un exil que d'un internement. Tel laïc qui recevait l'injonction de se retirer sur ses terres, tel clerc auquel défense était seulement faite de sortir de son bénéfice ne paraissent guère avoir été à plaindre.

La localisation était plus large, la détention moins stricte, lorsque la lettre de cachet assignait comme résidence une ville. Elle pouvait faire mieux encore en désignant une

1. Chez un frère ou une sœur : *Thiébaud, Religieuse de Praslon* : « Permission à la sœur Thiébaud de sortir de la maison du refuge et d'aller demeurer jusqu'à nouvel ordre chez sa sœur à Mornay-en-Comté », 0¹ 190, 29 juin 1747.

2. *Gastier, prêtre du Diocèse d'Aix* auprès de M. l'Archevêque d'Aix : « étant d'une humeur trop vive, ayant été dans un autre diocèse et n'écoulant point ses remontrances », 0¹ 190, 30 août 1749. *Rayer, ci-devant curé de Chenonceaux*, 14 novembre 1746 : « Révocation des ordres précédents, et permission au Père Reynier, prieur des Bénédictins de Vendôme, de le recevoir dans son monastère où il a envie de se consacrer à Dieu. » 0¹ 190, 18 février 1746. Chez un laïc : chez le sieur La Coste, maître de Pension à Aubenas : *Dossier Lobre* 0¹ 246, 21 juin 1742, p. 37, et *Dossier Granier*, 20 avril 1745 : « Permission au sieur Icard de retirer le sieur Granier de ce couvent [Les Cordeliers de Saint-Pierre-de-Canon] et de le garder chez lui à condition de le représenter quand il en sera requis » 0¹ 190, p. 7, janvier 1742.

3. *Barrière, curé de Puimisson, diocèse de Béziers*, 6 novembre 1750 « Permisison d'aller passer six mois à Toulouse, sur le consentement de son évêque afin d'y prendre les eaux ». 0¹ 190, 24 mai 1749, Voici un autre cas de permission d'aller se soigner : *Bresson, Religieuse de la Visitation de Nevers* : « Permission de sortir pour six mois des Bénédictines de Cosnes-sur Loire où elle est par ordre du Roi, pour aller se guérir à Paris d'une tumeur qu'elle a sur l'œil » 0¹ 190, 3 novembre 1746 et « 14 mai 1747 : autre prolongation de six mois pour achever sa guérison ».

circonscription ecclésiastique¹ ou administrative². Le terme de l'évolution était le bannissement hors du Royaume. Ces derniers cas étaient très rares, et nous n'en n'avons pas rencontré cinq, sur les deux mille six cents ordres que nous avons dépouillés, exception faite des peines de relégation aux Indes ou « aux Iles » infligées à de jeunes vauriens dont l'opiniâtreté dans la malfaisance, sanctionnée par diverses mesures répressives, avait définitivement découragé la famille.³

Toutes ces constatations ne peuvent en dernière analyse que confirmer l'impression d'ensemble déjà dégagée antérieurement : à savoir que les lettres de cachet participent à la fois à des mesures de police et d'administration ; pour les familles, il s'agissait d'arrêter l'activité pernicieuse du coupable, et, pour ce faire, de l'enfermer dans une maison où il serait gardé aux moindres frais ; pour les ordres monastiques et le clergé séculier, il importait de restreindre le scandale que causait aux yeux des fidèles, la mauvaise conduite de certains ecclésiastiques, et d'appliquer à ceux-ci des mesures de pénitence. Ces diverses considérations guidaient en règle générale le choix des plaignants dans leur désignation des maisons de détention.

1. *Jolineau*, 13 mars 1741, 0¹ 190. « Ordre de sortir du Diocèse de Nantes et de se retirer dans celui de Rennes parce qu'il met le trouble dans les familles de la paroisse de Saint-Colombin où il est vicaire », et *Martin*, *ibid.*, 9 novembre 1741. « Ordre de sortir du Diocèse de Lodève et de se retirer dans celui de Rodez ».

2. *Du Tierre*, 0¹ 190, 21 juin 1763. « Ordre de se retirer dans la province du Maine. »

3. Cf. 0¹ 246. Il faut remarquer que ces cas spéciaux sont des exceptions. 95 p. 100 des ordres du Roi que nous sont passés sous les yeux enjoignaient au destinataire de se retirer dans une maison de force ou donnaient l'ordre de l'y conduire. Bien entendu nous ne considérons ici que les lettres de cachet au sens étroit de terme, c'est-à-dire comportant une suppression ou une limitation de liberté.

CHAPITRE V

LES RÉGIMES DE DÉTENTION

Le système des lettres de cachet supposait, quant aux détentions, un régime différent suivant le lieu de l'incarcération. Il est évident qu'il n'y avait pas un règlement intérieur commun aux maisons religieuses qui consentaient à garder les coupables. De sorte que trois facteurs jouaient un rôle au point de vue de la rigueur plus ou moins marquée de l'emprisonnement : l'emplacement et l'état des bâtiments ; la règle de l'ordre et la façon dont elle était appliquée, enfin et surtout le prix de la pension. Certains historiens ont tracé un tableau assez agréable du régime de quelques maisons de force particulièrement connues. Mais ici encore il faut songer que la majeure partie des prisonniers par lettres de cachet était enfermée dans des couvents, et non dans des châteaux.

Les renseignements que nous donnent les registres d'expédition des Archives sont tous relatifs au montant de la pension. Mais c'est ailleurs qu'il faut rechercher ce que représentaient de soins et de confort les quelques centaines de livres que les geôliers exigeaient.

Grâce aux excellentes études d'Étienne DUPONT nous possédons de précieux détails sur la vie des prisonniers détenus au Mont-Saint-Michel ¹.

1. Et. DUPONT. *Les Exilés d'ordre du Roi au Mont Saint-Michel*, 1920 et *Les Prisons du Mont Saint-Michel*, 1913.

Ils étaient soumis à un règlement établi par le sieur Mesle, subdélégué à Avranches et mis en vigueur le 30 août 1772 ¹. Mais ce règlement ne fixait pas le prix de la pension, qui restait à débattre entre la famille de l'individu qu'on allait incarcérer et l'économe de l'abbaye. Au sujet de celle-ci, deux tarifs étaient en vigueur : un à huit cents livres (régime au vin) l'autre à sept cents (régime au cidre) : aucun des deux ne comprenait le blanchissage, le trousseau, l'éclairage, le chauffage, les gages des domestiques, du barbier et du chirurgien. Toutefois, le prieur se chargeait de tout y comprendre, en dehors du trousseau (même le supplément pour « petites douceurs ») pour neuf cents livres, dont la moitié payable d'avance ².

La pension comportait : pour le petit déjeuner « une demi-livre de pain blanc, avec beurre ou fromages, une pinte de cidre ou un septier de vin. Au dîner, on servait : de la soupe, une pièce de bœuf ou de veau, une petite entrée faisant environ une livre de viande, une ou deux assiettes de dessert, une pinte de cidre ou un septier de vin de Bordeaux ³. Au souper : une salade ou des légumes cuits, un rôti de trois quarterons, et un dessert. Enfin, une fois par semaine au moins, au lieu de viande de boucherie, on servait poulardes, pigeons, poulets, canards, lapins et autres gibiers ⁴. Portions et plats étaient les mêmes pour tous ⁵.

Comme on le voit, le menu semble copieux. Mais il n'est pas certain que la réalité ait été aussi succulente et les pri-

1. *Arch. du Calvados*, C. 478.

2. Ed. DUPONT, *op. cit.*, p. 19, et A. JOLY, *Les Lettres de Cachet dans la Généralité de Caen*, p. 39.

4. *Extrait du Règlement*, art. xvii-xx.

3. A. JOLY, *Du sort des Aliénés dans la Basse Normandie*, Appendice note 1, p. 28 sqq.

sonniers se plaignaient vivement et très souvent ¹. Nous ne pouvons nous rendre compte du bien-fondé de ces récriminations, peut-être dues au caractère des détenus aigri par la privation de liberté ; mais il faut noter qu'elles étaient assez répandues. Le Père Esprit de Bourges, capucin interné par ordre du Roi au couvent des capucins de Toulouse, se plaint « qu'on rogne de moitié sa part de nourriture, qu'on ne lui donne que de l'eau rougie au lieu de vin, qu'il ne peut sortir pour aller voir son médecin à deux pas du couvent ² ».

L'administration tenait compte de ces réclamations. Le Secrétaire d'État prescrit au subdélégué d'Avranches de faire de fréquentes inspections inopinées notamment à l'heure des repas ¹. De même, le subdélégué de Toulouse, ému par les plaintes du Père Esprit de Bourges intervient en sa faveur auprès de ses geôliers ².

Le Mont-Saint-Michel était une maison coûteuse. Beaucoup de lieux de détention étaient moins onéreux ; même parmi les châteaux, celui du Taureau ³, véritable Bastille de la Bretagne, recevait quelques pensionnaires pour une pension dont le montant, très variable, allait de trois cent quatre-vingts à six cents livres par an. Le capitaine du château était rémunéré par une retenue de quarante livres sur celles-ci, de vingt sur celles-là. Les détenus n'étaient jamais plus de onze (et ce chiffre fut atteint seulement en 1749 et en 1775). Aussi les repas étaient-ils pris en commun, sans tenir compte du chiffre de la pension. Le menu du dîner comportait de la soupe, comme au Mont-Saint-Michel, du

1. Et. DUPONT, *op. cit.*, p. 15.

2. A. PUIS, *Les Lettres de Cachet à Toulouse au XVIII^e siècle*, p. 97.

3. Sur le château du Taureau, cf : *L'Illustration*, 7 août 1937, n° 4927, p. 447.

FUNCK-BRENTANO, *Les Lettres de Cachet*, p. 162, et *Arch. d'Ille-et-Vilaine*, C. 159.

bœuf bouilli (huit livres pour onze convives), un rôti de veau et trois poulardes ; pour le souper un rôti de dix à onze livres et une forte salade.

Si la nourriture était acceptable, le confort ne l'était pas moins. Chez MM. les Exilés du Mont-Saint-Michel, le couchage se composait d'une couchette sans rideaux ni housse dans la crainte qu'on en abusât pour faire des cordes et s'évader, deux matelas, une paillasse, un traversin, deux couvertures l'hiver et une l'été. Si un prisonnier désirait avoir un chauffage suffisant il devait payer son bois ; s'il se contentait du feu autour duquel les détenus faisaient cercle, le soir à la veillée, il n'avait rien à payer, le bois étant alors fourni par le monastère. Enfin il était entretenu de nombreux domestiques pour servir les « exilés ¹ ».

En somme, pour une moyenne de cinq cents livres on était assuré, en principe, d'un menu copieux : mais, en général, les prix de pension étaient plus modestes. Dans le Nord, les maisons administrées par les Bons fils du Tiers-ordre de Saint-François, à Saint-Venant, à Lille et à Armentières, recevaient des pensionnaires pour trois cent soixante-quinze et trois cents livres ². Assez souvent sur les relevés que nous avons dépouillés, lorsque le taux de la pension a été indiqué, on constate qu'il n'excède guère trois cents livres, et plus souvent encore il n'atteint pas cette somme : Le sieur Dagues, curé de Liencourt, diocèse de Noyon, « pour avoir fait un enfant à sa nièce » sera détenu à l'hôpital Royal de Saint-Venant, diocèse de Saint-Omer, moyennant une pension de deux cent cinquante livres par an payée sur les revenus de la cure ³. Le chanoine Granier, de l'église Sainte-

1. A. JOLY, *op. cit.*, p. 29-30.

2. FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. 168.

3. *Arch. Nationales* 0¹ 190, 20 décembre 1747.

Aphrodise-de-Béziers, est conduit au couvent de Notre-Dame-des-Anges sur la demande de son Évêque, à cause de ses débordements qui scandalisent la ville et le diocèse ; et une pension de deux cents livres, payée par son chapitre, est jugée suffisante pour sa subsistance ¹. Un père Fraisse, Augustin, est enfermé à la tour Châtimoine, à Caen, « à raison de deux cents livres par an assignées sur le trésor royal pour sa nourriture et son entretien ² ». A Bicêtre, à la Salpêtrière, sections de l'Hôpital Général, cent-cinquante livres suffisaient pour un détenu ³. On devine quel devait être le régime de ces maisons de force.

Parfois d'ailleurs, la situation même de celle-ci la rendait peu habitable ; c'était par exemple tout particulièrement le cas du fort de Brescou ⁴, bâti sur un îlot rocheux à deux kilomètres au sud d'Agde ; les prisons, creusées dans le roc « étaient de sombres et fétides cachots ». Le régime était féroce, la surveillance étant assurée par des soldats et des artilleurs. Les détenus se plaignirent en 1752. En 1790, ils étaient encore dix-neuf, et, dans une requête, ils se qualifiaient de manière un peu déclamatoire, mais non sans quelques motifs de « squelettes languissants marqués du sceau fatal de la mort ». Cela tenait en partie aux circonstances qui rendaient leur prison inaccessible, et leur approvisionnement en vivres précaire et très onéreux.

Il en était de même pour le château de Ferrières, près Castres, forteresse croulante, dominant l'Agout, dont les prisons étaient en très mauvais état ; aussi était-ce uniquement sa décrépitude qui lui valait de recevoir, depuis 1735

1. *Ibid.*, s. d. [10 fév. 1748 ?].

2. *Ibid.*, 2 mai 1747, 13 mars 1749.

3. FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. 186.

4. A. PUIS, *op. cit.*, p. 109-115.

seulement, des prisonniers par lettre de cachet. Auparavant, et surtout en 1728, il avait servi de lieu d'incarcération aux religionnaires ¹. Le Fort de Joux n'était guère plus attrayant « nid de hiboux égayé par des invalides » au dire de Mirabeau qui en avait reçu l'hospitalité ².

Bien d'autres maisons étaient d'un séjour peu agréable par suite de la sévérité des gardiens. Tels l'hôpital de Saint-Meen, près Rennes, la tour Châtimoine, à Caen ³, le couvent des Frères de la doctrine chrétienne d'Angers, le château de Lourdes, et, vu les motifs de leur détention, les ecclésiastiques exilés dans des séminaires, souvent administrés par des Jésuites, n'avaient pas lieu de s'en féliciter.

Mais, à côté de ces tristes geôles on comptait de nombreuses maisons auréolées en quelque sorte d'un renom de bonne hospitalité : Saint-Yon, près Rouen, par exemple, établissement tenu par les frères de la Charité, comportant une très belle propriété et où certaines personnes venaient se retirer volontairement. La Charité de Pontorson également, comme les Récollets de l'Ile Verte : un certain abbé Le Moulmier demande à y être transféré (il était détenu dans l'hôpital de Saint-Méen ⁴).

D'ailleurs l'exil d'un personnage pouvait être adouci par des faveurs diverses. La principale consistait à lui accorder l'autorisation de quitter pour un temps sa pri-

1. A. PUIS, *op. cit.*, p. 101 sqq.

2. FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. 165.

3. A. JOLY, *op. cit.*, p. 15 et sqq.

4. *Arch. d'Ille-et-Vilaine*, C. 197. Le Château de Pierre-Encise était un séjour acceptable pour les grands personnages fortunés. Le Duc d'Olonne y faisait des dettes malgré une pension de douze mille livres. On lui prêtait une maîtresse qui lui rendait visite à la prison très souvent. « Ce qui est on ne peut plus contraire au bon ordre qui doit régner dans une maison telle que Pierre-Encise », écrit le Secrétaire d'État au commandant du château le 7 mai 1769, *Arch. Nationales*, 0¹ 411, p. 334.

son : dans un but précis, soit pour régler des affaires de famille, soit pour raison de santé. Le sieur Dièche prêtre du diocèse de Rodez, avait reçu en 1743 l'ordre de s'en éloigner de quinze lieues « par rapport à son esprit de révolte ». Un ordre du 29 janvier 1746 lui permit de rester « trois mois à Rodez », et d'aller de temps en temps à Cordes « pour y terminer les affaires de sa famille et celles de l'abbaye de Bonneval¹ » ; c'est encore le cas d'un chanoine de Mende, Combes du Claux qui, exilé de son diocèse, reçoit successivement le 2 septembre 1750 un ordre du Roi lui accordant « la permission d'aller prendre les eaux et les bains pendant trois mois dans le Gévaudan, » le 24 juillet 1751, « une autre permission de trois mois pour aller prendre les eaux », et le 7 juin 1752 une dernière lettre nous apprend le nom de la station thermale : Bagnols-en-Saliège en accordant une troisième permission de trois mois.

On doit reconnaître que ce sont surtout les titulaires d'ordres d'exil plus que ceux d'ordres de détention qui bénéficient de pareilles faveurs ; toutefois nous devons noter qu'on rencontre des cas de ce genre : tel celui, rapporté plus haut de la sœur Bresson, religieuse de la Visitation de Nevers, qu'une lettre de cachet fixe chez les Bénédictines de Cosne. Elle obtient de sortir de ce couvent pour aller se faire soigner à Paris d'une maladie d'yeux. (*Archives Nat.*, 0¹190, 3 novembre 1746 et 14 mai 1747).

Il n'en est pas moins vrai que les détenus n'étaient pas

1. *Arch. Nationales*, 0¹190, 8 mai 1743, 29 janvier 1746.

2. *Ibidem*, *Combes du Claux*, 2 septembre 1750. D'Espinasse, archidiacre de Nantes, exilé de cette ville, reçoit en 1747 la permission de s'y rendre et d'y passer six mois « pour y terminer ses affaires. » *Sœur Dominique de la Lune*, 0¹192, 12 juin 1770. *Père Beaume, Cordelier*, *ibid.*, 31 juin 1773, « Permission d'aller à Bagnols retirer les effets qui lui appartiennent. » *Perrez* 0¹192, 11 mai 1770, ordre de se retirer au Séminaire d'Auxerre..., 21 décembre 1770 : Permission de s'absenter quinze jours.

unanimes à se satisfaire du régime de leur prison. Au Mont Saint-Michel ils se plaignaient fort, ailleurs aussi, pourrait-on penser. L'écho de ces plaintes n'apparaît pas dans les inspections que les Subdélégués faisaient des établissements de leur circonscription. Lorsqu'on parcourt le dossier C. 158 des Archives d'Ille-et-Vilaine, où sont conservés les rapports de ces fonctionnaires, on remarque que la plupart des détenus sont portés comme étant « tranquilles et exacts ¹ ». En réalité, ils accumulaient placets sur récrimination. Un assez grand nombre, à bout de patience, ou bien peu confiants dans la bienveillance des pouvoirs publics, ne voyaient d'autre salut que dans la fuite. Les évasions étaient multiples et, semble-t-il sans grand danger. Nous avons vu que le principal souci des familles était d'obtenir l'assurance que le prisonnier serait bien gardé. Le souci correspond à une crainte qui était loin d'être sans objet. Sans rappeler les exploits de l'infatigable Latude, bon nombre chérissaient assez la liberté pour tenter l'impossible afin de la recouvrer. L'administration centrale restait désarmée devant ces audaces. Au surplus, c'était affaire entre les familles et les geôliers. Et elle restait sereine devant cet aspect un peu anarchique de la police. Un sieur Bourgault, prêtre du diocèse de Saint-Brieuc avait été enfermé à l'hôpital de Saint-Méen par ordre du Roi du 18 février 1769. En 1789, par une lettre du 4 décembre, le Secrétaire d'État, le comte de Saint-Priest écrivait à l'intendant de Rennes, M. de Rochefort : « Il paraît qu'il n'est plus dans cette maison. Je ne vois pas cependant que la liberté lui ait été rendue. » Néanmoins, il accepte le fait accompli, et,

1. *Arch. d'Ille-et-Vilaine, C. 158.* Personnes détenues ou exilées par ordre du Roi, 1772-1786. Rapport du Subdélégué de Vitré.

sans plus insister expose l'objet de sa lettre comme si de rien n'était : « Au reste comme l'intention de Sa Majesté est qu'il ne subsiste plus d'ordre contre cet ecclésiastique, je vous en envoie un qui annule ceux de sa détention. Vous voudrez bien le faire remettre à ce supérieur ¹ . » Un certain chanoine de Tours offre l'exemple des catastrophes cachées qu'entraînait le système de répression par lettre de cachet. Pour « dérangement de sa tête » un ordre l'avait exilé chez les Cordeliers de Montjean. Son aliénation mentale n'était cependant pas telle qu'il ne s'aperçût combien sa détention était injuste et rigoureuse. Il s'évada, parce qu'il était « mal nourri et mal soigné ». Une nouvelle lettre de cachet, du 18 novembre 1745 fut décernée contre lui, sur la demande de l'archevêque de Tours « étant plus fou que jamais et s'étant sauvé des Cordeliers de Montjean ² ». Mais ce qui est le plus curieux, c'est que cette détention ne paraît absolument indispensable, ni pour éviter les désordres de cette folie, ni pour punir une évasion, que l'auteur de la demande semble justifier, puis qu'il fait état des raisons de cette fuite, car le prélat ajoute une restriction à sa requête : « à condition que la pension soit payée par son chapitre . » Nous saisissons encore une fois l'importance capitale de l'imputation des frais d'entretien.

Au Mont Saint-Michel, les évasions étaient fréquentes ³, malgré les précautions prises « le soir, pour plus de sûreté on enlève aux prisonniers leurs vêtements, afin de les empêcher

1. *Arch. Nationales*, 0¹ 192, 18 février 1769, *Bourgault*, et *Arch. d'Ille-et-Vilaine*, C. 158.

2. *Jouan*, *Ibid.*, 0¹ 190, 18 février 1745.

3. FUNCK-BRENTANO, *op. cit.*, p. 167.

de s'évader la nuit ce qui est arrivé plusieurs fois ¹ ». En dehors de l'évasion, moyen périlleux et précaire de recouvrer la liberté, il fallait attendre le bon plaisir de celui qui avait demandé l'ordre. En principe c'était à lui seul qu'il appartenait de régler le détail de la détention du coupable, et, par conséquent, d'y mettre fin.

Cependant il pouvait se produire un certain nombre de cas où il en allait autrement. Les plus fréquents étaient les transferts. En réalité, ceux-ci répondaient à divers motifs. Assez souvent il s'agissait de déplacer un religieux de son couvent dans une autre maison de son ordre par mesure disciplinaire. Ce fut le cas, dans la grande querelle entre acceptants et appelants, pour de très nombreuses religieuses suspectes d'hostilité à la bulle *Unigenitus*. Mais ce qui nous intéresse ici ce sont surtout les transferts d'un lieu de détention dans un autre ; trop souvent nous en ignorons les motifs. Parfois cependant nous apprenons que ce changement de prison est causé par le manque de confiance du plaignant dans la bonne garde exercée sur le détenu par ses geôliers primitifs : c'est le cas du Père Martinière, capucin de Poitiers qui, détenu une première fois dans un couvent de son ordre à Besançon pour rébellion aux ordres de son supérieur, est transféré un an et demi plus tard dans le couvent des capucins d'Angers « pour y être gardé avec plus de sûreté ² ». Dans d'autres cas, une nouvelle résidence est assignée au personnage

1. Rapport de M. Couraye du Parc, conseiller du Roi, vicomte et délégué de Granville, commissaire nommé par le Roi en 1786, pour faire dans l'Abbaye et Maison du Mont Saint-Michel une visite exacte de tout ce qui concerne les personnes qui y sont détenues, cité par A. JOLY, *op. cit.*, p. 28, note 1.

2. *Arch. Nationales*, 0¹191. *Martinière*, 19 juin 1766-12 décembre 1767.

trop difficile à garder ¹. Le sieur La Martinière (il n'a rien de commun avec le capucin dont nous avons parlé plus haut), curé d'une paroisse d'Angers, reçoit le 30 octobre 1742 l'ordre de sortir d'un lieu où il était exilé, et de se retirer dans un couvent de Récollets près Durtal, « attendu qu'il scandalise la ville de Craon en ne gardant pas son exil et qu'on veillera sur sa conduite dans ce couvent des Récollets ² ». Plus souvent il semble que le changement de résidence ait été accordé par mesure de faveur à un prisonnier de bonne conduite et sur sa propre requête. Il y en a de nombreux cas, nous n'en citerons qu'un à titre d'exemple : la Sœur Massol, ursuline de Dijon bénéficie le 13 novembre 1743 d'un ordre du Roi qui lui permet de sortir du couvent des sœurs de la Charité de Vannes et d'aller dans celui des Ursulines de Rennes. Ce genre de faveurs était dans certains cas le signe précurseur de la fin de la détention. Restait enfin un dernier motif courant de déplacement : lorsque le lieu primitif d'exil était supprimé ou devait être évacué. C'est ainsi qu'en mai 1741, le maréchal d'Asfeld, gouverneur du château du Taureau, demanda que cette prison fût évacuée par ses pensionnaires à cause des réparations qu'on était obligé d'y faire ³. Il en fut de même pour la citadelle de Belle-Ile. Voici enfin le cas complexe d'une religieuse

1. *Ibid.*, *Pech*, curé du Diocèse de Mirepoix, 30 juin 1767, 29 décembre 1767. Quelquefois le caractère trop indépendant du détenu était entretenu dans son état de révolte par les codétenus. Une lettre de cachet, y mettait fin par un ordre de transfert. Exemple *Sœur Mazenol*, *Ursuline d'Aubagne*, 0¹ 190, 19 octobre 1745.

2. Nous ne reparlerons pas ici du cas où la maison de détention n'étant pas payée refusait de garder un pensionnaire à ses frais. On en trouvera un exemple de plus dans l'affaire du curé de Saint-Vincent de Nantes, *Dorvaux*, 0¹ 190, 11 avril 1747, 20 octobre 1748, 24 juillet 1750.

3. *Aff. Montalembert*, *Boisson*, *Basal et consorts*, 0¹ 246, p. 17.

qui, en quelques années, fut l'hôte de plusieurs couvents. Il s'agit de la Sœur Durand. Le 5 décembre 1749 une lettre de cachet demandée par l'Évêque de Senez la fit passer du refuge d'Aix ¹ dans la maison des Ursulines de Draguignan « ce lieu étant plus convenable pour elle ». Le 5 août 1750, nouvel ordre de transfert, cette fois chez les Ursulines de Castellane, « le couvent de Draguignan devant être supprimé », la demande était signée de l'évêque de Fréjus, dans le diocèse duquel était situé Draguignan... Le 26 septembre de la même année, sans que nous sachions pourquoi, la Sœur Durand passait chez les Bernardines de Voiron pour quelques mois, et le 8 décembre 1751, revenue au monastère de Castellane, elle était libérée ².

La libération était évidemment le terme habituel d'une mesure de rigueur imposée par lettre de cachet, elle n'était pas toujours complète immédiatement, et comportait souvent plusieurs étapes. Une première prescription accordait une liberté restreinte à l'ancien détenu comme celle dont le sieur Folcher de la Capelle bénéficia, lorsqu'il reçut la permission de se retirer dans la ville de Vabres, siège de son évêché, avec défense de paraître dans le diocèse d'Albi ; puis, un ordre ultérieur lui rendait le droit d'aller « partout où il voudrait ³ » et complétait ainsi les dispositions du premier arrêt. Pareillement le sieur Gouder reçoit le 13 janvier 1741 l'ordre « qui lui permet d'aller partout où bon lui semblera, à l'exception du diocèse de Rennes, « d'où il ne pourra approcher de plus près

1. Les refuges étaient des maisons de détention pour femmes, administrées par des religieuses, sous le contrôle des notables du lieu. La pension y était, en général, faible et le régime souvent rigoureux.

2. *Arch. Nationales*, 0¹ 190, *Durand*, 6 décembre 1749.

3. *Ibid.*, 9 mars 1745 ; 15 mars 1747, 28 septembre 1748.

de dix lieues », et le 20 août 1741, un premier délai d'épreuve s'étant écoulé sans incident, ou décerne en sa faveur un « ordre pour sa liberté ».

Les raisons qui motivaient la libération d'un détenu étaient variées. Souvent nous les ignorons, et logiquement on peut être amené à penser que la bonne conduite, un retour à une plus juste compréhension des devoirs sociaux, l'affirmation répétée de la sincérité d'un repentir tardif, la promesse d'éviter le retour de ses erreurs passées, toutes ces raisons militaient en faveur des mesures de clémence.

Cela est vrai, et nous avons trouvé des exemples qui confirment expressément cette supposition. Le sieur Delmas, curé du diocèse de Nîmes, s'était vu enfermer dans le séminaire de cette ville « vivant crapuleusement, et d'une avarice sordide, étant toujours mal vêtu et buvant et ivrognant avec tout le monde ». Six mois de méditation lui suffirent sans doute pour apprécier l'intérêt d'avoir une tenue plus digne ; son évêque, en tous cas, demanda un ordre pour sa liberté « ce prêtre s'étant corrigé ¹ ». Pour d'autres la formule est à peine différente : « parce qu'il (le détenu) a promis de se mieux comporter à l'avenir », « ayant changé de sentiments », etc.

Mais on demandait parfois révocation des ordres pour des motifs très différents. Le curé Desbrandes, de Saint-Michel-sur-Charente, avait été envoyé par l'évêque d'Angoulême chez les Cordeliers de Bois-Ferru, « ayant enceinté une fille de ses œuvres ». Le 9 juillet 1751 le prélat demandait une révocation des ordres en sa faveur « ayant résigné sa cure à son frère ». Cet exemple est caractéristique du

1. *Arch. Nationales*, 0¹ 190, 16 mai 1749.

but des lettres de cachet. Ce que l'on recherchait en les employant c'était moins une peine contre un coupable qu'un moyen d'éviter un scandale en éloignant le coupable du lieu de ses méfaits. Le cas que nous venons de citer est loin d'être unique¹. Évidemment beaucoup de détenus passaient leur temps, en prison, à rédiger des placets pour justifier leur conduite. Ils en fatiguaient l'auteur de leur infortune, ou, plus utilement, un personnage puissant susceptible de prendre leur défense, et le plaignant se laissait fléchir par lassitude ou pour être agréable à l'avocat bien en cour, de leur victime.

D'autres fois, nous avons lieu d'être plus surpris. Un sieur Sauviguier de Lougrais, est libéré le 21 août 1741 « à cause de son mauvais esprit² ». Sans doute parce qu'on le jugeait capable d'avoir une pernicieuse influence sur les autres détenus, ou parce qu'il donnait trop de peine à ses gardiens. Un autre subit un sort encore plus digne d'envie. Il sortit de sa retraite pour recueillir une succession considérable. Une femme Kermanguy voit les portes de la prison s'ouvrir pour un motif plus pertinent « sa fille étant morte et ses affaires demandant sa présence ».

Restait enfin une dernière raison très grave de libérer un détenu : c'est lorsqu'il était avéré qu'il y avait eu erreur ou fausses accusations. Les cas de ce genre n'étaient pas rares. En voici un particulièrement émouvant : Le sieur Audouard avait fait enfermer sa femme au refuge d'Aix, se plaignant de ses débordements. L'enquête du

1. Cf. *Le Mau, vicaire de l'église de Saint-Martin de Tours. Arch. Nationales*, 0¹ 190, 17 décembre 1748, il causait un « scandale étonnant par ses ivrogneries », enfermé à l'hôpital de Tours il en est libéré le 7 décembre 1750 « ayant permuté » et Fournier, *ibid.*, 24 juillet 1750.

2. *Arch. Nationales*, 0¹ 246, p. 25.

subdélégué, menée un peu légèrement, avait confirmé le bien-fondé de ces doléances. La femme Audouard adressa, dans une requête éloquente, une protestation contre les accusations de son mari, à un haut personnage, le duc de Villars, gouverneur de Provence : « Je demande, mains jointes, justice à votre Grandeur, pour ma justification aux yeux du public. Quant à ceux de Dieu, je n'ai rien à me reprocher pour ce qui concerne mon devoir, nous en jugerez par les attestations de mon voisinage, tant à la ville qu'à la campagne où je suis restée quatorze ans à dévorer en secret tous les chagrins les plus inouis, chargée d'une nombreuse famille que mon mari a rendue misérable par son peu de capacités... La preuve des vérités que j'avance est qu'il n'est pas probable qu'une femme de quarante ans mère de quatorze enfants se soit mise en cas de mériter le refuge. » Douze témoins, ses voisins et sa propre belle-mère appuyaient ses dires. Le duc de Villars agit auprès du ministre de la Maison du Roi, qui trois mois plus tard adressait à M. de la Tour, Intendant d'Aix, l'ordre de rendre à cette dame la liberté¹ « au plus tôt ».

Il reste une dernière et fort importante question à étudier. La détention par lettre de cachet ne comportant pas à l'avance de terme, quelle était pratiquement la durée de la peine. Nous sommes assez souvent renseigné par les indications succinctes portées sur les relevés d'ordres du Roi, car, dans un grand nombre de cas, la mention de la date de l'ordre libératoire a été portée, nous l'avons déjà dit, immédiatement après celle de l'ordre de détention.

1. *Arch. des Bouches-du-Rhône*, C. 4120, aff. Audouard, pièce 80.

Voici, pour l'année 1741 une quinzaine de personnes au sujet desquelles nous pouvons calculer la durée de la peine. Nous obtenons le résultat suivant : moins d'un mois : néant ; de un à trois mois : deux ; de trois à six mois : une ; de six mois à un an : trois ; de un à deux ans : quatre ; de deux à cinq ans : quatre ; plus de cinq ans : une qui dura du 29 mars 1741 au 12 avril 1750. En 1743 sur vingt et un ordres on en compte un seul d'une durée inférieure à un mois, un également pour moins d'un trimestre, trois pour plus d'un trimestre, le même nombre pour plus d'un semestre, trois pour un an, cinq pour plus d'un an et moins de deux, cinq pour une durée supérieure dont un pour quatre ans et demi. Le registre 0^e246 pour l'année 1742, donne des résultats analogues : sur une vingtaine de lettres de cachet où les deux dates soient portées douze comportent une pénalité de plus d'une année, dont quatre d'une durée supérieure à cinq ans. Les états des détenus fournis par les Intendants révèlent des cas étonnants. Un sieur Duchesne, curé de Rennes, interné à Saint-Yon par un ordre du Roi du 26 avril 1741, y était encore détenu en 1757. L'état dressé en 1759 (1^{er} août), des prisonniers enfermés par lettre de cachet dans les prisons et maisons de Bretagne ¹ est absolument saisissant. Sur une centaine de personnes intéressées : trois seulement avaient été punies en 1759, une trentaine entre 1756 et 1758 inclusivement, autant entre 1751 et 1755, et on n'en compte pas moins d'une quinzaine dont l'ordre remontait à plus de dix ans, dont cinq antérieurs à 1740. Il est intéressant d'examiner les motifs qui justifiaient une pareille incarcération. La moitié, cela se

1. *Arch. d'Ille-et-Vilaine, C. 158.*

conçoit étaient fournis par la démence. Évidemment tant qu'elle durait il n'y avait pas de raison que l'ordre d'internement fût rapporté. Les autres sont variés : violence, impiété, ivrognerie, libertinage, vie scandaleuse. Ici encore il faut tenir compte que les familles dont les enfants menaient une vie déréglée étaient peu tentées de les remettre rapidement en liberté. Pendant la détention les parents avaient l'assurance que leur progéniture ne risquait pas de les déshonorer.

Cependant l'administration, très tardivement il faut le reconnaître, sentit combien la durée arbitraire des peines était choquante. En mars 1784, la Secrétaire d'État à la Maison du Roi, Breteuil, rédigea une circulaire adressée aux Intendants et au Lieutenant de police de Paris, dans laquelle il établit un certain nombre de règles. Il divisait les détenus en trois classes. Tout d'abord « ceux dont l'esprit est aliéné et que leur imbécillité rend incapables de se conduire dans le monde, ou que leurs fureurs y rendraient dangereux ». Pour ceux-là, il fallait s'assurer que leur état était toujours le même, et, dans ce cas, prolonger leur détention.

Dans la seconde classe Breteuil rangeait ceux si nombreux, nous l'avons vu, « qui, sans avoir troublé l'ordre public par des délits... se sont livrés à l'excès du libertinage, de la débauche et de la dissipation ». Leur détention ne devait pas durer plus d'un an ou deux. Et le ministre remarquait que « les familles, et même les pères et mères... s'exagèrent quelquefois les torts des sujets dont ils ont sollicité la détention, et que si l'on se prêtait trop facilement à la rigueur dont ils voudraient user, il arriverait souvent que ce ne serait plus une correction, mais une véritable peine qu'on infligerait ».

D'autre part, les actes indéliçats, mais non sanctionnés par la loi pénale méritaient une détention plus longue, comme les « simples faiblesses de jeunes filles ou de femme d'une conduite un peu légère : un séjour de deux ans, trois au plus paraissait à Breteuil d'une rigueur suffisante pour punir de tels coupables. Les mineurs de vingt ans bénéficieraient d'une mesure de faveur par suite de leur inexpérience et de la « fougue de l'âge ».

Restaient en dernier lieu « ceux qui ont commis des actes de violence, des excès, des délits ou des crimes..., que la Justice, si elle en eût pris connaissance, eût puni par des peines afflictives ou déshonorantes pour les familles ». Pour cette espèce de prisonniers, la durée de l'incarcération devait dépendre des circonstances plus ou moins graves du délit, du caractère du coupable, de son repentir, de ses résolutions et de « ce qu'on doit raisonnablement présumer de l'usage qu'il ferait de sa liberté si elle lui était rendue », en tenant compte que « s'il est vrai que les prisonniers détenus pour crimes doivent en général s'estimer trop heureux d'avoir échappé aux peines qu'ils ont méritées il est constant aussi qu'une détention perpétuelle et même une longue détention est la plus rigoureuse de toutes les peines pour ceux d'entre eux dont les sentiments ne sont pas totalement anéantis ou dégradés ».

Et le Ministre recommandait d'apporter le plus grand soin aux informations à prendre sur les personnes contre lesquelles un ordre du Roi était réclamé, et d'effectuer de fréquentes visites « au moins une fois par an » dans les divers établissements de détention du ressort de chaque Intendant, pour mieux connaître la conduite des prisonniers et la manière dont ils sont traités, les précautions prises pour éviter les évasions, le régime en vigueur, la

nourriture donnée aux prisonniers et les abus à réprimer. Il prescrivait à ses représentants dans les provinces, de lui indiquer, quand un ordre serait demandé, la durée de la détention qu'il conviendrait de fixer pour le cas envisagé.

Toutes ces suggestions étaient excellents. La Révolution vint trop vite pour qu'on puisse exactement savoir dans quelle mesure elles furent observées. En tous cas elles arrivaient trop tard, et dans l'opinion éclairée c'était le système même des lettres de cachet qui était condamné. Elles ne devaient pourtant être abolies qu'assez tard par un décret des 16-26 mars 1790, article 10 : « Les ordres arbitraires... ainsi que les lettres de cachet sont abolis et il n'en sera plus donné à l'avenir. Ceux qui ont été frappés sont libres de se transporter où ils jugeront à propos. »

CONCLUSION

Les historiens sont en général sévères pour le système de police organisé par les lettres de cachet. A la vérité il est très difficile d'émettre à son endroit un jugement impartial. Les mœurs ont trop changé pour que nous puissions nous mettre à la place des contemporains, et, aujourd'hui, vivant dans une société aux manières adoucies, moins brutales sinon meilleures, familiarisés avec une conception très différente de l'homme, nous sommes tentés de prêter une oreille complaisante aux plaintes véhémentes, que le style de l'époque contribuait à outrer, des malheureux qui vécurent une partie de leur existence à l'ombre des cachots qu'un ordre du Roi leur avait un jour assignés.

On a fait remarquer, au cours de cette étude, tout ce qui peut militer en faveur d'une pratique chargée de réprimer des délits que nous ne connaissons plus. Malgré les nombreux exemples cités nous n'affirmerons pas que l'arbitraire ne se soit pas bien souvent glissé dans les punitions infligées à des personnages dont l'activité ou l'attitude avaient suscité des rancunes. Nous avons l'impression que la procédure assez longue et minutieuse devait garantir la victime présumée, contre laquelle un placet était parvenu au Ministre, d'une privation injuste de sa

liberté. Pourtant lorsqu'on s'apprête à applaudir le zèle et la conscience apparents de l'enquêteur, on apprend que ses conclusions doivent être tenues pour suspectes car son hostilité est avérée, à l'encontre de celui au sujet de qui on l'a chargé de s'informer, et les témoignages dont il fait état émanent des seuls ennemis du prévenu. On ne saurait donc être trop prudent dans les conclusions qu'on peut essayer d'extraire d'un travail tel que celui-ci.

Certes, dans beaucoup de cas, il semble bien que les accusations aient été indéniables. Quand nous apprenons que tel clerc vivait en concubinage notoire avec une domestique, quand un père se plaignait des friponneries de son fils, lorsqu'une jeune fille abandonnait la maison paternelle, une femme son mari, pour aller vivre avec un quidam suspect, dans les cas de ce genre il semble bien qu'une sanction ait été légitime. Beaucoup plus discutables étaient les lettres de cachet pour cause de troubles, d'intrigues, et, de façon générale pour cause de religion, ou « d'affaires du temps ». Il ne faut pas oublier toutefois qu'au XVIII^e siècle, les passions religieuses étaient aussi vives que le sont aujourd'hui les passions politiques. On aurait donc tort de ne voir l'esprit d'intolérance que du côté des catholiques, et, au sein de ceux-ci, que du côté des acceptants de la bulle. Le parti adverse aurait eu les faveurs du pouvoir, on peut être sûr qu'il aurait abusé de sa situation avec le même acharnement.

Il est cependant une catégorie de détenus, qui n'étaient que des victimes : c'étaient les fous. Malgré les mesures prescrites en leur faveur, ils étaient à la légère, et souvent d'une manière inique, après une parodie d'enquête, jetés dans des maisons de détention où leur vie restait déplorable. Tous certes n'étaient pas aussi malheureux que les

pensionnaires de la Tour Châtimoine, dont M. Aristide JOLY a brossé un tableau sinistre, mais il est bien évident que l'on se souciait peu de les soigner, et il n'est pas surprenant, comme l'écrit cet auteur, que ceux qui étaient fous le restassent, et que ceux qui n'étaient qu'un peu déséquilibrés, perdissent complètement la raison à un pareil régime. Aussi était-ce la catégorie de détenus de loin la plus à plaindre, puisqu'il n'y avait pas de raison pour les relâcher, et que, d'autre part, les familles décidées à se débarrasser définitivement de ces membres indésirables, conscientes de la durée de la détention, ne consentaient à payer qu'une pension minime, juste suffisante à empêcher les malheureux de mourir de faim.

C'est là d'ailleurs un des plus gros griefs qu'on puisse adresser au régime de détention par lettre de cachet : il était trop subordonné à des questions financières, et le régime de l'internement était très différent selon le prix de l'entretien et de la nourriture convenu. Comme d'autre part beaucoup de laïcs, enfermés dans des maisons religieuses que personne ne pouvait forcer à recevoir de tels hôtes, se déplaisaient dans leur nouvelle résidence, lorsqu'ils faisaient trop grand tapage, leurs geôliers réclamaient leur transfert ailleurs où, s'ils s'évadaient, ce qui était fréquent, mettaient peu d'empressement à les rechercher.

S'évader était d'ailleurs le moyen le plus sûr de recouvrer la liberté, car, s'il est juste de faire observer que les détentions n'étaient pas nécessairement très prolongées, on n'en est pas moins obligé de constater que certains prisonniers restaient dix, quinze, vingt ans parfois davantage, dans l'établissement qui leur avait été fixé, littéralement oubliés par les auteurs de leur détention.

Tout cela constitue un faisceau d'arguments contre

le régime des lettres de cachet. Ils peuvent se résumer en une critique fondamentale. C'était un système n'offrant aucune garantie réelle, et dont le seul but, d'ailleurs hautement proclamé était de mettre une fin discrète à des actes scandaleux, ou susceptibles de porter atteinte à l'honneur de l'Église ou des familles.

Et cependant on est obligé d'avouer que ces pratiques étaient adaptées aux mœurs de l'époque, encore rudes et violentes et qu'il fallait traiter avec rigueur. Sur ce point les historiens qui ont étudié les lettres de cachet se retrouvent d'accord. « De nos jours, écrit FUNCK-BRENTANO, en une société apaisée, aux énergies éteintes l'ordre est maintenu par l'administration. Dans l'ancienne France il était maintenu par l'autorité royale qui n'avait d'autre moyen d'action que les lettres de cachet ¹. » Et M. Aristide JOLY, malgré son hostilité contre elles, porte un jugement analogue : « Ces rigueurs sont le plus souvent trop justifiées... Le principe de ces mesures était mauvais, et à leur exécution il se mêlait une foule d'abus..., mais les sujets qu'elles atteignent ont trop souvent mérité toutes leurs sévérités ². »

1. *Les Lettres de Cachet*, p. 213.

2. *Les Lettres de Cachet dans la Généralité de Caen*, p. 19.

VU LE 31 MARS 1938 :

Le Doyen de la Faculté,

E. ALLIX

VU :

Le Président de la thèse,

OLIVIER-MARTIN

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

G. ROUSSY

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
BIBLIOGRAPHIE	9
CHAPITRE PREMIER. — La Procédure d'expédition des lettres de cachet.	15
CHAPITRE II. — Les victimes des lettres de cachet	31
CHAPITRE III. — Demandeurs et motifs d'ordres du Roi	51
CHAPITRE IV. — Les Lieux de détention.	71
CHAPITRE V. — Les Régimes de détention.	94
CONCLUSION.	113

IMPRIMERIE
HÉRISSEY
: ÉVREUX :